

ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1962-1963

du 13 novembre 1962 au 7 novembre 1963

SÉNAT

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».

ABREVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). — *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Abandon de famille. — V. Droit pénal.

Accidents de travail. — V. Sécurité sociale.

Administrations publiques.

ADMISSION AUX EMPLOIS.

Proposition de la loi relative à la limite d'âge des candidats aux emplois publics.

Doc. — N° 282 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1450 (16 juillet 1963).

LANGUES.

Projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Doc. — N° 293 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 304 : Rapport de M. de Stexhe.

N° 305 : Amendements proposés par M. Duvieusart.

N° 306 : Amendement proposé par M. Duvieusart.

Ann. — *Discussion générale* (23 juillet 1963).

Discussion générale jointe du projet de loi concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Discours de MM. de STEXHE, rapp. (concernant la consolidation de l'homogénéité linguistique et de l'unilinguisme régional, la création d'un arrondissement de Bruxelles-capitale, le régime spécial pour les communes de la périphérie bruxelloise, le régime administratif nouveau des administrations centrales, l'égalité entre les deux rôles linguistiques à partir du rang de directeur, la création d'un cadre bilingue, la garantie des droits acquis des fonctionnaires ; pp. 1473 à 1475 ;

LAROCK, m.é.n.c. (concernant la division linguistique du territoire en matière d'enseignement, la protection des minorités, la règle de l'unilinguisme régional ; l'enseignement de la seconde langue, le contrôle linguistique ; expose les raisons pour lesquelles il croit que le projet marque un progrès) ; pp. 1475, 1476 ;

Administrations publiques. — LANGUES (suite).

LEFEVRE, p.m. (concernant la nécessité de trouver une solution durable au problème des relations entre les deux communautés, la nécessité de revoir d'abord les lois linguistiques, la fixation définitive des frontières linguistiques, la confirmation des options fondamentales de la législation de 1932, la nécessité de faire de Bruxelles une capitale réellement bilingue ; le problème fondamental de nos institutions, la décentralisation administrative et économique, la réforme constitutionnelle) ; pp. 1476 à 1478 ;

LAUWEREINS, rapp. (souligne la portée du projet et commente les aspects techniques du projet ; concernant l'adoption par la commission du texte transmis par la Chambre) ; pp. 1478, 1479 ;

GILLON (se déclare partisan d'un bilinguisme librement consenti : concernant la démission non acceptée du Gouvernement, le « conclave » de Val-Duchesse, la discussion des projets linguistiques à la Chambre, le retrait des députés P.L.P., les incidents de Wemmel et la bombe du 11 juillet, la demande du Premier Ministre de voter le projet sur l'assurance maladie-invalidité sans modification, le vote simultané de ce dernier projet et des projets linguistiques) ; pp. 1479 à 1481 ;

Observations de MM. A. GILSON, m.i.f.p., VANAUDENHOVE, HOUGARDY et TRAPPENIERS ; pp. 1479 à 1481 ;

DUVIEUSART (concernant les conditions dans lesquelles le Sénat délibère, la dégradation des institutions, le principe de l'homogénéité linguistique régionale qui inspire les projets en discussion, la suppression du recensement, la discrimination établie par les lois au détriment de minorités francophones, le compromis qui avait été adopté précédemment par le Gouvernement, l'arrondissement-capitale, la portée des amendements qu'il a déposés, l'instauration de structures nouvelles, l'autonomie culturelle, son opposition aux projets) ; pp. 1481 à 1484 ;

Observations de MM. LEYNEN et SLEDSSENS ; p. 1482 ;

SLEDSSENS (concernant l'opposition des parlementaires P.S.C. flamands aux facilités, les sept points pour lesquels satisfaction a été donnée aux Flamands, la réglementation prévue pour les six communes périphériques) ; pp. 1484, 1485 ;

Observations de MM. DIEPENDAELE et le PRÉSIDENT ; p. 1484 ;

WIARD (concernant la volonté de vexation qui transpire à travers les textes des deux projets, le comportement des mandataires P.L.P. à la Chambre, les différences dans les divers régimes de facilités, l'accusation de « vol de terri-

Administrations publiques. — LANGUES (suite).

- toire», les régimes scolaires différentiels notamment en ce qui concerne l'étude de la seconde langue, le régime linguistique des administrations locales et des services externes des départements ministériels fonctionnant à Bruxelles, le cas de l'aéroport national de Zaventem); pp. 1485 à 1489;
- Observations de MM. A. GILSON, ROLIN et TRAPPENIERS; pp. 1485 à 1488;
- NOEL (concernant l'application de la loi nouvelle à l'enseignement gardien, primaire et secondaire, sa non-application dans les écoles libres non subventionnées, l'enseignement de la seconde langue dans les écoles primaires, l'opposition des pédagogues au bilinguisme, l'article 9 du projet); pp. 1489 à 1491;
- Observations de MM. LAROCK et LAUWEREINS; pp. 1489 à 1491;
- le baron NOTHOMB (concernant la création d'une province bilingue du Brabant-capitale); p. 1492.
- Reprise de la discussion générale* (24 juillet 1963 - matin).
- Discours de MM. DE GRAUW (concernant les manifestations d'extrémisme suscitées par la discussion des projets, l'inquiétude suscitée par les projets parmi les populations intéressées, les discriminations entre les communes périphériques, l'extension du régime de facilités à toutes les communes limitrophes de l'agglomération, la consultation des conseils communaux intéressés, la désignation d'un vice-gouverneur, les dispositions dérogatoires en matière linguistique prévues pour les centres touristiques, l'application loyale du bilinguisme dans les services communaux de Bruxelles-ville, l'équilibre linguistique dans le personnel de la ville de Bruxelles); pp. 1493 à 1495;
- Observations de MM. de STEXHE, DE BLOCK, le PRÉSIDENT et LAUWEREINS; pp. 1494, 1495;
- TRAPPENIERS (concernant le renforcement de l'homogénéité linguistique, le bilinguisme dans l'agglomération bruxelloise, le partage de l'arrondissement de Bruxelles, la nomination d'un vice-gouverneur, la solution prévue pour les services de l'aéroport de Zaventem); pp. 1495 à 1497;
- NIHOUL (concernant les déficiences dans l'application de la loi de 1932 dans certaines communes de l'agglomération bruxelloise, la suppression du recensement linguistique, les garanties constitutionnelles à la minorité wallonne); pp. 1497, 1498;
- Observations de MM. DE GRAUW et DE BOODT; pp. 1497, 1498;
- MOUREAUX (concernant la nomination d'un vice-gouverneur pour Bruxelles-capitale, la commission de contrôle linguistique, l'article 47 du projet sur l'emploi des langues en matière administrative, la situation au Centre de Mol); pp. 1498 à 1500;
- Observations de MM. A. GILSON, DE BLOCK, de STEXHE, DE BOODT, de la VALLEE POUSSIN et VAN ELSLANDE, m.c.adj.é.n.; pp. 1499, 1500;
- DIEPENDAELE (estime le projet injuste; concernant les conditions de la discussion au Sénat, l'octroi de facilités dans les six communes périphériques, l'opposition de son groupe aux projets); pp. 1500 à 1503;
- Observations de MM. LAUWEREINS, SLEDSSENS et le PRÉSIDENT; pp. 1501 à 1503;
- FRANCK (concernant le choix de la formule de la territorialité, la suppression du recensement linguistique et la fixation de la frontière linguistique, les dispositions prises pour Bruxelles et la périphérie, le régime intérieur des administrations communales, les mesures de tutelle particulière prévues pour les communes de l'agglomération bruxelloise, les dispositions prévues en matière d'enseignement à Bruxelles); pp. 1503, 1504;
- Observations de M. A. GILSON; p. 1504.
- Reprise de la discussion générale* (24 juillet 1963 - après-midi).
- Discours de MM. TOUSSAINT (concernant la procédure qui a abouti au vote des projets par la Chambre, la position du P.L.P. à l'égard des problèmes posés, le pacte national élaboré par le P.L.P., la nécessité d'envisager une solution globale des problèmes, l'encouragement de la connaissance de la seconde langue nationale, la tradition unilingue de la Wallonie, les raisons de satisfaction flamande que contiennent les projets); pp. 1506 à 1508;
- Observations de MM. A. GILSON, DE BLOCK, LAUWEREINS et HERCOT; pp. 1506, 1507;
- VANDEKERCKHOVE (concernant la réglementation linguistique dans les administrations, les facilités étendues accordées dans la périphérie bruxelloise, la puissance des

Administrations publiques. — LANGUES (suite).

- mandataires politiques bruxellois, la neutralisation de Bruxelles, l'accélération de la décentralisation, les majorités de rechange qui peuvent se former à propos des projets linguistiques, le bilinguisme dans l'enseignement, les chances du bilinguisme à Bruxelles, la création d'écoles flamandes dans l'agglomération bruxelloise, le vice-gouverneur prévu dans le projet, la flamandisation de la vie économique); pp. 1508 à 1511;
- Observations de MM. CROMMEN, WIARD, A. GILSON, ROLIN, de STEXHE et SLEDSSENS; pp. 1509 à 1511;
- ROLIN (souligne l'existence d'un profond sentiment belge; concernant la stabilisation de la frontière linguistique, l'admission de certaines facilités dans certaines régions où il y a un intérêt réel, les rôles linguistiques dans les services nationaux, le cadre bilingue, la liste des services ayant un caractère national, le cas du Centre d'énergie nucléaire de Mol, le contrôle, le vice-gouverneur prévu pour Bruxelles et la périphérie; l'enseignement de la seconde langue, les dérogations à la règle *cujus regio ejus lingua*, le problème de l'école internationale de Mol; regrette que le Sénat ne puisse amender le projet actuellement et déclare que son groupe émettra un vote de concorde nationale); pp. 1511 à 1516;
- Observations de MM. LAROCK, A. GILSON, STUBBE, de STEXHE, FLAMME et ORBAN; pp. 1512 à 1514;
- VANAUDENHOVE (proteste contre la manière dont le Sénat doit discuter et voter des projets très importants pour l'avenir du pays et contre la procédure qui sera appliquée pour l'examen du projet sur l'assurance maladie-invalidité; souligne la dégradation du climat dans le pays; concernant le sondage d'opinion d'Insc au sujet de la politique du Gouvernement, les raisons du mécontentement de l'opinion publique, le retard mis à résoudre les problèmes linguistiques, la procédure des « petits paquets », le pacte national élaboré par le P.L.P., l'adaptation des sièges parlementaires, la révision de la Constitution); pp. 1516 à 1521;
- Observations de MM. SLEDSSENS, DE BOODT, STUBBE, LAUWEREINS et A. GILSON; pp. 1517 à 1520;
- ORBAN (donne les raisons pour lesquelles il ne votera pas le projet; déclare ne pouvoir admettre la procédure suivie pour la préparation des textes, estime le projet inefficace en particulier en ce qui concerne le règlement prévu pour Bruxelles et les communes périphériques; concernant le transfert de Mouscron et Comines au Hainaut, les répercussions de ce transfert en matière judiciaire, l'applicabilité de la loi aux actes et documents des entreprises privées, l'article 23 de la Constitution); pp. 1521 à 1523;
- Observations de M. ROLIN; pp. 1522, 1523;
- DELBOUILLE (concernant l'école internationale de Mol, la définition des limites linguistiques, l'enseignement obligatoire de la seconde langue nationale à Bruxelles, le contrôle prévu); pp. 1523 à 1525;
- Observations de MM. VAN CAUWELAERT, DE WINTER, LAROCK et ROLIN; pp. 1524, 1525;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant l'établissement d'une frontière linguistique, la création d'un grand arrondissement bilingue de Bruxelles, la défiance des Flamands, l'intransigeance wallonne, l'opportunité d'un effort vers le bilinguisme); pp. 1525 à 1527;
- Observations de MM. DE BLOCK, A. GILSON et ROLIN; p. 1526;
- MOREAU de MELEN (rappelle sa position à l'égard du premier projet linguistique, déclare qu'il s'abstiendra au vote sur les deux projets en discussion); p. 1527;
- FLAMME (annonce qu'il votera le projet, déclare qu'il aurait préféré un arrondissement de Bruxelles-capitale plus large; concernant le bilinguisme des fonctionnaires des administrations centrales, la proposition de loi sur l'emploi des langues à l'armée); pp. 1527 à 1529;
- HENCKAERTS (justifie le vote d'abstention qu'il émettra sur les projets); p. 1529;
- VERSE (concernant la situation des francophones dans les communes de la périphérie bruxelloise, la création d'un poste de vice-gouverneur du Brabant, les mesures de vexation et contrainte que contiennent les projets, la jonction du vote des projets linguistiques et du projet sur l'assurance maladie); pp. 1529, 1530;
- Observations de M. le PRÉSIDENT; p. 1530;
- GHEYSEN (concernant la proposition de loi sur les cadres linguistiques à l'armée, l'application de la loi linguistique dans l'enseignement belge en Allemagne); p. 1530;

Administrations publiques. — LANGUES (suite).

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la nécessité d'un lieu de rencontre où l'on acceptera le principe du bilinguisme; le fédéralisme; l'opposition flamande à un district de Bruxelles véritablement bilingue); pp. 1530, 1531.

Reprise de la discussion générale (25 juillet 1963 — matin)

Discours de MM. VAN CAUWELAERT (concernant l'attitude de la droite flamande à l'égard des projets, l'inquiétude que suscite le régime de facilités prévu pour six communes de la périphérie bruxelloise, l'application loyale de la nouvelle législation, le problème de la deuxième langue dans l'enseignement, les facilités, la révision constitutionnelle); pp. 1534 à 1536;

Observations de MM. VAN HOEYLANDT et MAISSE; pp. 1535, 1536;

GODIN (concernant le principe du droit du sol sur lequel se basent les projets, l'école internationale de Mol); pp. 1536, 1537;

Observations de M. A. GILSON; p. 1536;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant les divergences de vues qui existent dans la représentation nationale; répond aux orateurs et traite notamment de la suppression du recensement linguistique, de l'intégrité culturelle des régions, de l'emploi des langues dans les entreprises privées, de l'adaptation des administrations centrales à leur rôle national, de l'amendement de M. Duvieusart proposant le dédoublement jusqu'au sommet de tous les services de l'administration centrale, de la restructuration de l'arrondissement de Bruxelles-capitale; de la proposition de créer deux arrondissements électoraux à Bruxelles, de la mission du vice-gouverneur du Brabant); pp. 1537 à 1541;

Observations de M. DUVIEUSART; pp. 1537, 1538;

LAROCK, m.é.n.c. (répond aux orateurs; traite notamment de l'unilinguisme régional; de la situation des communes voisines de celles qui auront le statut des minorités protégées, de l'enseignement de la seconde langue, de la situation dans les écoles belges en Allemagne); pp. 1541 à 1544;

Observations de MM. NOEL, MACHTENS, DUVIEUSART et HOUGARDY; pp. 1542 à 1544;

de STEXHE (concernant la question de la constitutionnalité des dispositions relatives à l'emploi des langues dans les entreprises privées); pp. 1544, 1545;

Observations de M. MAISSE; p. 1544;

LAUWEREINS (estime qu'il convient de faire preuve de compréhension pour sortir des difficultés linguistiques); pp. 1545, 1546;

HOUGARDY (concernant l'organisation d'un cours de néerlandais à la T.V. d'expression française); p. 1546;

LAROCK, m.é.n.c. (répond à M. HOUGARDY); p. 1546;

Observations de MM. DELBOUILLE, JANNE et le PRÉSIDENT; p. 1546;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 juillet 1963 - après-midi).

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. HOUGARDY, TOUSSAINT, de STEXHE, DEHOUSSE, DUVIEUSART, R. HOUBEN, A. GILSON, VANAUDENHOVE et ROLIN; observations de MM. VAN CAUWELAERT, DIEPENDAELE, HOUSIAUX, ORBAN, MOREAU de MELEN et STUBBE; le 6^o du paragraphe 1^{er} de l'article est adopté; (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 1548 à 1559.

Art. 2.

Adopté sans observations; p. 1559.

Art. 3.

Intervention de MM. GILLON, NIHOUL, MERCHERS et A. GILSON; observations de M. VAN CAUWELAERT; L'article est adopté; pp. 1560, 1561.

Art. 4 et 5.

Adoptés sans observations; p. 1561.

Art. 6.

Intervention de MM. MERCHERS, TOUSSAINT, NIHOUL et A. GILSON;

L'article est adopté; pp. 1562, 1563.

Art. 7.

Intervention de MM. MERCHERS et de STEXHE; observations de MM. A. GILSON, le PRÉSIDENT, GILLON et DEHOUSSE;

Administrations publiques. — LANGUES (suite).

Après rectification d'une erreur matérielle dans le texte, l'article est adopté; pp. 1563 à 1565.

Intervention de MM. VERSE, A. GILSON, DUVIEUSART, HOUGARDY, VAN ELSLANDE, m.c.adj.é.n. et MACHTENS; l'amendement de MM. DUVIEUSART et VERSE tendant à l'insertion d'un article 7bis est rejeté (vote nominatif); pp. 1565 à 1568.

Art. 8 à 10.

Adoptés sans observations; p. 1568.

Art. 11.

Intervention de MM. MERCHERS, MOUREAUX et A. GILSON; observations de M. de STEXHE; L'article est adopté; pp. 1568, 1569.

Art. 12.

Adopté sans observations; p. 1569.

Art. 13.

Intervention de MM. MERCHERS et de STEXHE;

L'article est adopté; pp. 1569, 1570.

Art. 14 à 17.

Adoptés sans observations; pp. 1570, 1571.

Art. 18.

Intervention de MM. MERCHERS, A. GILSON, DUVIEUSART et VERSE;

L'article est adopté; pp. 1571, 1572.

Art. 19.

Adopté sans observations; pp. 1572, 1573.

Art. 20.

Intervention de M. de STEXHE;

Après rectification d'une erreur matérielle, l'article est adopté; p. 1573.

Art. 21 à 31.

Adoptés sans observations; pp. 1573 à 1576.

Art. 32.

Intervention de MM. DUVIEUSART, A. GILSON et HARMENEGNIES; l'amendement de M. DUVIEUSART est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1576 à 1579.

Art. 33 et 34.

Adoptés sans observations; pp. 1579, 1580.

Art. 35.

L'amendement de MM. DUVIEUSART et VERSE est retiré; L'article est adopté; p. 1580.

Art. 36.

Adopté sans observations; p. 1581.

Art. 37.

Intervention de M. de STEXHE;

L'article est adopté; p. 1581.

Art. 38 à 42.

Adoptés sans observations; pp. 1582, 1583.

Art. 43.

Intervention de MM. HOUGARDY et A. GILSON;

L'article est adopté; p. 1583.

Art. 44 à 46.

Adoptés sans observations; pp. 1583, 1584.

Art. 47.

Intervention de MM. FLAMME, A. GILSON et de STEXHE; L'article est adopté avec une modification de pure forme; p. 1584.

Art. 48 à 50.

Adoptés sans observations; pp. 1584, 1585.

Art. 51.

Intervention de MM. VANDEKERCKHOVE et A. GILSON; L'article est adopté; p. 1585.

Art. 52 à 55.

Adoptés sans observations; pp. 1585, 1586.

Administrations publiques. — LANGUES (suite).**Art. 56.**

Intervention de MM. DUVIEUSART, A. GILSON, SLEDSENS, NIHOUL et PONTUS ;

L'article est adopté; pp. 1586 à 1588.

Art. 57.

Intervention de M. de STEXHE ;

Après rectification d'une erreur matérielle, l'article est adopté ; p. 1588.

Art. 58.

Adopté sans observations ; pp. 1588, 1589.

Vote (25 juillet 1963 - après-midi).

MM. ROLIN et HAMBYE justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 122 voix contre 14 et 7 abstentions; p. 1589.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PERSONNEL.

Proposition de loi portant des mesures de régularisation en faveur des agents temporaires de l'Etat.

Doc. — N° 86 : Proposition de loi de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 663 (26 février 1963).

Projet de loi accordant une bonification de traitement à certains membres du personnel rétribué par l'Etat dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 277 : Rapport de M. de Stexhe.

Ann. — Discussion générale (16 juillet 1963).

Discours de MM. HOUARDY (demande l'examen de la proposition de loi déterminant la position administrative des agents de l'Etat ayant rempli des obligations de milice en temps de guerre ou en temps de paix) ; p. 1453 ;

VANDERMEULEN (concernant la situation des instituteurs de l'Etat, anciens prisonniers de guerre) ; p. 1453 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant le but du projet) ; p. 1454 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1454.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; pp. 1466, 1467.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi accordant des primes d'encouragement aux agents des pouvoirs publics qui suivent des cours du soir en vue d'améliorer leur qualification professionnelle.

Doc. — N° 340 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Admission aux emplois. — V. Administrations publiques.**Affaires africaines.****DOMMAGES.**

Proposition de loi relative à l'indemnisation du préjudice professionnel subi par les victimes des événements du Congo.

Ann. — Renvoi aux commissions réunies des Finances et du Commerce extérieur et de l'Assistance technique ; p. 1367 (18 juin 1963).

ENSEIGNEMENT.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1959 établissant des équivalences entre les certificats d'études secondaires, post-secondaires et supérieures, et les grades académiques délivrés en Belgique, au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

Doc. — N° 65 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 99 : Rapport de M. Lauwereins.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (12 février 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 540.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires africaines (suite).**PERSONNEL D'AFRIQUE.**

Projet de loi complétant les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 27 juillet 1962 accordant certaines garanties aux fonctionnaires, magistrats et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques au Congo et au Ruanda-Urundi.

Doc. — N° 314 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

RUANDA-URUNDI.**BUDGETS.**

Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1961.

Doc. — N° 261 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 1384.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 1384, 1385.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SECURITE SOCIALE.

Projet de loi concernant la sécurité sociale d'outre-mer.

Doc. — N° 211 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 271 : Rapport de M. Van Hoeylandt.

N° 275 : Amendement proposé par M. Hougardy.

Ann. — Discussion générale (20 juin 1963).

Le Sénat marque son accord pour examiner le projet, quoiqu'il ne figure pas à l'ordre du jour et dispense le rapporteur de la lecture de son rapport ; p. 1385.

Discours de MM. VAN HOEYLANDT, rapp. (concernant les raisons de l'urgence du projet, la loi du 16 juin 1960, le caractère complémentaire du régime prévu dans ce projet, l'indexation des prestations, le financement du projet) ; pp. 1385, 1386 ;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (concernant la liste des pays où s'appliquera le régime prévu dans le projet, l'élargissement de l'objectif initial du projet) ; p. 1386 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 juin 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 63.

Adoptés sans observations ; pp. 1386 à 1399.

Art. 64.

L'amendement de MM. HOUARDY et DE GRAUW est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1399, 1400.

Art. 65 à 77.

Adoptés sans observations ; pp. 1400 à 1403.

L'article 64, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1403.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; pp. 1434, 1435.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

Affaires étrangères.**AGRICULTURE ET HORTICULTURE.****CAFE.**

Projet de loi portant approbation de la Convention constituant l'Organisation Internationale du Café et de l'Annexe, signées à Rio de Janeiro, le 27 janvier 1958.

Doc. — N° 334 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — Rejet (26 juillet 1963).

L'article unique est rejeté ;

Le projet de loi est rejeté ; p. 1647.

Affaires étrangères (suite).**BENELUX.****CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF.**

Ann. — MM. ROELANTS et FRANCK sont élus en qualité de membres effectifs du Conseil ; M. M. DELMOTTE est élu en qualité de membre suppléant du Conseil ; il sera donné connaissance de ces désignations au Président du Conseil ; p. 316 (23 janvier 1963).

COMMUNICATIONS.**AVIATION.**

Projet de loi portant approbation du Protocole signé à La Haye le 28 septembre 1955, portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie, le 12 octobre 1929.

Doc. — N° 243 : Rapport de M. Dehousse.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; p. 1383.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

MARINE.**Navire nucléaire.**

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant la visite du NS « Savannah » à des ports belges, et de l'Annexe, signés à Bruxelles, le 19 avril 1963.

Doc. — N° 345 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — *Discussion générale* (31 juillet 1963).

Discours de MM. GILLON (concernant la responsabilité de l'exploitant d'un navire nucléaire, le côté politique) ; p. 1750 ;

HOUSIAUX, rapp. (concernant la responsabilité objective organisée dans l'article 12 de l'Accord, les engagements semblables acceptés par des pays alliés, la limitation de la responsabilité des Etats-Unis) ; p. 1750 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (31 juillet 1963).

Adopté sans observations ; p. 1750.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix contre 1 et 3 abstentions ; pp. 1773, 1774.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONGO BELGE.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Saint-Siège apostolique au sujet du Congo belge, signée à Bruxelles le 8 décembre 1953.

Doc. — N° 328 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — *Rejet* (26 juillet 1963).

Intervention de M. MOREAU de MELEN ; p. 1647.

L'article unique est rejeté ;

Le projet de loi est rejeté ; p. 1647.

DOUANES.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relative aux contrôles à la frontière belgo-luxembourgeoise, et du Protocole de signature, signés à Luxembourg le 29 novembre 1961.

Doc. — N° 111 : Rapport du baron Nothomb.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 février 1963).

Adopté sans observations ; pp. 682, 683.

Vote (28 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présent ; pp. 734, 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères (suite).**DOUANES ET ACCISES.**

Projet de loi portant approbation de la Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, des Annexes et du Protocole de signature, signés à Genève, le 18 mai 1956.

Doc. — N° 14 : Rapport de M. Godin.

Ann. — *Discussion générale* (28 novembre 1962).

Intervention de M. GODIN, rapp. (concernant la portée de la Convention) ; pp. 88, 89 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (28 novembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 89.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents ; p. 109.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, des Annexes et du Protocole de signature, signés à Genève, le 18 mai 1956.

Doc. — N° 15 : Rapport de M. Godin.

Ann. — *Discussion générale* (28 novembre 1962).

Intervention de M. GODIN, rapp. (résume la portée de la Convention) ; p. 89 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (28 novembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 89.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents ; p. 109.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DROIT INTERNATIONAL PRIVE.

Projet de loi portant organisation de la Convention sur la compétence du for contractuel en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels, signée à La Haye le 15 avril 1958.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 128.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EXEQUATUR.

Projet de loi portant approbation du Traité entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg sur la compétence judiciaire, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, et Protocole, signés à Bruxelles, le 24 novembre 1961.

Doc. — N° 161 : Rapport de M. Chot.

Ann. — *Discussion générale* (4 avril 1963).

Discours de MM. ORBAN (concernant les travaux du conseil interparlementaire de Benelux consacrés au projet) ; p. 1005 ;

CHOT, rapp. (répond à M. ORBAN) ; p. 1005 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 avril 1963).

Adopté sans observations ; p. 1005.

Vote (4 avril 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents ; pp. 1011, 1012.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République italienne concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et d'autres titres exécutoires en matière civile et commerciale, signée à Rome, le 6 avril 1962.

Doc. — N° 259 : Rapport de M. Moreau de Melen.

Affaires étrangères. — DROIT INTERNATIONAL PRIVE (suite).**EXEQUATUR (suite).**

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1963).

Adopté sans observations; pp. 1383, 1384.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ENGINS SPATIAUX (ELDO).

Projet de loi portant approbation de la Convention portant création d'une Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux, et de ses deux Annexes, du Protocole financier annexé à cette Convention, et de son Annexe, et du Protocole concernant certaines responsabilités à l'égard du programme initial, signés à Londres le 29 mars 1962.

Doc. — N° 349: Exposé des motifs et projet de loi.

FINANCES.**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.**

Projet de loi portant approbation de l'Accord intervenu entre le Gouvernement belge et le Fonds monétaire international en vue de l'adhésion de la Belgique à la décision du Conseil d'Administration du Fonds monétaire international en date du 5 janvier 1962.

Nouvel intitulé: *Projet de loi approuvant l'adhésion du gouvernement belge à la décision du Conseil d'Administration du Fonds monétaire international en date du 5 janvier 1962.*

Doc. — N° 16: Rapport de M. Leemans.

Ann. — *Discussion générale* (28 novembre 1962).

Discours de M. LEEMANS, rapp. (concernant l'amplification des interventions du Fonds, le plan Triffin, l'augmentation des ressources du Fonds, la participation de la Belgique à la traduction en français et en néerlandais de conventions internationales établies en anglais); pp. 83, 84;

Intervention de MM. le PRÉSIDENT et DE BLOCK; p. 84;

Discours de M. DEQUAE, m.f. (déclare que la Belgique est la dernière à approuver l'accord, souligne que l'Accord permettra de faire obstacle à des spéculations contre l'une des monnaies de base); pp. 84, 85;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 novembre 1962).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; pp. 85 à 87.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 87.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 130 membres présents; p. 109.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FORCES ARMEES.**UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.**

Ann. — Texte de quatre recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la deuxième partie de sa huitième session ordinaire, qui s'est tenue à Paris, du 3 au 6 décembre 1962. — Transmis par le Président de l'Assemblée; p. 316 (23 janvier 1963).

Texte de deux recommandations adoptées par l'Assemblée au cours de la première partie de sa neuvième session ordinaire, qui s'est tenue à Paris, du 4 au 7 juin 1963. — Transmis par le Président de l'Assemblée; p. 1472 (23 juillet 1963).

INTERETS BELGES A L'ETRANGER.

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, d'autre part, sur le règlement de certaines créances financières belges et luxembourgeoises, de l'Annexe et des échanges de lettres, signés à Bruxelles, le 15 avril 1960.

Doc. — N° 40: Rapport de M. Van Houtte.

Affaires étrangères. — INTERETS BELGES A L'ETRANGER (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (12 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations; p. 214.

Vote (12 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 110 membres présents; p. 220.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ORGANISATION EUROPEENNE DE RECHERCHES SPATIALES (ESRO).

Projet de loi portant approbation de la Convention portant création d'une Organisation européenne de recherches spatiales, du Protocole financier annexé à cette Convention et de son Annexe et du Protocole relatif au financement de l'Organisation, signés à Paris, le 14 juin 1962.

Doc. — N° 348: Exposé des motifs et projet de loi + Annexe.

PACTE ATLANTIQUE.

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants:

a) *Accord complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs Forces, en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne;*

b) *Protocole de signature à l'Accord complémentaire;*

c) *Accord entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne relatif au règlement des litiges résultant de contrats passés directement, signés à Bonn, le 3 août 1959.*

Doc. — N° 160: Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (4 avril 1963).

Adopté sans observations; p. 1004.

Vote (4 avril 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents; pp. 1011, 1012.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FORCE DE FRAPPE.

Ann. — Motion déposée par MM. ROLIN, VAN HEMELRIJCK et GILLON; p. 681 (26 février 1963).

Vote (28 février 1963).

Intervention de MM. DUVIEUSART, ROLIN, de la VALLEE POLUSSIN, DEHOUSSE, LEYNEN (qui justifie son vote), COPPENS et le PRÉSIDENT;

La motion est adoptée par 111 voix et 13 abstentions; pp. 722 à 724.

O.T.A.N.

Ann. — Exemple des rapports et recommandations adoptés par la Conférence de parlementaires de l'O.T.A.N. au cours de sa huitième session annuelle. — Transmis par le Président de la Conférence; p. 316 (23 janvier 1963).

SECURITE SOCIALE.

Projet de loi portant approbation de la Convention générale de Sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, des Accords complémentaires, de la Convention spéciale, des Protocoles finals, signés à Bonn le 7 décembre 1957, et du Protocole complémentaire, signé à Bonn le 10 novembre 1960.

Ann. — *Discussion générale* (29 novembre 1962).

Discours de M. PONTUS (concernant la ratification tardive de la convention, la création d'un service social dans les cantons de l'Est, l'indemnisation des invalides et ayants droit des cantons de l'Est); pp. 127, 128;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1962).

Adopté sans observations; p. 128.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents; p. 165;

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères. — SECURITE SOCIALE (suite).

Projet de loi portant approbation de l'Acte final et de l'Accord avec les Annexes, adoptés à Genève le 13 février 1961, par la Conférence gouvernementale chargée de réviser l'Accord du 27 juillet 1950 concernant la sécurité sociale des bateaux rhénans.

Doc. — N° 110 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 février 1963).

Adopté sans observations ; p. 682.

Vote (28 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 734, 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAITE D'AMITIE.

Projet de loi portant approbation du Traité d'Amitié, d'Etablissement et de Navigation entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 21 février 1961.

Doc. — N° 260 : Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1963).

Adopté sans observations ; p. 1384.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAVAIL.**PECHEURS.**

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

a) *Convention (n° 112) concernant l'âge minimum d'admission au travail des pêcheurs ;*

b) *Convention (n° 113) concernant l'examen médical des pêcheurs ;*

c) *Convention (n° 114) concernant le contrat d'engagement des pêcheurs, adoptées à Genève le 19 juin 1959 par la Conférence Internationale du Travail, au cours de sa 43^{me} session.*

Doc. — N° 109 : Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 février 1963).

Adopté sans observations ; p. 682.

Vote (28 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 129 membres présents ; pp. 734, 735.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

Ann. — Textes : a) de la Convention internationale (n° 116) pour la révision partielle des Conventions adoptées par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail en ses trente-deux premières sessions, en vue d'unifier les dispositions relatives à la préparation des rapports sur l'application des Conventions par le conseil d'administration du Bureau international du Travail ; b) de la Recommandation (n° 115) concernant le logement des travailleurs adoptée par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 45^{me} session, tenue à Genève, du 7 au 29 juin 1961. — Transmis par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères ; p. 1018 (14 mai 1963).

Agriculture.

Projet de loi tendant à promouvoir la rentabilité de l'agriculture et son équivalence avec les autres secteurs de l'économie.

Doc. — N° 64 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 115 : Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Agriculture (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 mars 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; pp. 941, 942.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix et 4 abstentions ; p. 951.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DEGATS CAUSES PAR LE GEL.

Proposition de loi mettant un crédit spécial à la disposition du Ministère de l'Agriculture aux fins de venir en aide aux agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles à la suite des fortes gelées.

Doc. — N° 120 : Proposition de loi de M. Lahaye.

N° 206 : Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 826 (12 mars 1963).

Discussion générale (21 mai 1963).

Discours de MM. LAHAYE (concernant le geste de solidarité qui s'impose, l'initiative qui fut prise en 1956 par le Ministre de l'Agriculture de l'époque, l'attitude du P.S.C. à l'époque, l'importance des dégâts dus au gel) ; pp. 1103 à 1105 ;

SLEDSSENS, rapp. (concernant les préoccupations électorales qui ont incité au dépôt de la proposition) ; p. 1106 ;

HEGER, m.a. (fait une comparaison entre la situation qui existait en 1956 et celle de 1962 ; concernant le revenu de l'agriculture, les dégâts dus à l'hiver) ; pp. 1106, 1107 ;

Observations de M. LAHAYE ; pp. 1106, 1107 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles et rejet (21 mai 1963).

Art. 1^{er}.

L'article n'est pas adopté ;

La proposition de loi est rejetée ; p. 1107.

FONDS AGRICOLE.

Proposition de loi chargeant le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie d'établir une taxe sur la production de margarine.

Doc. — N° 29 : Proposition de loi de M. De Boodt.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 190 (11 décembre 1962).

Ann. — Rapport sur l'activité du Fonds pour l'exercice 1962. — Transmis par le Ministre de l'Agriculture ; pp. 1017, 1018 (14 mai 1963).

FONDS D'INVESTISSEMENT AGRICOLE.

Ann. — Rapport sur l'activité du Fonds durant l'année 1962. — Transmis par le Ministre de l'Agriculture ; p. 1018 (14 mai 1963).

PRETS AGRICOLES.**INSTITUT NATIONAL DE CREDIT AGRICOLE.**

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut national de crédit agricole.

Doc. — N° 151 : Rapport de M. Adam.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er} à 9.

Adoptés sans observations ; pp. 977, 978.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Agriculture et horticulture. — V. Affaires étrangères.**Ajournement. — V. Chambres législatives/Sénat.**

Aliénés.

Proposition de loi modifiant la loi du 18 juin 1850, sur le régime des aliénés.

Doc. — N° 104 : Rapport complémentaire de M. Nihoul + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (21 mars 1963).

Discours de MM. NIHOUL, rapp. (rappelle les objectifs de la proposition) ; pp. 957, 958 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant l'accord du Gouvernement) ; p. 958 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mars 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations ; pp. 958 à 960.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Allocations familiales. — V. Sécurité sociale.**Anormaux. — V. Droit pénal.****Architectes. — V. Professions.****Armée.****CODE PENAL.**

Projet de loi modifiant l'article 57bis de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire.

Doc. — N° 138 : Rapport de M. Camby.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 mars 1963).

Adopté sans observations ; p. 971.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1963 le contingent de l'armée.

Doc. — N° 52 : Rapport de M. Gheysen.

Ann. — *Discussion générale* (19 décembre 1962).

Discours de MM. GHEYSEN, rapp. (concernant les demandes de sursis pour raisons d'études, l'appel sous les armes de ceux qui terminent leurs études en juin 1963) ; p. 259 ;

SEGBERS, m.d.n. (concernant l'insuffisance du nombre des militaires) ; p. 259 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; pp. 259, 260.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 117 voix et 1 abstention ; p. 293.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ECOLE MILITAIRE.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire.

Doc. — N° 199 : Rapport de M. Vandenberghe.

Armée. — ECOLE MILITAIRE (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (5 juin 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1261.

Vote (5 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 100 membres présents ; p. 1262.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

JURIDICTIONS MILITAIRES.

Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 29 juillet 1953 organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la repression des infractions, modifiant certaines dispositions du Titre II du Code de procédure pénale militaire et donnant au Gouverneur général du Congo belge le droit de réquisitionner les troupes et les moyens des bases.

Doc. — N° 295 : Proposition de loi de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1668 (30 juillet 1963).

LANGUES.

Proposition de loi complétant la loi du 30 juillet 1938 sur l'emploi des langues dans l'armée.

Doc. — N° 97 : Proposition de loi de M. De Boodt.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 590 (19 février 1963).

RAPPORT.

Rapport sur l'application de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Doc. — N° 21 : Rapport + Annexes.

Ann. — Transmis par le Ministre de la Défense nationale ; p. 42 (27 novembre 1962).

MILICE.**OBJECTEURS DE CONSCIENCE.**

Proposition de loi portant le statut des objecteurs de conscience.

Doc. — N° 164 : Rapport de M. Flamme.

N° 166 : Amendements proposés par M. Rolin au texte présenté par les commissions réunies.

N° 171 : Amendements proposés par M. Diependaele.

N° 175 : Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par les commissions réunies.

N° 200 : Rapport complémentaire de M. Flamme.

N° 245 : Amendements proposés par M. Diependaele.

Ann. — Renvoi en commission (4 avril 1963).

Intervention de M. ROLIN (qui propose le renvoi en commission) ; p. 1009 ;

Le renvoi en commission est décidé.

Discussion générale (11 juin 1963).

Discours de MM. FLAMME, rapp. (fait l'historique de la question ; concernant l'importance du problème de l'objection de conscience en Belgique, les dispositions contenues dans la proposition, le caractère expérimental de la nouvelle loi) ; pp. 1310, 1311 ;

Observations de M. DE BOODT ; p. 1311 ;

ROLIN (concernant les condamnations pénales prononcées contre des objecteurs de conscience, la solution adoptée dans divers pays d'Europe ; répond aux objections formulées à l'égard de la proposition) ; pp. 1311, 1312 ;

DIEPENDAELE (souligne la nécessité de fixer un statut qui respecte la conscience des objecteurs ; concernant leur aspiration à l'établissement de la paix dans le monde, la portée de ses amendements ; demande la mise en liberté provisoire des objecteurs détenus) ; pp. 1313, 1314 ;

CAMBY (souligne le retard en Belgique, en ce qui concerne le statut des objecteurs de conscience et l'unanimité des commissions qui ont examiné la proposition de loi) ; p. 1316 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant le caractère défensif de l'armée en Belgique ; formule des objections et craint notamment que le vote de la loi envisagée n'ouvre la porte aux abus) ; pp. 1316, 1317 ;

Observations de M. ROLIN ; p. 1317 ;

Armée. — MILICE (suite).**OBJECTEURS DE CONSCIENCE (suite).**

VERMEYLEN, m.j. (rappelle la position de M. Churchill concernant le problème) ; p. 1317 ;

Intervention de MM. VAN BUGGENHOUT et DIEPENDAELE ; p. 1317 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (expose les raisons pour lesquelles le Gouvernement s'oppose aux amendements de M. DIEPENDAELE) ; p. 1317 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 juin 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}

Intervention de MM. LEMAL, ORBAN, VAN HOEYLANDT et ROLIN ;

L'article est adopté ; pp. 1317, 1318.

Art. 2 à 17.

Adoptés sans observations ; pp. 1319 à 1321.

Art. 18.

Intervention de MM. DIEPENDAELE et FLAMME ; les deux amendements de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS sont rejetés ;

L'article est adopté ; pp. 1321, 1322.

Art. 19 à 23.

Adoptés sans observations ; pp. 1322 à 1324.

Art. 24.

Intervention de MM. DIEPENDAELE et FLAMME ; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1324.

Art. 25 à 31.

Adoptés sans observations ; pp. 1324, 1325.

Intervention de MM. ORBAN, VERMEYLEN, m.j. et FLAMME ; le vote nominatif sur l'amendement de M. ORBAN (tendant à l'insertion d'un article 32 nouveau) fait apparaître que le Sénat n'est pas en nombre ; pp. 1325, 1326.

Reprise de la discussion des articles (12 juin 1963).

L'amendement de M. ORBAN (tendant à l'insertion d'un article 32 nouveau) est rejeté (vote nominatif) ; p. 1330.

Le nouvel intitulé néerlandais est adopté ; p. 1330.

Vote (12 juin 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 105 voix contre 21 et 2 abstentions ; p. 1331.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

OFFICIERES.

Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la Force aérienne, pilotes et navigateurs

Doc. — N° 222 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1310 (11 juin 1963).

Projet de loi relatif au recrutement d'officiers du cadre de complément.

Ann. — Intervention de M. SEGERS, m.d.n. (qui demande l'urgence pour la discussion du projet) ;

L'urgence est décidée ; p. 1426 (20 juin 1963).

Discussion générale (20 juin 1963).

Discours de M. FLAMME, rapp. (commente la portée du projet) ; p. 1427 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1427.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; pp. 1434, 1435.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative à la démission des officiers de l'armée.

Doc. — N° 350 : Proposition de loi de M. Descamps.

Art de guérir.**MEDECINS.**

Projet de loi prorogeant le mandat des membres des divers conseils de l'Ordre des médecins.

Doc. — N° 81 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 153 : Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (28 mars 1963).

Adopté sans observations ; p. 975.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi relatif à l'Ordre des médecins.

Doc. — N° 172 : Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Renvoi aux commissions réunies de la Santé publique et de la Justice ; p. 1292 (6 juin 1963).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET THERAPEUTIQUES.

Projet de loi sur les médicaments.

Doc. — N° 169 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 357 : Rapport de M. Remson + Annexe.

Arts, sciences et lettres.**THEATRES.**

Projet de loi créant un établissement public dénommé « Théâtre royal de la Monnaie ».

Doc. — N° 57 : Rapport de M. Vandermeulen.

N° 83 : Amendement proposé par M. de la Vallée Poussin.

N° 96 : Amendement proposé par M. De Grauw.

Ann. — La discussion du projet de loi est ajournée à la demande du Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture ; p. 338 (24 janvier 1963).

Discussion générale (6 février 1963).

Discours de MM. VANDERMEULEN, rapp. (concernant le contrôle financier du nouvel organisme, la propriété du bâtiment qui abrite le théâtre, le statut du personnel, la situation des autres scènes lyriques subventionnées) ; p. 482 ;

VANDEKERCKHOVE (concernant l'exploitation du théâtre par un service parastatal, les tractations en cours au sujet de la vente du bâtiment du théâtre, le contrôle financier, le statut du personnel) ; pp. 482, 483 ;

Observations de M. LAROCK, m.é.n.c. ; p. 483 ;

MOREAU de MELEN (expose les raisons pour lesquelles il ne votera pas le projet) ; p. 483 ;

DEKEYZER (s'élève contre la discrimination qui est faite entre l'opéra francophone et l'opéra flamand) ; pp. 483, 484 ;

DE GRAUW (concernant la tentative de création d'une intercommunale du théâtre de la Monnaie, la provenance des spectateurs du théâtre) ; p. 484 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant l'octroi d'un statut de grande agglomération à Bruxelles, la base de population nécessaire pour la création d'un opéra) ; pp. 484, 485 ;

LAROCK, m.é.n.c. (répond aux orateurs ; souligne le développement remarquable pris par le Théâtre de la Monnaie au cours des dernières années ; résume les raisons qui justifient le projet) ; p. 485 ;

HENSKENS (espère que le projet n'aura pas d'incidence défavorable pour les autres scènes lyriques) ; p. 485 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 février 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; pp. 485, 486.

Art. 5.

Intervention de M. LAROCK ; l'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 486.

Art. 6 à 14.

Adoptés sans observations ; pp. 486, 487.

Arts, sciences et lettres. — THEATRES (suite).**Art. 15.**

Intervention de MM. DE GRAUW et LAROCK ; l'amendement de MM. DE GRAUW et HOUGARDY est retiré ;
L'article est adopté ; pp. 487, 488.

Art. 16 à 20.

Adoptés sans observations ; p. 488.

L'article 5, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 488.

Vote (6 février 1963).

MM. CLAEYS et DEKEYZER justifient leur vote ; p. 501.
Le projet de loi est adopté par 79 voix contre 31 et 13 abstentions ; pp. 501, 502.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Assurance maladie-invalidité. — V. Sécurité sociale.**Assurances.****RESPONSABILITE CIVILE.**

Proposition de loi complétant l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Nouvel intitulé : *Proposition de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.*

Doc. — N° 18 : Proposition de loi de M. de Stexhe.
N° 72 : Rapport de M. Chot.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 43 (27 novembre 1962).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (7 février 1963).
(Texte présenté par la commission)

Adopté sans observations ; pp. 517, 518.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 518.

Vote (13 février 1963)

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Assurés libres. — V. Pensions/ Vieillesse et décès prématuré.**Autoroutes. — V. Travaux publics/Voirie.****Aviation. — V. Affaires étrangères/Communications.
V. Communications.****B****Baux à loyer. — V. Droit civil.****Brevets d'invention. — V. Commerce et Industrie.****Budgets. — Exercice 1963.****AFFAIRES ECONOMIQUES ET ENERGIE.**

Budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XIII : Projet de loi.

N° 31 : Rapport de M. L. Desmet + Annexes.

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ECONOMIQUES ET ENERGIE (suite).**Ann. — Discussion générale (5 décembre 1962).**

Discours de MM. WARNANT (concernant l'exclusion de toute idée de récession dans les prévisions faites pour 1963, la divergence entre le budget économique et le programme de cinq ans du Bureau de programmation, la non-prévision de réserves conjoncturelles, la nécessité d'accroître le taux d'activité de la population, la politique régionale, la Société nationale d'investissement, l'évolution actuelle des prix, le taux extrêmement bas des bénéfices industriels, la situation de l'industrie sidérurgique belge, la sauvegarde des dispositions du traité de la C.E.C.A., les problèmes de l'énergie) ; pp. 157 à 161 ;

Observations de MM. DE BLOCK, SPINOY et LAUWEREINS ; pp. 159 à 161 ;

JANNE (concernant les aspects régionaux de notre économie, la diminution de la population active, l'affaiblissement du taux de croissance économique, le vieillissement de l'habitation, le taux de scolarisation, les investissements ; les causes du malaise économique wallon : décroissance de la population active, épuisement des gisements charbonniers, industrie lourde proportionnellement trop forte en Wallonie ; le taux de croissance économique dans les autres pays de la Communauté, les retards dans l'adaptation de l'infrastructure à l'économie moderne, l'insertion de l'économie belge dans la zone portuaire industrialisée qui va de Dunkerque à Amsterdam) ; pp. 162 à 164, 168, 169 ;

Observations de MM. DEHOUSSE, RASSART, HARMIGNIES, DE BLOCK et DUVIEUSART ; pp. 163, 164, 168, 169 ;

DE BLOCK (concernant l'accroissement du revenu national, l'influence des communautés européennes, le problème des petites et moyennes entreprises, l'acceptation de la programmation économique, la fusion du Conseil central de l'économie et du Conseil national du Travail, la recherche scientifique, le problème charbonnier, la politique de l'énergie) ; pp. 169 à 172.

Reprise de la discussion générale (6 décembre 1962).

Discours de MM. VAN DONINCK (concernant l'évolution favorable de la situation économique, le développement régional, la situation de la Campine anversoise) ; pp. 175, 176 ;

Observation de M. SPINOY, m.a.é.é. ; p. 176 ;

HOUGARDY (concernant la crise de main-d'œuvre spécialisée ; pose plusieurs questions au sujet de l'avant-projet de loi sur la concurrence ; concernant la taxe compensatoire frappant le fuel et le gasoil) ; pp. 176, 177 ;

FLAMME (concernant l'unification des activités de développement régional et d'aménagement du territoire, le projet sur la programmation, les montants prêtés dans le cadre des lois de relance économique par la S.N.C.I., la C.N.C.P. et la Caisse d'Épargne, le problème de la main-d'œuvre, l'évolution des prix de gros et de détail) ; pp. 177 à 179 ;

Observations de M. SPINOY ; p. 179 ;

DEKEYZER (concernant l'amélioration de notre situation économique, la politique des prix, la politique de l'énergie) ; pp. 179, 180 ;

DELBUILLE (concernant les problèmes du secteur de l'énergie électrique, la lutte du secteur privé contre la concurrence des entreprises publiques, les pressions exercées par le secteur privé sur les communes, l'organisation du secteur de l'électricité, la régression de l'économie wallonne, le discours fait la veille par M. JANNE, le rapport du professeur Lambert) ; pp. 180 à 182 ;

Observations de MM. DEKEYZER, SPINOY, JANNE et DE BLOCK ; pp. 182, 183 ;

BOGAERT (concernant la programmation économique, le rôle de l'État) ; p. 183 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant les possibilités de concurrence dans la Communauté européenne, le problème du Westhoek, les problèmes des transports, la politique portuaire, la navigation fluviale et le poussage, le transport par pipe-lines, le problème de l'approvisionnement en eau douce, l'intérêt qu'ont la Flandre et la Wallonie à collaborer pour défendre la position de la Belgique au sein du Marché commun) ; pp. 183 à 186 ;

RASSART (concernant la lenteur dans la mise en place d'institutions régionales à incidence économique, la politique des prix et l'index, le cas des pommes de terre) ; pp. 186, 187 ;

Observations de M. SPINOY ; p. 187 ;

HENSKENS (concernant les prix de la viande, du lait et du beurre, les problèmes de la région du Démer) ; pp. 187, 188.

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ECONOMIQUES ET ENERGIE (suite).

Reprise de la discussion générale (11 décembre 1962).

Discours de MM. SPINOY, m.a.é.é. (répond aux orateurs, traite notamment de l'avant-projet sur les prix et la concurrence, des crédits octroyés par la S.N.C.I. et la Caisse d'Epargne, de la politique de l'emploi, des problèmes de l'électricité, de la politique des transports, des problèmes du Westhoek et de l'index, de la politique régionale, de l'extraction charbonnière au Limbourg, de l'amélioration des conditions d'exploitation); pp. 196 à 201;

Observations de M. BEULERS; p. 199;

DUVIEUSART (concernant la structure des bassins hennuyers et liégeois); p. 201;

Intervention de MM. LEYNEN, le PRESIDENT, RUTTEN et SPINOY (concernant la poursuite du débat); p. 201;

Discours de MM. LEYNEN (concernant le problème charbonnier de la Campine, l'incidence des importations de charbons dans les pays du Marché commun); pp. 201, 202;

SPINOY, m.a.é.é. (répond à MM. DUVIEUSART et LEYNEN); pp. 202, 203;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (11 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 203.

Discussion des articles du projet de loi (11 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 203, 204.

Vote (12 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 12 et 6 abstentions; pp. 219, 220.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE.

Budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-IX: Projet de loi + Annexes.

N° 87: Rapport de M. Dehousse (Crédits: Affaires étrangères) + Annexes.

N° 90: Amendement proposé par M. de la Vallée Poussin (Crédits: Affaires étrangères).

N° 105: Rapport de M. Leemans (Crédits: Commerce extérieur et Assistance technique) + Annexes.

N° 129: Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 132: Amendement présenté par le Gouvernement.

Ann. — *Crédits: Affaires étrangères.*

Discussion générale (20 février 1963).

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. (concernant le problème de l'adhésion britannique aux communautés européennes, l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'unification européenne, l'état des négociations au 14 janvier 1963, la responsabilité de la France dans l'échec de la C.E.D., les difficultés de la France avec l'O.T.A.N., l'U.E.O. et l'Euratom, la nécessité de rechercher un rapprochement des points de vue entre la France et la Grande-Bretagne, l'absurdité d'une politique de représailles, le renouvellement de la convention d'association avec les pays d'outre-mer, une association de la Grande-Bretagne équivalant à une pré-union, le traité franco-allemand de coopération, l'opportunité de conclure un traité d'union politique à une échelle plus large, la conception de la communauté, l'anachronisme de la conception de l'Europe des patries); pp. 620 à 625;

Observations de MM. VAN CAUWELAERT, le PRESIDENT, LEYNEN et DUVIEUSART; pp. 622, 623;

GILLON (concernant la réconciliation au Congo, la visite de M. Adoula, l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, l'attitude du général de Gaulle, l'incidence de la politique anglaise sur cette attitude); pp. 625 à 627;

DUVIEUSART (concernant la politique vis-à-vis du Congo; l'union politique de l'Europe, le plan Fouchet, la prise de position du général de Gaulle, l'incidence des entretiens des Bahamas, les vues du général de Gaulle au sujet d'une force nucléaire nationale, le problème de l'indépendance économique de l'Europe; l'attitude de la Belgique après la conclusion du traité franco-allemand et à la suite de l'interruption des négociations avec l'Angleterre); pp. 627 à 631;

Observations de MM. SPAAK, v.p.m.m.a.é., ROLIN, MOREAU de MELEN et DEHOUSSE; pp. 628 à 631;

DEKEYZER (concernant l'action de l'O.N.U. au Congo, l'attitude de la Belgique à l'égard de la politique raciale en

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

Afrique du Sud, la reconnaissance de jure de la Chine, le veto du général de Gaulle à l'égard de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., l'effort de l'Espagne de Franco en vue d'adhérer à l'O.T.A.N. et à la C.E.E.; le problème de la liaison Escaut-Rhin, le déséquilibre linguistique dans la diplomatie et au département); pp. 631 à 634;

VAN BOGAERT (concernant la fonction de la Cour européenne de justice à l'égard des traités d'association qui sont conclus, la convention relative à la responsabilité pour l'emploi de l'énergie nucléaire, le veto du président de Gaulle à l'égard de l'adhésion britannique au Marché commun, la conclusion d'accords bilatéraux avec l'Angleterre, la scission psychologique au sein de l'O.T.A.N. due au désir de la France d'édifier sa propre force nucléaire non intégrée); pp. 634, 635;

LAHAYE (concernant le retour des colons belges au Congo, les relations entre les pays africains et la C.E.E., les activités politiques de Congolais en Belgique, la situation économique au Congo, la pénurie alimentaire, l'aide américaine en vivres, la brochure de l'O.N.U. sur son action au Congo, la situation au Katanga, l'application du plan Thant, la visite de M. Adoula à Bruxelles, le dédommagement des Belges victimes des événements du Congo, l'aide financière belge au Congo, l'assainissement indispensable des finances congolaises); pp. 635 à 638.

Reprise de la discussion générale (21 février 1963).

Discours de MM. MOTZ (concernant les conséquences de l'interruption des négociations sur l'admission de la Grande-Bretagne au Marché commun, le conflit entre les supranationaux et les partisans de la thèse nationaliste au sein de la Communauté européenne); p. 642;

le baron NOTHOMB (constate la réussite de la politique de M. SPAAK en ce qui concerne l'Afrique; concernant la collaboration avec le Congo et l'O.N.U., les réparations dues aux Belges, l'adhésion britannique à l'Europe des Six, la nécessité de l'alliance atlantique, l'intégration politique de l'Europe, la Communauté européenne de culture, la création d'une maison belge à Paris, le directeur de la maison belge de Cologne, les tracasseries douanières); pp. 642 à 644;

ROLIN (concernant l'adhésion de la Belgique à la Convention de Genève de 1958 sur la haute mer, les réparations des dommages causés aux ressortissants belges ayant subi un préjudice grave au Congo, la participation de la Belgique aux dépenses résultant de l'intervention de l'O.N.U. au Congo, le problème des relations Est-Ouest, la question allemande, l'amélioration des relations bilatérales de la Belgique avec les pays de l'Est, la négociation d'accords de conciliation et d'enquête avec ces pays; la question des armements, l'augmentation des dépenses militaires américaines et soviétiques, le désarmement régional; la constitution d'une force de frappe atlantique, les aspects militaire, financier et moral d'une éventuelle participation belge à la force de frappe); pp. 645 à 652;

VAN BUGGENHOUT (concernant la participation de la Belgique au financement de l'action de l'O.N.U. au Congo; la situation au Congo, le rétablissement de l'ordre et la protection des blancs, le problème des transports au Congo, la nécessité d'une coopération entre MM. Adoula et Tshombe); pp. 652, 653;

NOEL (concernant la politique néo-colonialiste des Etats-Unis en Afrique, les divergences dans le bloc atlantique, les relations Est-Ouest, le geste de l'U.R.S.S. à Cuba, la poursuite de la course aux armements, la conclusion d'un pacte de non-agression entre les deux blocs, l'isolement de la Chine); pp. 654 à 656;

Observations de MM. DEHOUSSE et SPAAK; pp. 654 à 656;

JANNE (concernant les dispositions à prendre au sujet de l'enseignement universitaire au Katanga, l'élimination de l'Université de Bruxelles de toute participation au développement de l'enseignement supérieur en Afrique centrale, la révision des nominations, l'adaptation des statuts de l'Université officielle du Congo); pp. 657, 658.

Reprise de la discussion générale (26 février 1963).

Discours de MM. DE WINTER (concernant l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., le traité entre l'Allemagne et la France, la relance des pourparlers avec la Grande-Bretagne, le déséquilibre linguistique dans les services extérieurs du département); pp. 663, 664;

de la VALLEE POUSSIN (concernant l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun, la politique commerciale des

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

- Etats-Unis, le désarmement, la politique du général de Gaulle; les bases de notre politique: confirmation de l'Alliance atlantique, solidité intérieure du Marché commun, « partnership » avec les Etats-Unis); pp. 664 à 667;
- Observations de MM. DE WINTER et VAN CAUWELAERT; p. 665;
- VAN CAUWELAERT (concernant la fidélité à nos alliances, le danger atomique, la crise européenne, l'association des pays d'Afrique, l'assistance technique au Congo, le contact de nos diplomates avec la vie du pays où ils représentent la Belgique); pp. 667 à 669;
- Observations de M. DEHOUSSE; p. 668;
- MOREAU de MELEN (concernant la réparation des dommages causés par les troupes de l'O.N.U. aux personnes et aux biens belges au Katanga, la créance résultant de la reprise du matériel des bases métropolitaines par l'O.N.U., la dernière action militaire de l'O.N.U. au Katanga; les problèmes européens); pp. 669 à 671;
- Observations de MM. SPAAK et DEHOUSSE; pp. 669, 670;
- SPAAK, v.p.m.m.a.é. (répond aux orateurs; traite notamment de l'Université d'Elisabethville, du régime linguistique du département; concernant la fin de la sécession katangaise, l'assistance technique en hommes et l'assistance financière, les sommes réclamées aux Nations Unies pour le matériel des bases de Kamina et Kitona et pour les dommages causés par les troupes de l'O.N.U. à des Belges; les problèmes européens, le plan Fouchet, l'échec de la réunion du 17 avril 1962; le traité franco-allemand; la rupture des négociations avec la Grande-Bretagne, l'incidence de la conférence des Bahamas sur l'attitude de la France; la force de frappe multilatérale O.T.A.N., la conception de politique étrangère du général de Gaulle, la thèse de l'arbitrage européen, la renaissance du nationalisme, la reprise des pourparlers avec la Grande-Bretagne, les relations Est-Ouest, la coexistence pacifique); pp. 671 à 679;
- Observations de MM. le PRESIDENT, DEHOUSSE, DE BOODT, DE WINTER, LEYNEN et MOREAU de MELEN; pp. 671 à 678;
- DEHOUSSE (concernant l'état de l'opinion publique française, le renouvellement de la convention d'association avec les pays d'outre-mer, la ratification par les parlements nationaux, le maintien en activité du F.E.D.O.M.); p. 679;
- Observations de M. le PRESIDENT; p. 679;
- DUVIEUSART (concernant le traité franco-allemand, l'interruption des négociations avec l'Angleterre, les conséquences de la conférence des Bahamas, la résurrection de l'esprit nationaliste, la relance de l'action communautaire, la reprise des négociations avec l'Angleterre, la fidélité à la politique atlantique); pp. 679 à 681;
- ROLIN (concernant une participation belge à la force de frappe atlantique; annonce le dépôt d'un ordre du jour); p. 681;
- Un ordre du jour est déposé par MM. GILLON, VAN HEMELRIJK et ROLIN; p. 681;
- Intervention de MM. le PRESIDENT, ROLIN, GILLON et SPAAK; pp. 681,682.
- Vote sur l'ordre du jour (28 février 1963).*
- Intervention de MM. DUVIEUSART, ROLIN, de la VALLEE POUSSIN, DEHOUSSE, LEYNEN (qui justifie son vote), COPPENS et le PRESIDENT;
- L'ordre du jour est adopté par 111 voix et 13 abstentions; pp. 722 à 724.

Crédits: Commerce extérieur et Assistance technique.

Discussion générale (5 mars 1963).

- Discours de MM. BRASSEUR, m.c.e.a.t. (concernant le problème de l'application des lois de garantie au personnel rentré d'Afrique, le reclassement de rapatriés d'Afrique par l'émigration assistée, l'expérience entreprise au Brésil, la coopérative de Botucatu, l'aide fournie par le Gouvernement à ces émigrés, la politique belge en matière de coopération technique, l'Office de coopération au développement, la conclusion d'une convention d'assistance technique avec le Congo, les bases de la coopération dans le domaine médical, la coordination de l'aide au Congo; la situation faite au personnel belge mis à la disposition du Congo, le programme des experts associés, la formule des « volontaires de la paix », le commerce extérieur en 1962, l'évolution des exportations, la régression des exportations vers les pays d'outre-mer, le commerce avec les

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

- les pays de l'Est, la création d'un « Design Center », le renouvellement de la convention d'association avec les Etats africains et malgache, le maintien du Royaume-Uni en dehors du Marché commun; les négociations tarifaires sous l'égide du G.A.T.T., le *Trade Expansion Act*, le relèvement des droits d'entrée sur les tapis aux Etats-Unis, les missions commerciales à l'étranger); pp. 759 à 768;
- Observations de MM. OBLIN et DE WINTER; pp. 760 à 764;
- LEEMANS, rapp. (concernant la nécessité de parfaire l'unification européenne, l'état des négociations avec la Grande-Bretagne, la position de la C.E.E. par rapport à l'économie mondiale, les négociations dans le cadre du G.A.T.T., les problèmes de l'assistance technique); pp. 768, 769;
- DE GRAUW (concernant la composition du cabinet du Ministre, l'Office de coopération au développement, les foires et expositions, la baisse de nos échanges avec l'Amérique latine, la participation belge à la foire de Lima, l'étalement des ventes belges dans le monde, la concentration de nos exportations vers les pays industrialisés); pp. 769 à 772;
- PAIRON (concernant les problèmes de l'industrie diamantaire, l'octroi de subsides aux firmes belges exposant aux foires à l'étranger); p. 772;
- MOLTER (concernant le *Trade Expansion Act*, les problèmes de l'industrie diamantaire); pp. 772, 773;
- DEMARNEFFE (concernant la situation de notre commerce extérieur en général, la promotion des exportations belges vers la France, l'amélioration de la propagande commerciale, l'aide aux pays en voie de développement); pp. 773 à 775;
- BLOCK (concernant l'établissement de nouvelles industries dans le pays, le commerce avec les autres pays de la C.E.E. et hors de la C.E.E., la prospection dans les pays d'Europe orientale, l'assistance technique); pp. 775, 776;
- DE WINTER (concernant le recul de notre commerce avec les pays d'Amérique latine, le *Trade Expansion Act*, l'établissement de colons belges au Brésil, le problème des emprunts coloniaux, les experts-juniors, l'Office de coopération au développement); pp. 776 à 778;
- Observations de MM. ORBAN et BRASSEUR; p. 776.
- Reprise de la discussion générale (6 mars 1963).*
- Discours de MM. DEKEYZER (concernant la concentration de nos exportations dans le cadre de la C.E.E., la nécessité d'élargir nos débouchés, l'aide aux pays en voie de développement, les foires, l'Office belge du commerce extérieur, les quotas d'exportation fixés par le Bureau de programmation économique, le commerce avec les pays de l'Est, l'affaiblissement de la position de la Belgique sur les marchés des pays en voie de développement); pp. 782 à 785;
- LAHAYE (concernant le reclassement et l'indemnisation des colons, le retour des colons au Congo, l'expérience de Monte Alegre au Brésil, les possibilités de reclassement en Sardaigne, les litiges financiers belgo-congolais, les allocations à ceux qui poursuivent des études complémentaires, les experts-juniors, le commerce avec les pays de l'Est); pp. 785 à 788;
- DEHOUSSE (concernant la situation des étudiants congolais en Belgique, l'assistance au Burundi, l'aide au tiers-monde en général, le renouvellement de la convention d'association des dix-huit pays africains au Marché commun, la proposition de « partnership » Etats-Unis - Marché commun); pp. 788 à 791;
- Observations de MM. BRASSEUR, DE WINTER et DUVIEUSART; pp. 790, 791;
- le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la répartition des compétences de l'ancien département des Affaires africaines, l'Office de coopération au développement, la politique d'assistance technique, la priorité à donner au Congo en matière d'assistance technique, le problème de la dette du Congo, la remise en état de l'économie congolaise, la collaboration avec l'O.N.U. et avec l'Europe des Six, l'assistance technique dans le domaine de l'enseignement, de la médecine et de l'administration, l'I.B.E.R.S.O.M.); pp. 791 à 795;
- Observations de MM. DE WINTER et ROLIN; pp. 793 à 795;
- GODIN (concernant la composition du cabinet du ministre, la liquidation des affaires africaines, la participation effective des experts blancs au Congo à la direction du pays); pp. 795, 796;
- Observations de M. DEHOUSSE; p. 796;

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

SCOKAERT (concernant le fondement même de la coopération technique, l'efficacité de notre assistance, l'élargissement de cette assistance, la coopération bilatérale, le personnel de la coopération); pp. 796 à 798;

BOGAERT (concernant le rôle des petites et moyennes entreprises dans l'exportation); p. 798;

DUA (concernant l'information des petites et moyennes entreprises au sujet d'expositions à l'étranger); pp. 798, 799;

Intervention de MM. le PRESIDENT et BRASSEUR (concernant la réponse du ministre); p. 799.

Reprise de la discussion générale (7 mars 1963).

Discours de MM. BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond aux orateurs; traite notamment de la composition de son cabinet, de l'émigration de Belges au Brésil, de l'Office de coopération au développement, de l'inspiration fondamentale de l'assistance technique et de son orientation géographique, de la sécurité personnelle des experts-techniciens envoyés au Congo, des juniors-experts, du sort de l'I.B.E.R.S.O.M., de la dette congolaise, des problèmes de commerce extérieur); pp. 814 à 818;

Observations de MM. LAHAYE et DE WINTER; pp. 815 à 819;

ROLIN (concernant la situation des colons belges au Brésil, l'amendement tendant au vote d'un crédit illimité pour les stages et bourses d'étude); p. 819;

Observations de M. BRASSEUR; p. 819;

P. DE SMET (concernant le crédit pour les stages et bourses d'études); p. 819.

DE WINTER (concernant la situation des colons belges émigrés au Brésil qui désirent rentrer en Belgique, le problème des emprunts congolais); pp. 819, 820;

Observations de M. VAN CAUWELAERT; p. 820;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond à M. DE WINTER); p. 820;

LEEMANS (concernant la relance de la C.E.E., les dépenses faites en exécution de délibérations du conseil des ministres); p. 820;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond à M. LEEMANS); p. 820, 821;

DEHOUSSE (concernant la position des anciens territoires britanniques d'Afrique à l'égard d'une association au Marché commun); p. 821;

MOLTER (concernant le crédit supplémentaire d'un milliard 200 millions accordé en conseil des ministres en octobre 1962); p. 821;

BRASSEUR, m.c.e.a.t. (répond à M. MOLTER); p. 821;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (7 mars 1963).

Art. 1^{er} à 24.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 821.

Art. 25.

L'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN ainsi que l'article sont réservés; p. 822.

Art. 26 à fin du tableau.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 822.

Discussion des articles du projet de loi (7 mars 1963).

Art. 1^{er}.

L'article est réservé; p. 822.

Art. 2 à 5.

Adoptés sans observations; pp. 822, 823.

Art. 6.

L'amendement du gouvernement et l'article sont réservés; p. 823.

Art. 7 à 11.

Adoptés sans observations; p. 823.

Discussion des articles réservés (12 mars 1963).

Article 25 du tableau.

Intervention de MM. de la VALLEE POUSSIN, le PRESIDENT et SPAAK; l'amendement de M. de la VALLEE POUSSIN, sous-amendé par lui, est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 827, 828.

Art. 1^{er} du projet de loi.

Adopté sans observations; p. 828.

Budgets. — Exercice 1963. — AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET ASSISTANCE TECHNIQUE (suite).

Art. 6 du projet de loi.

Intervention de MM. LEEMANS, ROLIN, P. DE SMET et le PRESIDENT; le nouveau texte de l'article, proposé par le Gouvernement est adopté avec une modification de pure forme; p. 828.

Vote (12 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 122 voix contre 18 et 3 abstentions; p. 832.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XII: Projet de loi + Annexes.

N° 63: Rapport de M. Sledsens.

N° 69: Amendement proposé par M. Dekeyzer.

N° 79: Amendement proposé par M. Sledsens.

N° 84: Amendement proposé par M. Noël.

Ann. — Discussion générale (22 janvier 1963).

Discussions jointes des interpellations au Ministre de l'Agriculture de M. DESCAMPS « sur la situation catastrophique dans laquelle l'agriculture belge se trouve pour l'instant et sur les moyens qu'il compte mettre en œuvre en vue de remédier à cette situation » et de M. LAHAYE « sur la carence du département de l'Agriculture dans le secteur animal et l'urgence de réserver une solution satisfaisante aux justes et légitimes revendications des agriculteurs belges ».

Discours de M. HEGER, m.a. (concernant le sort des négociations entre les partenaires du Marché commun et la Grande-Bretagne, les difficultés que représente pour la Grande-Bretagne son intégration dans la C.E.E., l'effort de rationalisation et de productivité dans l'agriculture belge, les exploitations agricoles marginales, le rendement économique de l'agriculture, l'aide technique et financière aux agriculteurs, le problème de la reconversion des exploitations, la commercialisation des produits); pp. 302 à 306;

Observations de MM. DE BOODT et VREVEN; p. 305.

Reprise de la discussion générale (23 janvier 1963).

Discours de MM. SLEDSSENS, rapp. (concernant l'aspect social des problèmes de l'agriculture, la production et son écoulement, l'amélioration des structures de l'agriculture, le service de l'hydraulique agricole, l'institut économique agricole, l'amélioration de la voirie rurale, le statut social des agriculteurs et horticulteurs); pp. 316 à 320;

DESCAMPS (concernant les statistiques relatives à l'augmentation du revenu agricole et à la population agricole, l'octroi de crédits par le Fonds d'investissement, la diminution de la population agricole, l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture, les craintes des petits et moyens exploitants devant les perspectives du Marché commun); pp. 320 à 323;

Observations de M. HEGER; p. 321;

SOBRY (concernant la nécessité d'une politique agricole efficace, la politique des prix suivie en 1962, le Fonds d'investissement agricole, la rationalisation des entreprises, l'assainissement des terres, la lutte contre les épizooties); pp. 323 à 326;

DEKEYZER (concernant les problèmes de la pêche maritime, la propagande pour une plus grande consommation de poisson, l'amélioration de la qualité, l'écoulement des produits de la pêche, les aspects sociaux de la pêche, la recherche scientifique dans la pêche maritime, la question des eaux territoriales, la pêche dans le cadre de la C.E.E.); pp. 326 à 328;

MONDELAERS (concernant l'insuffisance de l'aide financière à l'agriculture, la rentabilité des exploitations agricoles, les problèmes sociaux de l'agriculture, la politique des prix, l'amélioration de l'infrastructure de l'agriculture belge, l'importance de l'enseignement et de la formation professionnelle); pp. 328 à 331;

LAHAYE (concernant l'existence d'un malaise parmi les agriculteurs, la fraude de beurre hollandais, le problème des prix, la situation de l'élevage porcin et de l'aviculture, la rentabilité de l'élevage de bovidés, la taxe d'abattage, l'assouplissement de l'arrêté royal du 22 septembre 1960 sur le transport du bétail vivant, les épizooties, les abattoirs); pp. 331 à 333;

Budgets. — Exercice 1963. — AGRICULTURE (suite).

HENSKENS (concernant la rentabilité de l'agriculture, les études des professeurs Baptist et Waterschoot, le remembrement, la dispersion des parcelles, l'insuffisance de l'effort de coopération, la politique des prix, les fermages et les prix de vente des terres agricoles); pp. 333 à 336.

Reprise de la discussion générale (29 janvier 1963).

Discours de MM. HOUARDY (concernant les difficultés rencontrées par les viticulteurs, la défense de la qualité du raisin belge, l'aide à la modernisation des installations, la vente de raisin le long des routes, les produits anti-herbes); pp. 378 à 380;

MARTENS (concernant la nécessité d'une augmentation des prix des produits agricoles au départ de la ferme, l'évolution du coût de la production, la recherche de nouveaux débouchés, la nécessité d'une coopération entre producteurs, les problèmes des secteurs du lait et de la viande); pp. 380 à 382;

WILLEMS (concernant l'incidence du nombre des intermédiaires sur les prix des produits agricoles, les problèmes du secteur laitier, le nombre de laiteries, l'Office National du Lait, la viticulture, la surproduction de froment, l'amélioration de l'infrastructure agricole); pp. 382, 383;

VAN HEMELRIJCK (concernant l'intérêt de la politique agricole pour l'ensemble du Gouvernement, la nécessité d'une programmation de la production, le renforcement du pouvoir compétitif de l'agriculture belge, la formation des futurs agriculteurs, les objectifs de la politique des prix, le problème social); pp. 383 à 385;

LISELDING (concernant la taxation des primes accordées pour les plants sélectionnés par l'O.N.D.A.H. et pour la production d'épeautre); p. 385;

FLAMME (concernant le malaise qui existe dans le milieu agricole, le morcellement des terres de culture, l'effort de coopération nécessaire pour la commercialisation des produits); pp. 385, 386;

DEMARNEFFE (concernant le revenu de l'agriculture, le remembrement, le service de l'hydraulique agricole, l'amélioration de la voirie rurale, la politique de commercialisation des produits agricoles, la situation dans le secteur « viande », l'organisation commerciale en vue de l'exportation); pp. 387 à 389;

BALTUS (concernant le revenu de l'agriculture, le problème des exploitations marginales, la nécessité d'une politique des prix, la politique laitière et céréalière du Gouvernement, le statut social des agriculteurs); pp. 389 à 391;

DE GRAUW (concernant les problèmes de la viticulture, l'importation de raisin étranger, l'intensification de la propagande pour le raisin belge); pp. 391, 392;

NIHOUL (concernant la situation difficile de l'agriculture, le revenu de l'agriculture, l'industrialisation plus poussée de la production, l'évolution de la structure agricole); pp. 392, 393;

Observations de MM. FLAMME et HEGER; p. 393;

ADAM (concernant la disparité en matière de prix agricoles, la réduction du coût de la production, le marché des produits laitiers, la vente de beurre fondu, le freinage de la concurrence de la margarine, la rationalisation du secteur laitier); pp. 393 à 395;

Observations de M. DEBUCQUOY; p. 394;

NOEL (concernant les problèmes du secteur laitier, la promotion de la coopération dans l'agriculture, le statut social des agriculteurs); pp. 395, 396.

Reprise de la discussion générale (30 janvier 1963).

Discours de MM. SCHEIRE (concernant la perte de terres de culture dans le nord de la Flandre Orientale à la suite d'expropriations de terrains pour la création d'industries, le remembrement, le chômage occulte dans l'agriculture, la politique laitière); pp. 398, 399;

DE BLOCK (estime possible d'obtenir au sein de la majorité une certaine identité de vues à l'égard de la politique agricole; concernant les statistiques en matière agricole, la comptabilité agricole, la politique des prix, la fraude de beurre); pp. 399 à 401;

Observations de M. VAN HEMELRIJCK; p. 400;

BEAUDUIN (concernant le revenu agricole, les frais de production dans l'agriculture, le revenu individuel moyen de l'agriculture, le nombre de personnes actives occupées dans l'agriculture; l'avenir de l'agriculture); pp. 401, 402;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le malaise agricole, la diminution de la population agricole, le problème des prix, la question du beurre, le problème des structures agricoles, l'enseignement agricole, la politique d'investissement); pp. 402 à 404;

Budgets. — Exercice 1963. — AGRICULTURE (suite).

HEGER, m.a. (répond aux orateurs; traite notamment du Fonds d'investissement agricole, des problèmes des céréales, de la viticulture, des problèmes du secteur laitier, d'une taxation de la margarine, de la situation dans le domaine de la viande, de la commercialisation des produits, des problèmes de l'élevage et de la pêche maritime); pp. 404 à 409;

Observations de MM. DE BLOCK, VAN HEMELRIJCK, DE BOODT et ADAM; pp. 407, 408;

LAUWEREINS (concernant les problèmes sociaux dans la pêche maritime, la propagande pour le poisson, les problèmes internationaux de la pêche, l'exportation de poisson); pp. 409, 410;

DESCAMPS (concernant l'activité du Fonds d'investissement); p. 410;

VANDEBUSSCHE (concernant l'approvisionnement en eau des exploitations agricoles); pp. 410, 411;

BOGAERT (concernant le problème de l'approvisionnement en eau, la création de réserves d'eau); pp. 411, 412;

DIEPENDAELE (concernant les manifestations d'agriculteurs, la lutte contre les épizooties, l'agriculture belge dans le Marché commun, les problèmes de l'aviculture); pp. 412, 413;

Observations de MM. SLEDESENS et LAUWEREINS; p. 413; La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (30 janvier 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 19.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 413.

Art. 20.

L'amendement de M. NOEL n'est pas appuyé;

L'article est adopté; pp. 413, 414.

Art. 21 à 63.443.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 414.

Art. 63.591.

Intervention de MM. HEGER et le PRÉSIDENT; l'amendement de M. SLEDESENS, modifié, est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 414, 415.

Art. 63.592 à fin.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 415.

Discussion des articles du projet de loi (30 janvier 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 415, 416.

Vote (31 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 124 voix contre 14 et 5 abstentions; p. 426.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

BUDGET ECONOMIQUE.

Ann. — Communication relative au budget économique. — Transmise par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie; p. 7 (13 novembre 1962).

Ann. — Communication relative au budget économique de 1963 (Rapport sur l'évolution économique et sur l'exécution du programme d'expansion économique en 1962. — Prévisions économiques pour 1963). — Transmise par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie; p. 1383 (20 juin 1963).

CLASSES MOYENNES.

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XIV: Projet de loi + Annexes.

N° 7: Rapport de M. Dua.

Ann. — *Discussion générale* (13 novembre 1962).

Discours de MM. DE CLERCK, m.c.m. (concernant l'apport des indépendants dans l'expansion économique, le rôle spécifique des P.M.E. dans l'expansion; la situation dans les divers secteurs, les indépendants dans le commerce et les services, l'organisation des professions, l'action de promotion sur le plan régional, la promotion de la qualification professionnelle des chefs d'entreprise, les problèmes financiers des P.M.E., la sécurité d'existence des indépendants, l'organisation du département, la création d'un registre des indépendants); pp. 8 à 12;

Budgets. — Exercice 1963. — CLASSES MOYENNES (suite).

- WARNANT** (concernant les griefs des classes moyennes, l'hostilité du Gouvernement à l'égard des indépendants, l'avant-projet de loi sur la concurrence, le problème des pensions des indépendants, les parastataux et les associations sans but lucratif subventionnées par le département, la réorganisation du secteur de la formation et du perfectionnement professionnels, les subventions de prévoyance sociale prévues au budget, l'action du département dans l'établissement d'un éventuel programme en faveur des P.M.E.); pp. 12 à 14;
- VANDEPUTTE** (concernant l'intérêt suscité par la distribution, les quatre grandes tendances directrices de la distribution: une modernisation accélérée, la concentration, l'adaptation au déplacement géographique de la population, une concurrence plus grande en matière de prix et de prestation de services; les problèmes de l'accès à la profession, la formation et le perfectionnement professionnels, le statut social des indépendants); pp. 14 à 18;
- Observations de MM. DE WINTER et TRAPPENIERS; p. 16;
- MOULIN** (concernant les retards dans l'octroi des pensions pour indépendants); p. 18.
- Reprise de la discussion générale* (14 novembre 1962).
- Discours de MM. HOUGARDY (concernant la charge nouvelle imposée aux employeurs par la loi du 27 juillet 1962; le danger d'étatisation de la médecine, l'avant-projet de loi sur la concurrence, l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes à ce sujet; le problème des pensions des indépendants, les subventions prévues au budget, l'élaboration de la carte économique); pp. 22 à 24;
- Observations de MM. DE CLERCK et HARMEGNIES; pp. 22 à 24;
- PAIRON** (concernant l'octroi plus large de crédit en vue de favoriser la politique d'investissement, l'intégration des P.M.E. dans la programmation économique, la lutte contre la concurrence déloyale, la protection des P.M.E. en prévision du Marché commun, notamment en matière de transports); pp. 24, 25;
- DERUELLES** (concernant la réforme de la législation sur l'accès à la profession, l'intervention des employeurs dans le coût du transport des travailleurs par chemin de fer, la nécessité d'une solidarité des classes moyennes, l'organisation de la distribution, les problèmes des intermédiaires et de la localisation des entreprises de distribution); pp. 25 à 27;
- Observations de MM. HOUGARDY et TRAPPENIERS; pp. 25, 26;
- GENDEBIEN** (concernant la déception des classes moyennes au lendemain du vote de la réforme fiscale, le problème du statut social des indépendants, la réforme des structures du Conseil supérieur des Classes moyennes, l'importance des chambres des métiers et négoce); pp. 27, 28;
- MAISSE** (concernant les ventes avec timbres-prime, la représentation des professions libérales au sein du Conseil supérieur des Classes moyennes); pp. 28, 29;
- VANDER BRUGGEN** (concernant le danger que présente pour les classes moyennes la poursuite d'une activité professionnelle par les pensionnés, la vente avec primes, le statut social des classes moyennes); pp. 29, 30;
- Observations de MM. DE WINTER et VANDEPUTTE; pp. 29, 30;
- PONTUS** (concernant la commission de réclamation pour les pensions des indépendants d'expression allemande); p. 30;
- VAN HOEYLANDT** (concernant le refus de la prime de construction pour des immeubles où la superficie affectée à l'exercice d'une activité commerciale dépasse 20 m²); p. 30;
- LAUWEREINS** (concernant l'octroi de subsides pour la formation et le perfectionnement professionnels, le libre choix de l'école où ceux qui étudient sous le contrôle d'un secrétariat d'apprentissage peuvent suivre leurs cours théoriques); pp. 30, 31;
- DIEPENDAELE** (estime que la défense des intérêts des classes moyennes est insuffisante); p. 31;
- DE CLERCK, m.c.m.** (répond aux orateurs; traite notamment du statut social des indépendants, de l'intervention patronale dans le coût des abonnements aux chemins de fer, du projet sur la concurrence déloyale, de la formation et du perfectionnement professionnels, des problèmes de la distribution et des transports, de la représentation des professions libérales, de l'octroi des primes à la construction); pp. 31 à 34;
- Observations de MM. TRAPPENIERS, HOUGARDY et VANDEPUTTE; pp. 32, 33;

Budgets. — Exercice 1963. — CLASSES MOYENNES (suite).

- LAUWEREINS** (concernant le libre choix de l'école pour les apprentis); p. 34;
- HOUGARDY** (concernant le contrôle sur les subventions distribuées par l'intermédiaire de tiers); p. 34;
- DE CLERCK, m.c.m.** (répond à M. HOUGARDY); p. 34;
- Observations de M. HOUGARDY; p. 34;
- VANDEPUTTE** (concernant la distribution de subsides par l'entremise d'un organisme privé, le contrôle); p. 35;
- HOUGARDY** (concernant le contrôle sur la distribution de subsides par le truchement d'intermédiaires); p. 35;
- DE CLERCK, m.c.m.** (concernant le contrôle); p. 35;
- Observations de MM. VAN CAUWELAERT et WIARD; p. 35;
- La discussion générale est close.
- Discussion des articles du tableau* (14 novembre 1962).
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 35.
- Discussion des articles du projet de loi* (14 novembre 1962).
- Art. 1^{er} à 4.*
- Adoptés sans observations; pp. 35, 36.
- Vote* (27 novembre 1962).
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 102 voix contre 13 et 9 abstentions; pp. 48, 49.
- Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS, POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

- Budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1963.*
- Doc. — N° 5-XV: Projet transmis par la Chambre des Représentants.*
- Ann. — Discussion générale* (14 mars 1963).
- Discours de MM. STUBBE (rend hommage au personnel de la S.N.C.B. qui a assuré les transports pendant un rude hiver; concernant la modernisation des chemins de fer; une meilleure coordination entre la S.N.C.B. et la S.N.C.V. pour les correspondances entre trains et autobus, la construction d'abris pour les voyageurs des autobus, le problème des réseaux téléphoniques de Mouscron et Comines, le recrutement de nouveaux agents pour la R.T.T.); pp. 895 à 897;
- Observations de MM. BERTRAND, m.c., VAN BUGGENHOUT et LAHAYE; pp. 896, 897;
- DEKEYZER** (concernant la sécurité routière, l'augmentation du nombre d'accidents et de blessés graves, des mesures en vue d'une plus grande sécurité, le parking, les problèmes de la marine marchande et de la pêche maritime, la politique portuaire); pp. 897 à 899;
- SLEDSSENS** (concernant la rectification de la route Anvers-Turnhout, à Wijnegem); p. 900.
- Reprise de la discussion générale* (19 mars 1963).
- Discours de MM. COPPENS (concernant divers problèmes qui intéressent le personnel de la S.N.C.B., les bâtiments des P.T.T., le malaise parmi le personnel des P.T.T., la situation des agents temporaires des postes, l'octroi d'une prime pour le travail de nuit, le mess de l'Office des Chèques postaux, les conditions de travail à cet Office); pp. 902 à 904;
- DE BLOCK** (concernant le manque d'intérêt pour la recherche scientifique dans les services publics, l'absence d'une politique portuaire coordonnée, le remplacement des locomotives à vapeur aux chemins de fer, la charge des pensions de la S.N.C.B., les problèmes des transports par route et de la navigation intérieure, la création d'une régie des postes, les émissions de timbres-poste, la situation à l'Office des Chèques postaux, l'automatisation du réseau téléphonique, la diminution de l'abonnement au telex); pp. 904 à 907;
- Observations de M. BERTRAND; p. 906;
- MERCHIERS** (concernant les transports en communs urbains, leur situation financière); pp. 907, 908;
- BERTRAND, m.c.** (répond aux orateurs; traite notamment de la nécessité d'une politique coordonnée des transports, la solution des problèmes de la S.N.C.B., la modernisation des chemins de fer, la rationalisation des méthodes d'exploitation pour les lignes à faible trafic, la régularité du trafic par autobus pendant l'hiver; des transports par route, d'une politique communautaire des transports de marchandises par la route, de la politique portuaire, la navigation intérieure, la sécurité de la circulation); pp. 908 à 911;
- Observations de MM. de STEXHE et SLEDSSENS; pp. 909, 911;

Budgets. — Exercice 1963. — COMMUNICATIONS, POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES (suite).

GHEYSEN (concernant la revalorisation des traitements des agents de la R.T.T., la franchise postale pour le personnel enseignant en Allemagne, le bâtiment des postes à Roulers) ; pp. 911, 912 ;

ROELANTS (concernant la suppression de trains sur la ligne Anvers-Herenthals, la liaison ferroviaire entre Anvers et Turnhout) ; pp. 912, 913 ;

Observations de M. DE BOODT ; pp. 912, 913 ;

BOGAERT (concernant le tourisme à la côte, la pêche maritime) ; pp. 913, 914 ;

FLAMME (concernant la construction d'abris pour les voyageurs des autobus, la distribution des colis par la S.N.C.B.) ; pp. 914, 915 ;

SMET (concernant la deuxième liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers, l'établissement d'un chemin de fer à double voie entre Gand et Anvers, la liaison du Pays de Waas et de Termonde avec Bruxelles et la région du canal de Terneuzen, l'intervention des patrons dans les frais de transport des travailleurs quel que soit le mode de transport utilisé) ; pp. 915, 916 ;

SIMOENS (concernant l'absence de moyens de transport public pour de nombreuses communes, les autorisations de transport à rayon limité) ; p. 916 ;

TRAPPENIERS (concernant les problèmes des transports aériens) ; pp. 916, 917 ;

HENSKENS (concernant l'amélioration de la route Louvain-Diest-Hasselt, le passage à niveau de Verrijk sur la route de Beauvechain) ; p. 917 ;

BERTRAND, m.c. (répond aux orateurs ; traite notamment de l'établissement d'abris pour les voyageurs des autobus, des problèmes de la pêche maritime et des transports en commun urbains, des communications dans la région de Turnhout et dans le Pays de Waas, de l'absence de moyens de transport public dans certaines communes) ; pp. 917 à 919 ;

Observations de M. TRAPPENIERS ; p. 918.

Reprise de la discussion générale (20 mars 1963).

Discours de MM. ANSEELE, m.p.t.t. (répond aux orateurs ; traite notamment des problèmes de personnel aux postes, de la situation à l'Office des Chèques postaux et des mesures prises en ce qui concerne les locaux et le personnel, de la recherche scientifique appliquée à la R.T.T., de l'automatisation du réseau téléphonique, du service des telex, des faisceaux hertziens et des satellites de télécommunications, des émissions de timbres-poste, du recrutement d'ouvriers pour les téléphones, du problème des réseaux téléphoniques de Mouscron et de Comines) ; pp. 922 à 926 ;

Observation de M. COPPENS ; p. 925 ;

DIEPENDAELE (concernant le retard dans les nominations et promotions aux Postes, l'ingérence des syndicats dans des questions purement administratives, la suppression de lignes de chemin de fer, l'occupation excessive des trains, la modernisation des routes dans les Ardennes flamandes) ; pp. 926 à 928 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 mars 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 928.

Discussion des articles du projet de loi (20 mars 1963).

Art. 1^{er} à 14.

Adoptés sans observations ; pp. 928, 929.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix contre 16 et 3 abstentions ; p. 950.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DEFENSE NATIONALE.

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-X : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 93 : Amendements proposés par M. Roosens.

Ann. — *Discussion générale (31 janvier 1963).*

Discours de M. ROLIN (concernant le montant des dépenses pour la défense nationale, l'effort belge au sein de l'O.T.A.N., l'augmentation des dépenses d'armements aux Etats-Unis et en U.R.S.S., l'équipement d'avions belges en engins nucléaires, les stockages en Belgique de munitions nucléaires, le désarmement régional) ; pp. 426 à 428.

Budgets. — Exercice 1963. — DEFENSE NATIONALE (suite).

Reprise de la discussion générale (5 février 1963).

Intervention de M. le PRESIDENT (qui propose de consacrer le lendemain, une partie du débat à l'examen des résolutions de l'U.E.O. en matière de défense) ; p. 438 ;

Observations de M. FLAMME ; p. 438 ;

Discours de MM. DESCAMPS (concernant l'évolution qui se manifeste dans les esprits à l'égard des problèmes de défense nationale, les dépenses nécessitées par l'entraînement, les problèmes de personnel, l'achat des avions F.104 G. ; la durée du temps de service, les rémunérations à l'armée, l'échec du recrutement des techniciens O.T.A.N., la défense du territoire et la protection de la population en cas de guerre, le recrutement de volontaires pour le remplacement des miliciens en Allemagne, la réduction du service militaire à six mois) ; pp. 438 à 441 ;

GHEYSEN (concernant les relations humaines à l'armée, la discipline militaire, le discours du ministre à Mayschosz, l'information positive au sujet de l'armée, l'association sans but lucratif « Vrije tijd en Cultuur », la consommation de beurre à l'armée) ; pp. 441, 442 ;

SEGBERS, m.d.n. (répond aux orateurs ; traite notamment de l'importance des dépenses militaires de la Belgique, des dépenses militaires de l'U.R.S.S., de l'apport de la Belgique à l'O.T.A.N., des difficultés en matière de personnel et de matériel, de la réduction de la durée du service militaire à six mois, du renouvellement du matériel, des avions F.104 G., de l'armement atomique tactique d'unités belges, de la constitution d'une force nucléaire O.T.A.N., de la réorganisation du département) ; pp. 442 à 446 ;

JENNARD (demande plus d'attention pour les problèmes de la jeunesse, notamment des jeunes qui suivent des cours du soir) ; p. 446 ;

DE BOODT (concernant la position des petits pays dans les alliances militaires, les exemples de l'expédition de Suez et de l'incident de Cuba, le plan M.C.70 ; les erreurs de la Belgique en matière de politique militaire : participation à l'occupation de l'Allemagne, achat des avions F.104 G. ; la protection du territoire, tâche essentielle de l'armée ; les problèmes de l'aviation ; la conclusion d'un accord bilatéral entre la France et l'Allemagne, l'équipement de l'armée belge en armes atomiques ; le libre choix du médecin et du pharmacien pour les soins médicaux aux Croix du Feu ; l'actuel système de promotion à l'armée et l'équilibre linguistique, la proposition de loi tendant à instituer des cadres des deux rôles linguistiques à l'armée ; le problème de la restitution de décorations militaires enlevées à des anciens combattants) ; pp. 446 à 451 ;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT ; p. 447 ;

LEMAL (concernant le cas d'un jeune travailleur appelé pour la prestation de trois jours au Centre de Recrutement mais qui y a été retenu pendant dix jours) ; p. 451 ;

NOEL (émet le vœu qu'à l'avenir le budget des Affaires étrangères soit discuté avant celui de la Défense nationale ; concernant les dangers de guerre, l'éparpillement des armes nucléaires dans les pays de l'O.T.A.N., la détention de pareilles armes en Belgique, l'effort réclamé à la Belgique pour la défense nationale, les avions F.104 G., le plan Rapacki) ; pp. 451 à 453 ;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant l'importance des dépenses faites par la Belgique pour la défense nationale, la valeur des forces belges, le matériel, une intégration plus poussée, le fonctionnement de l'armée, la bureaucratie militaire, le problème du commandement, l'intégration du budget de la Défense nationale dans la politique intérieure et dans la politique étrangère, le problème de la force de frappe atomique, le leadership des Etats-Unis) ; pp. 453 à 456 ;

DEBUCQUOY (concernant la solde des miliciens rappelés, le logement des familles de militaires en Allemagne, les abonnements sociaux aux chemins de fer, les traitements des officiers) ; pp. 456, 457 ;

GENDEBIEN (concernant la situation des rappelés, la recherche du véritable point d'équilibre qui doit exister entre l'armée et la nation, le moral de l'armée, l'intervention de l'industrie belge dans la construction de chars pour l'armée) ; pp. 457, 458.

Reprise de la discussion générale (6 février 1963).

Discours de baron NOTHOMB (concernant le renforcement nécessaire de l'Alliance atlantique, le moral dans notre armée d'Allemagne, le caractère opérationnel de cette armée, les forces de l'intérieur, la garde des noeuds du pouvoir et de la puissance, le retour de notre armée d'intervention en Belgique,

Budgets. — Exercice 1963. — DEFENSE NATIONALE
(suite).

- la proximité des forces soviétiques, la stratégie de l'avant, les forces françaises qui se trouvent en Allemagne, la participation d'un contingent belge à la force mobile de l'O.T.A.N., le temps du service) ; pp. 460 à 463 ;
- Observation de M. de la VALLEE POUSSIN ; p. 462 ;
- de MM. LAHAYE (concernant la réforme de l'armée, la question des volontaires, la politique de récupération appliquée à l'armée, la nécessité d'un meilleur planning, la situation des miliciens, le sort des militaires de carrière déplacés de Coxyde à Chièvres, la base de Wevelgem et les bâtiments militaires d'Ypres) ; pp. 463, 464 ;
- MOREAU de MELEN (concernant l'éloignement du risque de guerre, la nécessité d'être prêt à la défense, la recherche de la qualité dans les forces armées ; la force mobile d'intervention de l'O.T.A.N., les forces de l'intérieur, la protection civile) ; pp. 464, 465 ;
- FLAMME (concernant les propositions formulées par M. DES-CAMPS, les cas sociaux en matière de milice, les effectifs du personnel de carrière de l'armée, l'achat des avions F.104 G., le rapport fait à l'U.E.O. par M. Kliesing au sujet de la standardisation, l'évolution des budgets de la défense en U.R.S.S. et aux Etats-Unis) ; pp. 465 à 467 ;
- Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN ; p. 466 ;
- de la VALLEE POUSSIN (concernant la dernière session de l'assemblée de l'U.E.O., la fidélité à l'Alliance atlantique, le problème de la force nucléaire, la création d'une force européenne, la standardisation des armements, l'aspect économique de la production des armements, la réalisation d'un pool d'armements) ; pp. 467 à 469 ;
- HOUSIAUX (concernant le contrôle parlementaire sur les dépenses de défense nationale, la non-application des dispositions du traité de l'U.E.O. relatives au niveau des forces sur le continent qui ne sont pas placées sous le commandement de l'O.T.A.N. et au contrôle des armements) ; pp. 469, 470 ;
- GODIN (concernant la nécessité d'une armée et d'armes nucléaires tactiques, une comparaison entre les dépenses faites par divers pays occidentaux pour la défense, l'administration trop lourde de l'armée, une réduction générale des armements dans le monde) ; pp. 470, 471 ;
- WILLEMS (concernant la situation linguistique à l'armée, la nourriture des hommes, le logement des militaires de carrière en Allemagne, l'égalité de traitement pour tous les miliciens) ; pp. 471, 472 ;
- DIEPENDAELE (concernant l'importance des dépenses faites pour la défense nationale, le sort des veuves et orphelins de ceux qui ont combattu le communisme il y a vingt ans, le remplacement d'une partie du service militaire par un service du travail, les conditions de dispense du service militaire, les traitements des sous-officiers et des officiers subalternes, les cours d'allemand à l'armée en Allemagne, le cas du commandant du 2^me bataillon de Lanciers, les cadres linguistiques à l'armée) ; pp. 472 à 474 ;
- ROOSENS (concernant les efforts qui sont exigés pour la défense nationale, la course aux armements) ; pp. 474, 475 ;
- SEGRS, m.d.n. (répond aux orateurs ; traite notamment de la course aux armements, de la politique militaire de l'U.R.S.S. et de ses satellites, des frais de fonctionnement de l'armée, d'une augmentation de l'indemnité de milice, des problèmes de traitement des officiers et sous-officiers, du contrôle de dépenses faites pour l'infrastructure O.T.A.N., de la force de frappe multilatérale, des installations militaires de Wevelgem, Ypres et Coxyde, de la situation linguistique à l'armée, du logement des militaires belges en Allemagne) ; pp. 475 à 478 ;
- Observations de MM. HENSKENS et NOEL ; p. 476 ;
- NOEL (concernant le budget militaire de la Pologne) ; p. 478 ;
- Observations de M. SEGRS ; p. 478 ;
- La discussion générale est close.
- Discussion des articles du tableau* (6 février 1963).
- Art. 1^{er} et 2.*
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 478.
- Art. 3.*
- L'amendement de M. ROOSENS est rejeté ;
- L'article est adopté ; pp. 478, 479.
- Art. 4 à 63.461.*
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 479.
- Art. 63.462.*
- L'article est adopté ; p. 479.
- Les autres articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 479.

Budgets. — Exercice 1963. — DEFENSE NATIONALE
(suite).

- Discussion des articles du projet de loi* (6 février 1963).
- Art. 1^{er} à 19.*
- Adoptés sans observations ; pp. 479 à 481.
- Vote* (7 février 1963).
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix contre 9 et 5 abstentions ; p. 501.
- Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.
- DETTE PUBLIQUE.**
- Budget de la Dette publique pour l'exercice 1963.*
- Doc. — N° 5-II :* Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- Ann. — Discussion générale* jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.
- Discussion des articles du tableau* (19 décembre 1962).
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 287.
- Discussion des articles du projet de loi* (19 décembre 1962).
- Art. 1^{er} et 2.*
- Adoptés sans observation ; p. 287.
- Vote* (19 décembre 1962).
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions ; pp. 293, 294.
- Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOTATIONS.

- Budget des Dotations pour l'exercice 1963.*
- Doc. — N° 5-IV :* Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- Ann. — Discussion générale* (12 mars 1963).
- Intervention de MM. DUVIEUSART (concernant les dépenses résultant de l'aménagement des locaux du Sénat) et le PRESIDENT ; p. 826 ;
- La discussion générale est close.
- Discussion des articles du tableau* (12 mars 1963).
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 826.
- Discussion de l'article unique du projet de loi* (12 mars 1963).
- Adopté sans observations ; pp. 826, 827.
- Vote* (12 mars 1963).
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix contre 1 et 1 abstention ; p. 832.
- Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EDUCATION NATIONALE ET CULTURE.

- Budget du Ministère de l'Education nationale et de la Culture pour l'exercice 1963.*
- Doc. — N° 5-XIX :* Projet de loi + Annexes + Errata.
- N° 173 : Amendements présentés par le Gouvernement.
- N° 190 : Amendements présentés par le Gouvernement (Crédits : Education nationale).
- N° 191 : Rapport du baron Nothomb (Crédits : Affaires culturelles) + Annexes.
- N° 192 : Rapport de M. Delpont (Crédits : Education nationale) + Annexes.
- N° 203 : Amendements proposés par M. Duvieusart.
- Ann. — Discussion générale* (14 mai 1963).
- Discours de MM. LAROCK, m.é.n.c. (concernant la démocratisation de l'enseignement, l'enseignement spécial pour enfants handicapés, les problèmes de l'enseignement primaire et de l'enseignement technique, la création d'écoles « là où le besoin s'en fait sentir », les bourses d'études, l'enseignement par correspondance, l'amélioration de la situation des enseignants, l'aide matérielle à la jeunesse aux études, l'adaptation de l'école à sa mission sociale, l'expansion d'un enseignement universitaire accessible à tous les éléments de valeur) ; pp. 1019 à 1023 ;
- Observations de M. ORBAN ; p. 1020 ;
- GEORGE (concernant le manque d'effectifs au département, la politique unilatérale des promotions, le statut du personnel enseignant auxiliaire, les créations d'écoles nouvelles, les transports scolaires, l'enseignement spécial, les constructions scolaires, l'information en vue du choix des carrières, la coordination pédagogique, le problème de l'enseignement moyen, le projet sur l'omnivalence des diplômes, l'enseignement préscolaire, les colonies scolaires, l'éducation populaire) ; pp. 1023 à 1026 ;
- Observations de M. LAROCK ; pp. 1024, 1025 ;

Budgets. — Exercice 1963. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).

le baron NOTHOMB, rapp. (concernant la reconstitution de la commission des Affaires culturelles, la défense et la promotion de la culture nationale, l'interpénétration des deux groupes linguistiques du pays sur le plan culturel, les locaux des Académies à Bruxelles, le musée d'art moderne, la nécessité de favoriser davantage nos littératures nationales, l'aide à l'édition, le privilège des acteurs de théâtre étrangers, la communauté européenne de la culture, la dispersion des archives de l'Etat dans la province de Luxembourg, l'Académie luxembourgeoise, l'essaiage des candidatures d'université); pp. 1026 à 1029;

DELBOUILLE (concernant le partage des compétences entre les ministres, l'application du pacte scolaire, la modification des structures de l'enseignement secondaire, la création de classes de propédeutique, la situation du personnel enseignant et scientifique des universités, le partage des crédits de caractère culturel entre secteurs néerlandais et francophone, l'organisation de l'Europe sur le plan des activités culturelles, l'université européenne, le conservatoire royal de Liège); pp. 1029 à 1033;

Observations de M. VAN CAUWELAERT; p. 1030;

VANDEKERCKHOVE (concernant le statut des cliniques universitaires, le statut des écoles supérieures de commerce, les transports scolaires et les avantages sociaux, l'essaiage des candidatures); pp. 1033, 1034.

Reprise de la discussion générale (15 mai 1963).

Discours de MM. BUSIEAU (concernant la situation de l'enseignement spécial, les problèmes à résoudre par une loi organique de l'enseignement spécial, les critères de son organisation pédagogique, les pensions allouées au personnel enseignant de l'enseignement technique, les prestations des professeurs de cours pratiques dans l'enseignement technique); pp. 1035 à 1037;

LEEMANS (concernant l'essaiage des candidatures et la création de nouvelles universités, la nécessité d'une réforme de l'enseignement universitaire); p. 1037;

VANAUDENHOVE (concernant l'adoption des résolutions de la commission du pacte scolaire en matière de neutralité, de nominations et promotions dans l'enseignement de l'Etat; le problème de la rationalisation de l'enseignement, l'aspect financier, la situation matérielle des écoles de l'Etat); pp. 1037 à 1039;

Observations de M. VAN HOEYLANDT; p. 1039;

VAN HEMELRIJCK (concernant la rationalisation dans l'enseignement, les nouvelles écoles moyennes ou athénées de l'Etat créés depuis 1959, l'assurance du libre choix des parents dans l'enseignement moyen, l'établissement d'un schéma de rationalisation par la commission du pacte scolaire); pp. 1039 à 1041;

ROLIN (concernant les bâtiments du lycée Gatti de Gamond, la situation des professeurs d'art décoratif diplômés de la Cambre, les musées, la situation des kinésithérapeutes); pp. 1041, 1042;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la situation créée pour les théâtres de langue française en Belgique par le monopole accordé par des auteurs étrangers à des impresarios français, l'emplacement du futur musée d'art moderne); p. 1042;

VANDERMEULEN (concernant la carence de l'enseignement en matière d'éducation civique, la pratique de l'éducation physique dans les écoles, l'octroi des avantages sociaux prévus dans le pacte scolaire, le projet de loi de cadre sur les nominations et promotions dans l'enseignement); pp. 1042 à 1044;

MERCHERS (concernant l'avenir des opéras en Belgique, les bâtiments de l'école moyenne de l'Etat à Gand); pp. 1044, 1045;

Mlle WIBAUT (concernant la non-application par la direction des écoles de la province de Hainaut de l'article 8 du pacte scolaire obligeant l'enseignement officiel à organiser des cours de religion et de morale); p. 1045;

MM. JANNE (concernant la neutralité de l'enseignement de l'Etat, la définition de la neutralité, la garantie de la neutralité dans son application, le recrutement et les promotions du personnel enseignant de l'Etat, la disparition du système des recommandations, la rationalisation de l'enseignement, l'intervention du département des Travaux Publics dans les constructions scolaires, l'implantation de l'enseignement universitaire, l'accès à l'université); pp. 1046 à 1049;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et TRAPPENIERS; p. 1048;

Budgets. — Exercice 1963. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).

NOEL (concernant la démocratisation de l'enseignement, la réduction des prévisions budgétaires, la réduction des horaires, la rationalisation de l'enseignement, les secrétariats d'apprentissage, la réforme de l'enseignement technique, les « écoles à horaires réduits », les subventions de fonctionnement, les barèmes dans l'enseignement, le lycée de l'Etat à Mons, le sort des instituteurs anciens prisonniers de guerre, certains cas créés par l'arrêté du 15 avril 1958); pp. 1049 à 1052;

Observations de M. LAROCK; p. 1049;

LAHAYE (concernant les barèmes des surveillants-éducateurs dans l'enseignement de l'Etat, l'école primaire de l'Etat de Coxyde, la situation des licenciés agrégés en matière de bonification des années de diplôme pour la pension); pp. 1052, 1053;

LEYNEN (concernant l'implantation géographique de l'enseignement universitaire, le coût de l'enseignement par élève dans les divers secteurs de l'enseignement, l'inflation du personnel dans l'enseignement de l'Etat); pp. 1053, 1054;

Observations de MM. HENSKENS et DE BLOCK; pp. 1053, 1054;

BLOCK (concernant les opéras, les bibliothèques, l'enseignement musical, les nominations à la T.V., l'enseignement spécial, l'instauration de la semaine de cinq jours dans l'enseignement primaire); pp. 1054 à 1056;

GHEYSEN (concernant l'enseignement belge en Allemagne, la situation linguistique, la scission de l'athénée de Rösraht, le détachement des écoles primaires de cet athénée, l'octroi de bourses d'études spéciales aux enfants de militaires belges d'Allemagne qui doivent venir poursuivre leurs études en Belgique); pp. 1056, 1057;

PAPY (concernant la situation à l'université de Louvain, la valeur des diplômes universitaires, le système des certificats, l'essaiage des candidatures, la création d'une propédeutique, la réforme de l'enseignement des mathématiques); p. 1057.

Reprise de la discussion générale (16 mai 1963 - matin).

Discours de MM. DE BLOCK (concernant l'acceptation du pacte scolaire, les bibliothèques publiques, le « dépôt légal » à la Bibliothèque Nationale, l'objectivité des émissions de la radio et de la T.V., la construction de la tour Maguel, la fusion des services techniques de la radiodiffusion-télévision et de la R.T.T.); pp. 1059 à 1061;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT et SMET; p. 1060;

DELPORT, rapp. (concernant l'avenir des professeurs d'éducation physique, la situation des régents et maîtres d'études, le soutien des sociétés de musique, l'équivalence des diplômes, l'intégration culturelle sur le plan de Benelux); pp. 1061, 1062;

HOUGARDY (concernant les problèmes qui intéressent les instituteurs, l'Institut national supérieur des arts du spectacle, les références du corps professoral de cet Institut, les écoles de cinéma-radio-télévision, les débouchés offerts aux techniciens qui sortent de ces écoles, les moyens audiovisuels appliqués à la pédagogie et à la vie culturelle; le problème de la recherche scientifique, la réorganisation de l'enseignement technique, l'encouragement aux lettres, l'aide aux éditeurs, les nominations dans les musées d'Etat, l'organisation des musées, les problèmes des théâtres, le Théâtre national; la réforme de l'éducation nationale en Belgique); pp. 1062 à 1065;

Observations de MM. SCOKAERT et LAROCK; pp. 1063, 1064;

VAN IN (concernant le sort des écoles primaires des villages, la simplification des tâches administratives imposées aux chefs d'école, l'organisation de cours de circulation dans l'enseignement, l'admission de diplômés A2 à certains instituts des universités, l'enseignement des langues étrangères, le conseil de perfectionnement pour les manuels scolaires, la création d'une école de concepteurs graphiques, la bibliothèque du département, l'aide aux folkloristes, le problème de l'orthographe néerlandaise); pp. 1065 à 1067;

Observations de MM. JESPERS et VAN CAUWELAERT; pp. 1066, 1067;

FLAMME (concernant le statut des intendants et économes d'internats); p. 1067;

HENCKAERTS (concernant les nominations dans l'enseignement, la nomination d'un titulaire du cours d'économie rurale à l'Institut agronomique de Gembloux, la démocratisation des études, la construction d'un athénée à Montegnée, la création d'écoles primaires de l'Etat dans les régions rurales, le paiement des traitements, l'enseignement spécial); pp. 1067, 1068;

Budgets. — Exercice 1963. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).

VANDER BRUGGEN (concernant le commerce pratiqué dans les écoles, le contrôle du bon fonctionnement de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires, la semaine de cinq jours dans l'enseignement); pp. 1068 à 1070.

Reprise de la discussion générale (16 mai 1963 - après-midi).

Discours de MM. VAN ELSLANDE, m.c.adj.é.n. (répond aux orateurs; traite notamment du problème de l'art lyrique, des conseils culturels, des nominations à la B.R.T., de la tour Magnel, de l'intégration culturelle sur le plan de Benelux, de l'équivalence des diplômes, de l'orthographe néerlandaise, du volume des crédits inscrits au budget, de leur augmentation due au pacte scolaire et à l'accroissement du nombre des élèves dans l'enseignement secondaire); pp. 1072 à 1075;

Observations de MM. DE BLOCK, CROMMEN et LEYNEN; pp. 1073 à 1075;

TOUSSAINT (concernant l'importance des problèmes culturels, l'autonomie culturelle, les conseils culturels, les musées, les relations culturelles avec l'extérieur, l'insuffisance du subsidé à la Fondation Biermans-Lapôte, à Paris); pp. 1075 à 1077;

Observations de M. MOREAU de MELEN et du baron NOTHOMB; p. 1077;

GENDEBIEN (concernant l'urgence d'un statut de l'enseignement spécial, le problème des allocations familiales pour enfants de détenus, l'éducation civique de la jeunesse, l'enseignement des langues); pp. 1077 à 1079;

HENSKENS (concernant les dépenses pour l'enseignement orienté à gauche et l'enseignement orienté à droite, l'organisation de l'enseignement technique, la situation de son personnel enseignant, la situation des bâtiments de l'enseignement de l'Etat); pp. 1079, 1080;

Observations de M. JESPERS; p. 1079;

MOREAU de MELEN (concernant le conservatoire royal de Liège, le recrutement et la formation des artistes, le subsidé à l'Orchestre national de Belgique); pp. 1080, 1081;

NEEFS (concernant l'obligation faite à certains élèves des écoles normales de l'Etat de Hasselt et Blankenberge de suivre le cours de morale laïque, les barèmes et le paiement des traitements, le régime de pensions du personnel enseignant de l'enseignement technique); pp. 1081, 1082;

LAROCK, m.é.n.c. (répond aux orateurs; traite notamment des écoles belges en Allemagne, du dédoublement des classes, de l'enseignement spécial, des retards dans la liquidation des traitements, des transports scolaires, des intendants-économistes, de la recherche scientifique, de l'I.N.S.A.S., de la semaine scolaire de cinq jours, du statut du personnel enseignant, de l'enseignement des mathématiques, de l'application de l'article 8 de la loi scolaire dans la province de Hainaut, de l'expansion universitaire, du coût de l'enseignement de l'Etat, de la rationalisation de l'enseignement, des constructions scolaires, des minima de population scolaire pour la création d'écoles, des effectifs des écoles moyennes ouvertes en 1961 et 1962, de l'emplacement du futur Musée de l'art moderne, de la création d'une communauté européenne de culture, du budget universitaire); pp. 1082 à 1087;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, ADAM, LEYNEN et le baron NOTHOMB; pp. 1085 à 1087;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (16 mai 1963).

Les articles de la Section I ainsi que les articles 1 à 19 inclus de la Section II sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1087.

Art. 22.

Intervention de MM. DUVIEUSART, VAN ELSLANDE, VAN DEKERCKHOVE, HOUGARDY, ROLIN, JESPERS, de STEXHE, VAN BUGGENHOUT et GILLON; l'amendement de MM. DUVIEUSART, ROLIN et MOUREAUX est retiré; pp. 1087 à 1092.

Les autres articles de la section II, ainsi que les articles des Sections III à XI inclus sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1092.

Art. 22-5 et 28.

Les amendements du Gouvernement sont adoptés; pp. 1092, 1093;

Les autres articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1093.

Discussion des articles du projet de loi (16 mai 1963).

Art. 1^{er} à 17.

Adoptés sans observations; pp. 1093 à 1095.

Budgets. — Exercice 1963. — EDUCATION NATIONALE ET CULTURE (suite).

Vote (16 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 108 voix contre 13 et 11 abstentions; pp. 1095, 1096.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

EMPLOI ET TRAVAIL.

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'exercice 1963.
Doc. — N° 5-XVII: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (12 février 1963).

Discours de MM. SIMOENS (concernant la revalorisation de certaines catégories de travailleurs, les congés culturels, les taux des allocations de chômage); pp. 540, 541;

DEVUYST (concernant la réorganisation des conseils de prud'hommes, l'application de la législation sur le salaire hebdomadaire garanti); pp. 541, 542;

Observations de M. le PRESIDENT; p. 542;

SMET (concernant le problème des indemnités de chômage, la répartition des communes dans les diverses catégories); pp. 543, 544.

Reprise de la discussion générale (13 février 1963).

Discours de MM. DEBUCQUOY (concernant l'institution d'un conseil consultatif de l'emploi et de la main-d'œuvre, le développement considérable des efforts de formation de la main-d'œuvre, l'instauration d'une indemnité de promotion sociale, les congés culturels, le problème de l'égalité des rémunérations, le travail *part-time*, l'embauche de handicapés dans le secteur public); pp. 546 à 548;

MERCHERS (concernant la situation des salaires en Belgique, la programmation sociale, l'évolution des charges salariales en Europe, le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs, la mise au travail des handicapés, le travail *part-time* des femmes, le recrutement de travailleurs belges aux Pays-Bas, les problèmes de la formation professionnelle, la mise au travail des pensionnés); pp. 548 à 550;

DEKEYZER (concernant la question de l'égalité des rémunérations, l'attitude du patronat en la matière, le travail *part-time* des femmes, les congés culturels, l'inspection technique du travail, la mise en application de la loi du 11 juillet 1961 sur les mesures de sécurité); pp. 553, 554;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant l'égalité des femmes devant le travail, la création de crèches, le travail à mi-temps); pp. 554, 555;

MM. TRAPPENIERS (concernant l'utilisation de chômeurs par une commune pour des travaux dus aux intempéries, le reclassement des handicapés); p. 555;

SERVAIS, m.e.t. (répond aux orateurs; traite notamment de l'utilisation des chômeurs par les communes, de l'application de la loi sur le salaire hebdomadaire garanti, de l'égalité entre les salaires masculins et féminins, du travail des femmes à mi-temps, de la pénurie de main-d'œuvre, de la qualification professionnelle et de la promotion sociale des travailleurs, de la position du Gouvernement à l'égard de la programmation sociale, de la suppression de la deuxième catégorie de communes en matière de chômage); pp. 555 à 558;

Observations de MM. DEKEYZER et MERCHERS; pp. 556, 558;

COPPENS (concernant la pénurie de travailleurs dans les mines); p. 558;

SERVAIS, m.e.t. (répond à M. COPPENS); p. 558;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (13 février 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 558.

Discussion des articles du projet de loi (13 février 1963).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations; p. 559.

Vote (14 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 10 et 1 abstention; p. 570.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1963 (suite).**FINANCES.**

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XXI : Projet de loi.
N° 9 : Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — *Discussion générale* (28 novembre 1962).

Discours de MM. VAN LAEYS, rapp. (concernant les difficultés de perception de la contribution foncière à la suite de la péréquation cadastrale, la notification du nouveau revenu cadastral, le paiement des droits de succession à l'aide de titres de la dette unifiée); pp. 80, 81;

DEQUAE, m.f. (concernant la diminution de la charge de la dette publique; répond à M. VAN LAEYS); pp. 81, 82;

Observations de M. VAN LAEYS; p. 81;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 novembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 82.

Discussion des articles du projet de loi (28 novembre 1962).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 82, 83.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 8 et 4 abstentions; p. 108.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

GENDARMERIE.

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (11 décembre 1962).

Discours de MM. GHEYSEN (concernant l'équilibre linguistique parmi les officiers de gendarmerie, la revalorisation des traitements des officiers, le logement des gendarmes); pp. 205, 206;

DEBUCQUOY (concernant le régime de travail à la gendarmerie, les rémunérations à la gendarmerie, les conditions d'accès au cadre des officiers, leurs traitements, les coefficients d'augmentation par rapport à l'avant-guerre, le déséquilibre entre les rémunérations des officiers subalternes et celles des sous-officiers); pp. 206 à 208;

Observations de M. LAUWEREINS; p. 208;

SEGRS, m.d.n. (répond aux orateurs; traite de la revalorisation des traitements des officiers, des prestations de service, du logement de la gendarmerie); pp. 208, 209;

Intervention de MM. GHEYSEN et HENSKENS; p. 209;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (11 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 209.

Discussion des articles du projet de loi (11 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations; pp. 209, 210.

Vote (12 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix et 2 abstentions; pp. 220, 221.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-VIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (27 février 1963).

Discours de MM. HARMENEGNIES (concernant les dépenses résultant des grands froids, la circulaire du 1^{er} octobre 1962 relative à l'élaboration des budgets communaux de 1963, le problème de l'assistance publique, l'effort fiscal exigé des communes, les charges nouvelles qui incombent aux communes, la consultation du conseil du Fonds des communes, la présentation d'un projet de réforme des finances communales); pp. 685 à 687;

DE GRAUW (concernant la situation financière des grandes villes, le poids des charges nationales qui incombent à la ville de Bruxelles, la nécessité d'une solution d'ensemble pour les

Budgets. — Exercice 1963. — INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE (suite).

grandes villes, les déficits des commissions d'assistance publique, l'insuffisance de ressources dues au taux dérisoire de la journée d'entretien); pp. 687, 688;

DE MAN (concernant le nouveau projet relatif aux finances communales, la circulaire ministérielle au sujet de l'établissement du budget des communes pour 1963, le problème des emprunts contractés par les communes, les fusions de communes, la situation des agents qui ont exercé une fonction supérieure dans l'administration); pp. 688 à 690;

CROMMEN (concernant la création d'une chambre flamande supplémentaire au Conseil d'Etat); p. 691;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond à M. CROMMEN); p. 691;

MAISSE (concernant la régularisation des agents temporaires de l'Etat, la gestion de certaines intercommunales notamment de l'Intercommunale de Voirie de la province de Liège, la présidence de cette intercommunale par un député permanent); pp. 691 à 693;

Observations de MM. le PRESIDENT, DELBOUILLE et DELMOTTE; p. 692;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la liquidation du ministère des Affaires africaines, la répartition des compétences et la situation du personnel de l'ancien département; la revalorisation de la fonction publique, le recrutement du personnel de l'Etat, la politisation de l'administration, la prolifération des cabinets ministériels); pp. 693 à 696;

Observations de MM. de WINTER et A. GILSON; p. 695;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'amélioration des traitements des agents de l'Etat, l'organisation de la carrière administrative sur base de la qualification et de l'ancienneté, la normalisation des carrières, la notion du principalat, l'organisation d'un grand concours annuel en vue du recrutement des fonctionnaires de première catégorie, le stage, la création de l'Institut Administration-Université; le problème des équivalences en matière de revalorisation financière; l'analyse des fonctions, la réorganisation des services de la fonction publique); pp. 696 à 699;

SLEDESENS (concernant l'équilibre linguistique au Conseil d'Etat, la situation des agents qui ont exercé une fonction supérieure à l'égard de la revalorisation, la situation des lauréats d'examens pour le passage en première catégorie; la situation du personnel des communes, les critères pour la classification des communes, le rôle des communes); pp. 699 à 701;

Observations de M. A. GILSON; pp. 700, 701;

CLAEYS (concernant le problème des finances des grandes villes, le fonds spécial pour les grandes villes, la charge de la revalorisation des traitements du personnel communal, la réforme envisagée pour les services de pompiers, la charge supportée par les grandes villes pour leur service de pompiers); pp. 701 à 703;

Observations de MM. A. GILSON, TRAPPENIERS et DE WINTER; pp. 702, 703.

Reprise de la discussion générale (28 février 1963).

Discours de MM. MERCHERS (concernant l'établissement des budgets communaux, la répartition de la tranche fiscale entre les communes qui ont fait un effort spécial, le statut du personnel communal, les critères pour la fixation des cadres communaux, l'attribution aux communes d'un huitième des impôts d'Etat au lieu d'un neuvième, le fonds des grandes villes, les emprunts de consolidation des déficits des années précédentes, la circulaire ministérielle au sujet des commissions d'assistance publique); pp. 719 à 722;

SOBRY (concernant la revalorisation de la fonction d'inspecteur vétérinaire); pp. 735, 736;

HERCOT (concernant l'amputation de l'autonomie communale, les charges nouvelles imposées aux communes par l'Etat, l'avis de M. Wilkin sur l'autonomie communale, la circulaire relative aux commissions d'assistance publique); pp. 736 à 738;

HOUGARDY (concernant l'exclusion de la revalorisation de la fonction publique pour les bénéficiaires de l'arrêté royal du 31 mai 1958; la revalorisation des instituteurs, le sort des anciens agents du Congo et des agents de l'ancien ministère des Colonies); pp. 738 à 740;

Observations de M. A. GILSON; pp. 738, 739;

BOGAERT (concernant le cas des communes fiscalement pauvres, les traitements des gardes-champêtres); pp. 740, 741;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs; traite notamment du problème des finances communales, de la question des

Budgets. — Exercice 1963. — INTERIEUR ET FONCTION PUBLIQUE (suite).

quatre grandes villes, de la circulaire du 1^{er} octobre 1962, de l'assistance publique et du problème hospitalier, de la fusion de communes, de la situation des fonctionnaires qui ont occupé des fonctions supérieures, de la composition des cabinets ministériels, de la liquidation du ministère des Affaires africaines, de la situation administrative des anciens agents de ce département, des normes pour la fixation des cadres communaux, de la revalorisation de la profession d'insstituteur, de la situation du personnel du ministère des Finances ; rend hommage aux communes) ; pp. 741 à 748 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, WARNANT et HOU-GARDY ; pp. 741 à 746 ;

MACHTENS (concernant les conditions de la participation des communes à la tranche dite de l'effort fiscal, la circulaire ministérielle d'octobre 1962, les taux de répartition du Fonds des communes, le problème de l'assistance publique) ; pp. 748 à 750 ;

Observations de MM. le PRESIDENT et A. GILSON ; p. 748 ;

ADAM (concernant la modification des critères de répartition du Fonds des provinces) ; p. 750 ;

DELOR (concernant l'insuffisance de personnel pour assurer le bon fonctionnement des services des communes, les traitements des secrétaires communaux, la situation financière des communes) ; pp. 750, 751 ;

GENDEBIEN (concernant le maintien de l'ordre dans le pays) ; pp. 751, 752 ;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la situation administrative des anciens agents du département des Affaires africaines, le problème de la fonction publique) ; p. 752 ;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la réforme de l'administration, la politisation) ; pp. 752, 753 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs ; traite notamment de la répartition du Fonds des provinces, de la revalorisation dans les administrations communales, du maintien de l'ordre, de la réforme administrative) ; pp. 753, 754 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 février 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 754.

Discussion des articles du projet de loi (28 février 1963).

Art. 1^{er} à 11.

Adoptés sans observations ; pp. 754, 755.

Vote (7 mars 1963).

MM. MOREAU de MELEN et ORBAN justifient leur vote ; L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 21 et 8 abstentions ; p. 806.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-VII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — Discussion générale (7 février 1963).

Discours de MM. LILAR (concernant les traitements des magistrats, le nombre de chambres des cours d'appel, l'application de la loi sur la défense sociale, les bâtiments judiciaires, le palais de justice d'Anvers, l'adaptation de la législation sur les régimes matrimoniaux aux principes contenus dans la loi de 1958 sur les droits et devoirs des époux) ; pp. 496 à 498 ;

DE BAECK (concernant la libération des condamnés pour incivisme encore détenus, les bâtiments judiciaires, l'insuffisance des locaux au palais de justice d'Anvers, la situation des auditeurs militaires en campagne, la nomination d'anciens magistrats du Congo comme auditeurs, les projets relatifs à la probation et aux délinquants anormaux, la réforme de la procédure civile, la réforme de la législation sur les régimes matrimoniaux, le problème des cours d'assises, l'adaptation de la procédure en cour d'assise, la réforme de la procédure pénale) ; pp. 498 à 500, 502, 503 ;

CHOT (concernant la solution du problème des traitements des magistrats, l'application de la loi de 1952, la compétence exclusive du Parlement en matière de traitements des magistrats, les régimes matrimoniaux, la dispense de service militaire pour les médecins acceptant de passer trois ans dans les établissements de défense sociale, le procès de la thalidomide, la protection des animaux) ; pp. 503 à 505 ;

Budgets. — Exercice 1963. — JUSTICE (suite).

Intervention de MM. le PRESIDENT, CHOT et DE BAECK (à propos de la compétence donnée par la Constitution au pouvoir législatif pour la fixation des traitements des magistrats) ; p. 505 ;

Discours de MM. LAHAYE (concernant la revalorisation des traitements des magistrats, le reclassement d'anciens magistrats du Congo dans la magistrature belge, les rapports de la commission d'enquête sur les violences dont les Belges furent victimes au Congo, la poursuite des auteurs des violences, la réforme de la police judiciaire, la création d'une brigade mobile spéciale) ; pp. 505 à 507 ;

HAMBYE (concernant les problèmes des détenus dans les prisons et des personnes qui se trouvent dans les établissements de défense sociale, le nouvel établissement de Paifve, le problème des enfants qui relèvent de la compétence de l'Office de la protection de l'enfance ; la nomination des magistrats, les lenteurs de la justice) ; pp. 507 à 509 ;

VAN BOGAERT (concernant la rédaction et le prononcé des jugements et arrêts ; la méthode suivie par les cours internationales de justice, la mention des opinions divergentes) ; p. 509 ;

MAISSE (concernant la suppression d'audiences au tribunal de première instance de Liège) ; p. 509 ;

VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs ; traite notamment de la question des traitements des magistrats, du problème des bâtiments judiciaires, des régimes matrimoniaux, du système allemand en la matière, des auditeurs militaires en campagne, de la réforme de la procédure, de la cour d'assises et du procès de Liège, des anciens magistrats du Congo, des rapports de la commission chargée d'enquêter sur les violences commises au Congo, des problèmes de la police judiciaire, de la criminalité, de la défense sociale, de la nomination et de la promotion des magistrats, de la rédaction des jugements et arrêts) ; pp. 509 à 513 ;

Observations de MM. LAHAYE, VAN CAUWELAERT et DE BAECK ; pp. 511, 512 ;

GENDEBIEN (concernant sa proposition de loi relative à l'octroi d'allocations familiales pour les enfants des détenus) ; pp. 514, 515 ;

Observations de M. le PRESIDENT ; p. 515 ;

VERMEYLEN, m.j. (répond à M. GENDEBIEN ; annonce l'expérience de l'exécution de peines de courte durée pendant les week-ends) ; p. 515 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (7 février 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 515.

Discussion des articles du projet de loi (7 février 1963).

Art. 1^{er} à 16.

Adoptés sans observations ; pp. 515 à 517.

Vote (13 février 1963).

M. ORBAN justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 9 et 7 abstentions ; p. 552.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-V : Projet de loi.

N° 13 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — Discussion générale (28 novembre 1962).

Intervention de M. JENNARD, rapp. ; p. 83 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (28 novembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 83.

Discussion de l'article unique du projet de loi

(28 novembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 83.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 8 et 4 abstentions ; p. 108.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Budgets. — Exercice 1963 (suite).**PENSIONS.**

Budget des Pensions pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-III : Projet de loi + Annexe.

N° 71 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — *Discussion générale* (12 février 1963).

Discours de MM. VAN CAUWENBERGHE, rapp. (souligne l'importance du budget; concernant les problèmes fondamentaux qui ont fait l'objet des discussions en commission des Finances: les cas spéciaux, les anomalies flagrantes à l'intérieur d'un même régime, les retards dans la constitution des dossiers définitifs de pensions; les travaux de la « Commission des 33 » et de la commission Vauthier, la troisième étape dans l'augmentation des pensions de vieillesse); pp. 520 à 522;

Observations de M. HARMEGNIES; p. 522;

HOUGARDY (concernant l'utilité d'une enquête aux fins de déterminer le nombre de régimes différents existant en matière de pensions, la situation discriminatoire appliquée aux pensionnés de la S.N.C.B. en cas de pension prématurée, la péréquation des pensions accordée en 1962, la nécessité d'établir un système de péréquation automatique des pensions, la charge qui résultera des pensions du personnel admis aux subventions par le pacte scolaire); pp. 522 à 524;

Observations de M. VAN CAUWENBERGHE; pp. 522, 523;

SCOKAERT (concernant la pension d'un membre du personnel de l'enseignement provincial passé à l'enseignement de l'Etat, la sécurité de l'épouse et des enfants des agents provinciaux passant à l'Etat, la pension des agents de la R.T.T., la proposition de loi Hanotte relative à la pension du personnel de l'enseignement technique); pp. 524, 525;

HERCOT (concernant la révision de l'article 117 de la loi unique); p. 525;

DERUELLES, m.adj.f. (concernant l'exécution de la loi du 2 août 1962, l'aménagement de l'article 117 de la loi unique, l'augmentation du budget, le découvert de la Caisse nationale des pensions de guerre, la réparation des accidents du travail, le sort de personnes qui ont fait carrière au service de différentes autorités publiques, l'octroi d'avantages nouveaux aux victimes des deux guerres; répond aux orateurs; traite notamment du retard dans certaines décisions relatives à l'allocation des pensions, de la dispersion des régimes des pensions entre plusieurs départements); pp. 525 à 528;

Observations de MM. VAN CAUWENBERGHE et le PRESIDENT; p. 527;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (12 février 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 528.

Discussion de l'article unique du projet de loi (12 février 1963).

Adopté sans observations; p. 528.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 9 et 7 abstentions; p. 552.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PREVOYANCE SOCIALE.

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XVIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (12 décembre 1962).

Discours de MM. DEBUCQUOY (concernant l'Institut National de la Sécurité sociale, la politique familiale, l'indexation des allocations familiales, la politique menée en matière de pensions, les taux des pensions, les congés culturels aux jeunes travailleurs, les nominations dans les parastataux, le service d'inspection sociale du département); pp. 215 à 217;

Observations de MM. VAN CAUWENBERGHE, de la VALLEE POUSSIN et MERCHERS; pp. 216, 217;

MERCHERS (concernant la communication d'un rapport sur la sécurité sociale à la presse avant la communication aux membres des commissions parlementaires compétentes, les allocations familiales pour indépendants, le chômage, la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les pensions, l'application de la nouvelle législation); pp. 217 à 219;

Observations de M. LEBURTON, m.p.s.; pp. 217, 218;

DERORE (concernant la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les problèmes familiaux, l'expansion économique régionale); p. 219;

Budgets. — Exercice 1963. — PREVOYANCE SOCIALE (suite).

SMET (concernant le problème du pécule familial de vacances, l'extension de la sécurité sociale au personnel domestique, l'attribution d'allocations pour des étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans, l'adaptation des allocations aux estropiés et mutilés, la politique démographique et familiale du Gouvernement, la décentralisation de la sécurité sociale, certains problèmes de pensions); pp. 221 à 223;

USELDING (concernant la décentralisation, l'installation d'un bureau auxiliaire des pensions à Arlon); p. 223;

BEULERS (concernant les pensions des ouvriers mineurs, le cas des invalides mineurs); pp. 223, 224;

REMSON (concernant le problème de l'assurance libre mutualiste, les retards dans l'examen des dossiers des pensionnés, l'amélioration du sort des estropiés et mutilés, le reclassement des handicapés, la réforme de l'assurance maladie-invalidité, la gratuité des soins médicaux aux pensionnés); pp. 224, 225;

Observations de M. DEBUCQUOY; pp. 224, 225;

de STEXHE (concernant la procédure applicable dans les matières contentieuses sociales, la situation d'un administrateur-directeur de société à l'égard de la sécurité sociale, le problème du cumul de la pension de vieillesse avec une activité lucrative); pp. 225 à 228;

Observations de MM. ROLIN et LEBURTON; pp. 225, 226;

VANDEPUTTE (concernant le problème du financement des augmentations des allocations familiales et des pensions pour indépendants, le statut social des indépendants, la représentation des petites et moyennes entreprises dans les divers organismes du département); pp. 229 à 231;

DERUELLES (concernant les problèmes des estropiés et mutilés, le paiement des arrérages de pension et la récupération de sommes indûment payées à certains pensionnés, la décentralisation en matière sociale, la représentation des petites et moyennes entreprises à l'échelon paritaire); pp. 231, 232;

ROOSENS (concernant la réforme de l'assurance maladie, la nécessité d'un accord avec le corps médical, les arriérés dus aux pharmaciens, l'intervention de l'assurance maladie en cas d'hospitalisation, la distinction entre petits et grands risques); pp. 232, 233;

Mlle DRIESSEN (concernant les allocations pour orphelins et enfants d'invalides, les problèmes de pension des veuves de travailleurs); pp. 233, 234;

MM. SIMOENS (concernant l'uniformisation dans l'octroi des avantages sociaux, la structure régionale de l'assurance sociale, le cas d'ouvriers de la région côtière obligés d'interrompre leur activité salariée pendant les mois de juillet et août et exerçant alors une activité indépendante, la communication de listes de noms de futurs pensionnés); pp. 234;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. SIMOENS); p. 235;

Intervention de M. TRAPPENIERS; p. 235;

Discours de Mlle WIBAUT (concernant la situation des veuves qui ont charge de famille); p. 235.

Reprise de la discussion générale (18 décembre 1962).

Discours de M. LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs; traite notamment de la programmation sociale, de l'absence de conflits sociaux importants, de la décentralisation, des nominations, des problèmes institutionnels de la sécurité sociale, du contentieux, du statut des administrateurs de sociétés, des problèmes sociaux des indépendants, de l'effort fait en matière de pensions, du cumul des pensions, du travail des pensionnés et de l'âge de la retraite, de la politique familiale et démographique, de la réforme de l'assurance maladie-invalidité, des soins médicaux gratuits aux pensionnés, de l'assurance libre, de la réforme de la législation en matière de maladies professionnelles, des congés culturels); pp. 245 à 251;

Observations de MM. de STEXHE, VANDEPUTTE, DEBUCQUOY et SMET; pp. 246 à 249;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (18 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 251.

Discussion des articles du projet de loi (18 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations; p. 251.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions; pp. 293, 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1963 (suite).**RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.**

Budget des Recettes et Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XXII : Projet de loi + Annexes.

N° 246 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — *Discussion générale* (13 juin 1963).

Discours de M. VAN CAUWENBERGHE, rapp. (concernant l'influence que le budget pour ordre peut avoir sur le découvert de trésorerie, la réforme de la comptabilité de l'Etat); p. 1351;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (13 juin 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1351.

Discussion des articles du projet (13 juin 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; pp. 1351, 1352.

Vote (13 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 122 voix contre 9 et 2 abstentions; p. 1352.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 130 : Amendements proposés par M. De Grauw.

Ann. — *Discussion générale* (12 mars 1963).

Discours de MM. DE GRAUW (concernant l'insuffisance des moyens mis à la disposition du département, la médecine préventive, l'inspection médicale scolaire, le contrôle des médicaments, les centres psychiatriques, le problème des arriérés mentaux, le fonctionnement des commissions d'assistance publique, la politique de la famille et le logement social, les problèmes de l'enfance); pp. 828 à 831;

DEVUYST (concernant la pénurie de médecins stomatologues); pp. 831, 832;

STUBBE (concernant le prix de la journée d'entretien dans les instituts pour enfants handicapés et malades mentaux, la politique familiale, la désignation de secrétaires intercommunaux pour les commissions d'assistance publique de petites communes, la modification de la législation sur le fonds spécial d'assistance, la distribution d'eau potable en Flandre occidentale, les problèmes du logement social); pp. 836 à 838;

VAN CAUWENBERGHE (concernant le manque de logements, les arrêtés de décembre 1960 relatifs aux logements sociaux, le code du logement social, les objectifs d'une politique du logement, la lutte contre les taudis, la politique foncière); pp. 838 à 841;

Observations de M. CUSTERS, m.s.p.f.; pp. 839, 840;

WARNANT (concernant la pénurie d'infirmières, les problèmes de la vieillesse, le développement d'hôpitaux gériatriques, la création de quartiers pour vieux); pp. 841 à 843;

Observations de M. DE WINTER; pp. 841 à 843;

Mlle DRIESSEN (concernant les institutions pour malades mentaux, la situation à l'institut de Rekem, le prix de la journée d'entretien, l'aide aux alcooliques, les crèches, les centres de santé); pp. 843 à 845;

MM. FRANCK (concernant l'insuffisance des crédits mis à la disposition du département, les travaux du Conseil supérieur des distributions d'eau, les services d'aide familiale, le problème des frais de fonctionnement des hôpitaux et de leur récupération, le home « Les Tilleuls »); pp. 845 à 847;

Observations de M. DE WINTER; p. 847;

VAN LAEYS (concernant les conditions fixées pour l'octroi de la prime à la construction aux agriculteurs); p. 847;

DEHANDSCHUTTER (concernant un relèvement de la limite des revenus admise pour l'octroi de la prime à la construction); pp. 847, 848;

Observations de M. CUSTERS; p. 848;

ROOSENS (concernant la médecine préventive, la répétition des contrôles médicaux, le carnet sanitaire, le contrôle des médicaments); pp. 848 à 850;

Observations de M. CUSTERS; p. 850;

SMET (concernant la politique démographique du département, le Centre d'étude de la population et de la famille, les prêts pour l'équipement ménager); pp. 850 à 852.

Budgets. — Exercice 1963. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

Reprise de la discussion générale (13 mars 1963).

Discours de MM. LAHAYE (concernant l'institution pour enfants mentalement handicapés à Proven, la vaccination contre la poliomyélite); pp. 854, 855;

PONTUS (concernant le sort des victimes civiles de la guerre, le cas des invalides anciens enrôlés de force dans la Wehrmacht); p. 855;

Mlle WIBAUT (concernant la situation du personnel soignant dans les établissements hospitaliers, la formation de ce personnel); pp. 855, 856;

MM. VAN CAUTEREN (concernant la lutte contre le cancer et la tuberculose, le contrôle des nouveaux médicaments); pp. 856 à 858;

USELDING (concernant le nouvel établissement psychiatrique à Bertrix, la mise en valeur du barrage de Nisramont, la destruction de poissons par la pollution des eaux); p. 858;

VAN HOEYLANDT (concernant la situation à l'institut pour malades mentaux de Rekem, la politique du logement, le problème des taudis, la limite des revenus fixée pour l'octroi de la prime à la construction, les avis de l'Institut national du Logement); pp. 858, 859;

HAMBYE (concernant le problème du logement, la réforme de la loi sur le Fonds spécial d'assistance, la situation des commissions d'assistance publique, le problème des hôpitaux); pp. 860, 861;

Observations de M. CUSTERS; p. 860;

ROELANTS (concernant les problèmes du logement dans la Campine anversoise, la colonie de l'Etat à Geel, le prix de la journée d'entretien pour les malades mentaux soignés chez des particuliers, la création de crèches dans l'ensemble du pays); pp. 861 à 863;

DE WINTER (concernant le cas d'un enfant qui a été roué de coups par un instituteur); pp. 869, 870;

CUSTERS, m.s.p.f. (répond à M. DE WINTER); p. 870;

MACHTENS (concernant les problèmes du logement, les arrêtés Meyers, les frais d'hospitalisation, la réforme du Fonds spécial d'assistance); pp. 870, 871;

DIEPENDAELE (concernant le logement social des familles avec enfants, la limite des revenus et les normes admises quant à la superficie maximum pour l'octroi des primes De Taeye, la lutte contre les taudis); pp. 871 à 873;

BLOCK (concernant l'insuffisance des crédits alloués au département, le contrôle médical scolaire, la lutte contre la tuberculose, le sort des vieillards, la création de crèches, l'attribution des logements sociaux); pp. 873, 874;

BOGAERT (concernant la structure des sociétés de distribution d'eau, les handicapés cérébraux); pp. 874, 875.

Reprise de la discussion générale (14 mars 1963).

Discours de M. CUSTERS, m.s.p.f. (répond aux orateurs; traite notamment de l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition du département, des problèmes de l'assistance publique et des établissements hospitaliers qu'elle gère, du Fonds spécial d'assistance, du logement social et de la lutte contre les taudis, de la médecine préventive, de la lutte contre le cancer, des installations psychiatriques, des problèmes du personnel soignant, de la politique familiale, de l'établissement de crèches); pp. 878 à 883;

Observations de MM. VAN HOEYLANDT, VAN CAUWENBERGHE, DE GRAUW, Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE, M. HARMEGNIES; pp. 879 à 883;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant la circulaire du ministre de l'Intérieur relative à l'assistance publique, la vaccination par voie buccale contre la poliomyélite, le problème des malades mentaux, les dangers du tabac); pp. 884, 885;

M. HARMEGNIES (concernant la circulaire du 1^{er} octobre 1962 du Ministre de l'Intérieur au sujet des commissions d'assistance publique, l'application de la loi de 1925); p. 885;

Intervention de M. CUSTERS, m.s.p.f.; p. 885;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (14 mars 1963).

Art. 1^{er} à 20.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 886.

Budgets. — Exercice 1963. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE (suite).

Art. 21.

Intervention de MM. DE GRAUW et CUSTERS ; l'amendement de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 886, 887.

Art. 22 à 27.

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 887.

Art. 28.

Intervention de MM. DE GRAUW et CUSTERS ; l'amendement de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN est rejeté (vote nominatif) ;

Intervention de M. DE GRAUW ; les amendements de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN au point 9 sont rejetés (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 887 à 890.

Art. 29.

Intervention de MM. DE GRAUW et CUSTERS ; l'amendement de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 890, 891.

Les articles 63.411 à 63.591 inclus du titre II du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 891.

Art. 63.601.

Intervention de M. SOBRY ;

L'article est adopté ; pp. 891, 892.

Art. 63.602.

Intervention de MM. DE GRAUW et CUSTERS ; l'amendement de MM. DE GRAUW et VAN CAUTEREN est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 892, 893.

Les articles 63.603 à fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 893.

Discussion des articles du projet de loi (14 mars 1963).

Art. 1^{er} à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 893, 894.

Vote (14 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix contre 14 et 3 abstentions ; p. 894.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-VI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — *Discussion générale* (18 décembre 1962).

Discours de MM. LEEMANS (expose la position de son groupe en matière de coordination de la politique scientifique ; concernant les aspects et la coordination de la recherche scientifique, l'application de la politique scientifique dans le domaine administratif) ; pp. 239, 240 ;

DE BLOCK (concernant la politique scientifique et les services d'information) ; pp. 240, 241 ;

DUVIEUSART (concernant la composition des cabinets des différents ministres) ; p. 241 ;

LEFEVRE, p.m. (répond aux orateurs ; traite de la recherche scientifique, des services d'information, de la composition des cabinets ministériels) ; pp. 241 à 243 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (18 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 243.

Discussion des articles du projet de loi (18 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations ; p. 243.

Vote (18 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 10 et 5 abstentions ; pp. 243, 244.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1963 (suite).

TRAVAUX PUBLICS.

Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1963.

Doc. — N° 5-XVI : Projet de loi + Annexes.

N° 98 : Rapport de M. Van Buggenhout + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (13 février 1963).

Discours de MM. MONDELAERS (concernant les problèmes de l'urbanisation, l'article 50 de la loi de 1962, la promotion de la construction dans le centre des communes, l'octroi de subventions par l'Etat pour les expropriations de terres nécessaires pour l'aménagement de la voirie ; la répartition des crédits du département pour les travaux communaux, l'amélioration des routes d'Etat dans la région de Brée) ; pp. 559 à 562 ;

BLOCK (concernant le financement du budget extraordinaire, la réparation des dégâts routiers provoqués par l'hiver, l'état des digues, la politique portuaire, le plan Delta, la route E 3) ; pp. 562, 563 ;

BERTINCHAMPS (concernant le cadre d'ingénieurs de l'administration de l'électricité et de l'électro-mécanique) ; p. 563.

Reprise de la discussion générale (14 février 1963).

Discours de MM. BOHY, m.t.p. (concernant le problème des autoroutes, le financement de leur construction, la réparation des dommages aux routes dus à l'hiver, les travaux subsidiés ; l'adaptation des voies navigables au passage, le canal du Centre ; les problèmes de l'urbanisme, les commissions nationale et régionales d'aménagement du territoire ; le problème des bâtiments) ; pp. 566 à 569 ;

VAN BUGGENHOUT, rapp. (concernant le problème portuaire, l'établissement d'un port en pleine mer à Nieuport, la création d'un comité de coordination des ports, le coût de l'amélioration de la navigabilité de l'Escaut, une liaison Charleroi-Nieuport, le problème de l'approvisionnement en eau douce) ; pp. 569 à 572 ;

SOBRY (concernant les problèmes du canal de l'Yser, du canal de Bergues et du canal de Handzame ; les expropriations de terres en vue de l'aménagement de parcs industriels, les problèmes routiers du Westhoek) ; pp. 572 à 574 ;

Observations de M. STUBBE ; pp. 573, 574 ;

LAHAYE (concernant la nécessité d'améliorer les voies navigables et les routes dans l'arrondissement d'Ypres, l'aménagement de Nieuport comme port pétrolier, la liaison Yser-Lys, les routes de la région Yproise, la situation aux postes-frontière) ; pp. 574, 576 ;

DEKEYZER (souligne l'importance d'Anvers pour l'économie belge ; concernant l'accès de grands navires au port d'Anvers, la gestion communale du port, la réalisation du plan décennal, la création d'un port de mer à Nieuport, les voies d'accès à Anvers, la deuxième liaison des rives de l'Escaut) ; pp. 576 à 578 ;

Observations de M. VAN BUGGENHOUT ; pp. 576, 577 ;

HAMBYE (concernant la politique des subsides, l'aménagement du territoire, le problème des bâtiments publics, le centre de Paifve, la subvention de 120 millions payés au Crédit communal pour compte des communes, le manque de personnel technique du département, le recours aux bureaux d'études privés, les problèmes de l'acquisition des terrains pour les travaux et des adjudications, les conséquences de la longue période de gel, le paiement des travaux, les travaux faits sur bordereaux de prix, l'élaboration d'un programme à une certaine échéance, la réalisation d'un tronçon de l'autoroute Bruxelles-Paris) ; pp. 578 à 582 ;

Observations de MM. DELMOTTE, TRAPPENIERS et BOHY ; pp. 578, 579 ;

RASSART (concernant l'aménagement du territoire et le développement régional, une politique foncière de la puissance publique) ; pp. 582, 583 ;

DEMARNEFFE (concernant la modernisation du canal Albert, les routes dans le Limbourg, la route E 39) ; pp. 583, 584 ;

DEVUYST (concernant le problème du pont sur le canal à Vilvorde) ; pp. 584, 585 ;

CLAEYS (concernant la réalisation de la route E 3, le problème du stationnement dans le centre des villes, l'octroi de subventions pour l'aménagement de parkings) ; p. 585 ;

TRAPPENIERS (concernant l'amélioration de la route Bruxelles-Haacht et d'autres routes dans le Brabant, l'éclairage des routes) ; pp. 585, 586 ;

VAN IN (concernant les inondations dans le bassin de la Nèthe, la situation à Lierre) ; pp. 586, 587.

Budgets. — Exercice 1963. — TRAVAUX PUBLICS
(suite).

- Reprise de la discussion générale* (19 février 1963).
- Discours de M. DELOR (concernant les problèmes routiers dans l'arrondissement de Nivelles, le contournement de Tubize, les matériaux employés dans la construction des routes, l'autoroute de Wallonie, les travaux de modernisation du canal du Centre); pp. 591, 592;
- Intervention de M. le PRESIDENT (qui signale que M. VERHAEST, souffrant, lui a demandé d'autoriser M. SMET à donner lecture de son discours); p. 592;
- Discours de MM. SMET, loco M. VERHAEST (concernant l'érosion des berges de la Lys au sud de Deinze, la réfection de la vieille chaussée romaine Gottem-Oeselgem); p. 593;
- VAN DEN STORME (concernant l'affectation des crédits pour la voirie, l'amélioration de la petite voirie d'Etat, la répartition des subventions pour les travaux subsidiés, la revalorisation de la fonction de l'ingénieur au service de l'Etat); pp. 593 à 595;
- LEMAL (concernant la route de Wallonie, la construction de l'autoroute Bruxelles-Paris, la liaison du canal Nimy-Péronnes à l'Escaut et au canal de Charleroi); pp. 595, 596;
- Observations de MM. DE WINTER et BOHY; p. 596;
- DUVIEUSART (concernant la liaison de Mons avec la région de Lille, la route de Wallonie, l'insuffisance des cadres techniques du département); pp. 596 à 598;
- VAN LAEYS (appelle l'attention sur les difficultés qu'éprouve le public par l'application de l'actuelle réglementation en matière d'urbanisme); p. 598;
- le baron NOTHOMB (concernant le problème de la canalisation de la Meuse, les inscriptions routières); pp. 598 à 600;
- Observations de MM. RASSART et BOHY; p. 599;
- GODIN (concernant les relations entre le département et les pouvoirs subordonnés, l'état des routes communales de grande communication); pp. 600, 601;
- SLEDSSENS (concernant l'application de la loi de 1957 sur les polders, la réfection des digues, la route E 3, la route Anvers-Turnhout, la route Boom-Anvers, le tronçon Anvers-Borghout de l'autoroute Baudouin); pp. 601, 602;
- Intervention de M. le PRESIDENT; p. 602;
- Discours du baron NOTHOMB (concernant le Musée moderne, son érection à la périphérie de Bruxelles); pp. 602, 603;
- de MM. MOREAU de MELEN (concernant le respect des sites urbains, la construction de tours, l'aspect de ces immeubles, l'interdiction de toutes superstructures); pp. 603, 604;
- DIEPENDAELE (concernant l'amélioration des bâtiments administratifs, les autorisations de bâtir, les routes de la région d'Audenarde et Alost, la route E 3); pp. 604, 605;
- COPPENS (concernant les ponts sur la Dendre, les passages à niveau dans la région d'Alost, le dragage de la Dendre, les bâtiments des postes, les façades des bâtiments de la rue de la Loi); pp. 605, 606;
- HENSKENS (concernant la remise en état de l'autostrade du Littoral et de la route Louvain-Diest, la modernisation de la route Bruxelles-Tervuren-Louvain, les inondations dans la région du Démer, le remembrement des terres dans cette région); pp. 606 à 608;
- Observations de M. DE WINTER; p. 608;
- HENCKAERTS (concernant la réalisation de la route de Wallonie, les expropriations faites dans la région de Liège pour cette route et l'autostrade Liège-Bruxelles); pp. 608, 609;
- Observations de M. BOHY; p. 608;
- SLEGTEN (demande l'abattage des arbres le long de la route de Bourg-Léopold à Kessenich); p. 609;
- DE WINTER (concernant l'opportunité d'un « soil planning », l'état défectueux de nombreuses routes); pp. 609, 610;
- Observation de M. BOHY; p. 610;
- BOHY, m.t.p. (répond aux orateurs; traite notamment de l'emplacement du musée d'art moderne, de la construction en hauteur dans les villes, de l'urbanisme, du centre hospitalier de Paifve, des bâtiments administratifs, du problème des ingénieurs, des aspects financiers du programme de travaux publics, de la canalisation de la Meuse, des problèmes relatifs aux autres voies d'eau, aux polders et waterings, de l'état du réseau routier, de la route de Wallonie, de la réalisation de sections d'autoroutes dans le Borinage et le Centre); pp. 610 à 615;
- Observations de MM. VAN LAEYS, DE WINTER et DIEPENDAELE; pp. 611 à 615;
- La discussion générale est close.

Budgets. — Exercice 1963. — TRAVAUX PUBLICS
(suite).

- Discussion des articles du tableau* (19 février 1963).
- Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 615.
- Discussion des articles du projet de loi* (19 février 1963).
- Art. 1^{er} à 13.
- Adoptés sans observations; pp. 615 à 617.
- Vote (21 février 1963).
- L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 13 et 3 abstentions; pp. 646, 647.
- Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES.

- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.*
- Doc. — N° 5-I : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 47 : Rapport de M. Adam + Errata.
- Ann. — *Discussion générale* (19 décembre 1962).
- Discussions générales jointes du projet de loi portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1962, du projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1962 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1961 et antérieurs, du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1963, du projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges à émettre des emprunts, du projet de loi supprimant certaines exemptions d'impôts prévues par des dispositions légales particulières en ce qui concerne les revenus de titres qui seront émis à partir du 1^{er} janvier 1963 par des sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques, du projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre, du projet de loi modifiant le code des droits de timbre en ce qui concerne les chèques, du projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1963.
- Discours de MM. ADAM, rapp. (concernant l'équilibre budgétaire, les données du budget économique national, l'évolution des recettes et des dépenses, l'augmentation des dépenses pour l'éducation nationale, le budget extraordinaire, les investissements notamment pour l'approvisionnement du pays en eau, l'évolution de la dette publique); pp. 260 à 262;
- Observations de M. VERSE; p. 261;
- VREVEN (concernant le maintien de l'augmentation de la taxe de transmission, le déficit de l'exercice 1962, les prévisions des recettes et des dépenses pour les divers départements, les crédits supplémentaires à prévoir, l'absence d'équilibre); p. 262 à 264;
- JANSSEN (concernant l'augmentation annuelle des dépenses ordinaires, la compression des dépenses pour l'éducation nationale, les crédits supplémentaires, les recettes, la situation de la trésorerie, l'évolution de la dette publique, le financement partiel du budget extraordinaire par le boni du budget ordinaire, la nécessité d'un redressement financier); pp. 264 à 267;
- DUVIEUSART (concernant l'équilibre précaire du budget, la situation de la trésorerie, une étude de M. de Barys, l'inscription dans les prévisions budgétaires de toutes les charges qui vont peser sur le budget); pp. 267 à 269;
- Observation de M. DEQUAE, m.f.; p. 268;
- GODIN (concernant l'équilibre du budget; l'évolution de la dette publique, la nécessité d'économie); pp. 269, 270;
- WIARD (concernant l'importance du budget économique, la majoration de la taxe de transmission, l'équilibre du budget, le contrôle en matière d'adjudications publiques, les crédits supplémentaires); pp. 270, 271;
- VERSE (concernant le déficit probable du budget, la précarité de la situation financière); p. 271;
- DEQUAE, m.f. (répond aux orateurs; traite notamment des prévisions de recettes et de dépenses, de la dette publique, des pensions, de la revalorisation de la fonction publique, des impôts indirects, des crédits supplémentaires, de la diminution de la dette à court terme); pp. 271 à 275;
- VANAUDENHOVE (concernant la prorogation de l'augmentation de la taxe de transmission, la réforme des impôts indirects, le rapport entre impôts directs et indirects en Belgique, la précarité de la situation financière); pp. 275, 276;
- ROLIN (concernant le maintien de l'augmentation de la taxe de transmission); p. 276;

Budgets. — Exercice 1963. — VOIES ET MOYENS ET RECETTES EXTRAORDINAIRES (suite).

DEQUAE, m.f. (concernant la promotion de l'expansion économique, l'assainissement financier); p. 277;

VANAUDENHOVE (demande si le Gouvernement compte maintenir l'augmentation de la taxe de transmission jusqu'à une réforme des impôts indirects); p. 277;

DEQUAE, m.f. (répond à M. VANAUDENHOVE); p. 277;

Observations de M. VANAUDENHOVE; p. 278;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (19 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 287.

Discussion des articles du projet de loi (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; p. 288.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions; pp. 293, 294;

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — V. aussi Affaires africaines/Ruanda-Urundi.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives/Sénat.

C

Café. — V. Affaires étrangères/Agriculture et horticulture.

Caisse d'amortissement. — V. Finances/Dette publique.

Caisse de dépôts et consignations.

Ann. — Rapport sur les opérations de la caisse pendant l'année 1962. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 1449 (16 juillet 1963).

Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Ann. — Compte rendu des opérations et de la situation de la caisse, pour l'année 1961. — Transmis par le Ministre des Finances; p. 975 (28 mars 1963).

Caisse nationale de Crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie.

Caisse nationale des Pensions de Retraite et de Survie. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.

Catastrophes et accidents.

Ann. — M. le PRÉSIDENT : rend hommage à la mémoire des victimes de la catastrophe aérienne de Detmold; M. SPINOY, m.a.éc.é., s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement; pp. 1447, 1448 (16 juillet 1963).

Chambres législatives.

Ann. — Par message du 13 novembre 1962 la Chambre des Représentants fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour; p. 22 (14 novembre 1962).

Chambres législatives — Sénat.

AJOURNEMENT.

Ann. — Le Sénat s'ajourne jusqu'au 22 janvier 1963; p. 296 (19 décembre 1962).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure; p. 1012 (4 avril 1963).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure; p. 1443 (20 juin 1963).

MM. GILLON, ROLIN, DE BOODT et DIEPENDAELE remercient le PRÉSIDENT et formulent des vœux de bonnes vacances; au nom du Gouvernement, M. LEBURTON, m.p.s., s'associe à ces vœux; M. le PRÉSIDENT remercie et souhaite à tous de bonnes vacances; le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure; pp. 1861 à 1863 (31 juillet 1963).

Chambres législatives — Sénat (suite).

BUREAU DEFINITIF.

Ann. — *Nomination du bureau définitif* (13 novembre 1962).

M. ROLIN propose la réélection de M. STRUYE comme président; M. VAN HEMELRIJCK, au nom du groupe P.S.C., appuie cette proposition et suggère la réélection du bureau sortant;

Sont réélus : président : M. STRUYE; premier vice-président : M. CROMMEN; deuxième vice-président : M. MOREAU de MELEN; troisième vice-président : M. WARNANT; secrétaires : MM. JESPERS, MOULIN, DEMARNEFFE, L. DESMET, GOOSSENS et VANDER BRUGGEN; questeurs : MM. VAN BUGGENHOUT, HARMEGNIES, DE MAN, OBLIN et MACHTENS; pp. 4 et 5.

M. LACROIX est nommé secrétaire du Sénat, en remplacement de M. MOULIN, décédé; p. 239 (18 décembre 1962).

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — *Modification dans la composition des commissions de l'Agriculture, de la Défense nationale, de l'Éducation nationale et de la Culture, des Finances, de l'Intérieur et de la Fonction publique, de la Justice, des Travaux publics et des Pétitions*; p. 18 (13 novembre 1962).

Modification dans la composition de la commission de l'Éducation nationale et de la Culture; p. 68 (27 novembre 1962).

Modification dans la composition des commissions des Classes moyennes, des Pétitions et du Commerce extérieur et de l'Assistance technique; p. 89 (28 novembre 1962).

Modification dans la composition des commissions de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale et de la Santé publique et de la Famille; p. 210 (11 décembre 1962).

Modification dans la composition de la commission de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale; p. 316 (23 janvier 1963);

Modification dans la composition des commissions de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, de la Justice et de la Santé publique et de la Famille; p. 416 (30 janvier 1963).

Modification dans la composition des commissions des Affaires économiques et de l'Énergie, des Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones, de l'Éducation nationale et de la Culture; p. 587 (14 février 1963);

Sur proposition du Bureau est constituée une commission des Affaires culturelles qui s'occuperait des problèmes d'ordre culturel qui sont actuellement de la compétence de la commission de l'Éducation nationale et de la Culture; p. 647 (21 février 1963); composition de cette commission; p. 683 (26 février 1963);

Modification dans la composition de la commission de l'Éducation nationale; p. 659 (21 février 1963);

Modification dans la composition des commissions du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, de l'Intérieur et de la Fonction publique et des Naturalisations; p. 683 (26 février 1963);

Modification dans la composition de la commission des Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones; p. 755 (28 février 1963);

Modification dans la composition de la commission des Classes moyennes; p. 853 (13 mars 1963).

Modification dans la composition des commissions des Finances, des Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones et de l'Intérieur et de la Fonction publique; p. 1003 (4 avril 1963);

Modification dans la composition des commissions des Classes moyennes, de la Santé publique et de la Famille et de la Vérification des Pouvoirs; p. 1018 (14 mai 1963).

Modification dans la composition des commissions des Affaires culturelles, des Finances, de la Justice et de la Santé publique et de la Famille; p. 1377 (18 juin 1963).

COMMISSIONS SPECIALES.

Ann. — A la demande du Gouvernement est composée une commission spéciale, chargée d'examiner le projet de loi approuvant le premier programme d'expansion économique et représentant les différentes commissions intéressées à la matière, à savoir les Affaires économiques et l'Énergie, les Finances, l'Emploi, le Travail et la Prévoyance sociale, les Travaux publics, l'Agriculture et les Communications; pp. 301, 302 (22 janvier 1963); proposition des candidats par les groupes; p. 397 (30 janvier 1963); modifications dans la composition de la commission; p. 587 (14 février 1963); p. 971 (21 mars 1963).

Chambres législatives — Sénat (suite).

DECES.

Ann. — M. le **PRESIDENT** :

rend hommage à la mémoire de M. le sénateur **VINET** ; M. **HEGER**, m.a., s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; p. 6 (13 novembre 1962) ;

annonce le décès du Docteur Bourguignon, ancien sénateur, médecin du Sénat ; p. 43 (27 novembre 1962) ;

rend hommage à la mémoire de M. le sénateur **MOULIN**, Secrétaire du Sénat ; M. **SPINOY**, m.a.éc.é., s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; pp. 156, 157 (5 décembre 1962) ;

rend hommage à la mémoire de M. **TIELEMANS**, Ministre, Adjoint aux Finances et de M. le sénateur **LEDOUX** ; M. **HEGER**, m.a., s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; pp. 299, 300 (22 janvier 1963) ; annonce le décès de MM. Seguin et Gabriel anciens sénateurs ; p. 300 (22 janvier 1963) ;

annonce le décès de M. van Loenhout, ancien sénateur ; p. 758 (5 mars 1963) ;

annonce le décès de M. Legrand, ancien sénateur ; p. 946 (21 mars 1963) ;

rend hommage à la mémoire de M. **VERHAEST** et de Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE**, sénateurs ; M. **LAROCK**, m.éc.n.c., s'associe à cet hommage au nom du Gouvernement ; pp. 1014, 1015 (14 mai 1963) ;

annonce le décès de M. **EVERS**, Premier Président de la Cour des Comptes ; p. 1017 (14 mai 1963) ;

annonce le décès du baron de Coninck de Merckem, ancien sénateur ; p. 1450 (16 juillet 1963).

DEMISSIONS.

Ann. — M. **FLAMME**, sénateur provincial de Hainaut, renonce à son mandat ; p. 239 (18 décembre 1962).

M. **MATERNE**, sénateur provincial de Namur, renonce à son mandat ; p. 300 (22 janvier 1963).

DIVERS.

Ann. — M. le **PRESIDENT** :

donne des précisions concernant un cas d'utilisation de papier à lettres à en-tête du Sénat par un sénateur, pour faire un recensement linguistique à titre privé ; pp. 87, 88 (28 novembre 1962) ;

salue le retour de Mme **BEECKMAN-Vve VANDERVELDE**, longtemps absente du Sénat, à la suite d'un accident ; p. 135 (4 décembre 1962) ;

salue le retour de M. **FRANCK**, absent depuis six mois à la suite d'un accident ; p. 271 ; regrette de n'avoir pas l'occasion de féliciter M. **LACROIX**, à l'occasion de sa nomination de secrétaire, celui-ci étant absent pour cause de maladie ; propose de lui transmettre, au nom du Sénat, des vœux de prompt et complet rétablissement ; p. 296 (19 décembre 1962) ;

rend hommage à MM. les sénateurs **DE MAN**, **GILLON**, **ORBAN** et **ROLIN**, à l'occasion de leur trente années de mandat parlementaire ; donne lecture d'un télégramme de S.M. le Roi Baudouin ; M. **VERMEYLEN**, m.j., s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement ; MM. **ORBAN**, **GILLON**, **ROLIN** et **DE MAN** répondent ; pp. 428 à 435 (31 janvier 1963) ;

salue le retour de M. **LACROIX** ; p. 781 (6 mars 1963) ;

rend hommage à MM. les sénateurs **JANSSEN** et baron de **DORLODOT**, tous deux octogénaires ; p. 1010 (4 avril 1963) ;

salue le retour de M. **LIGOT** ; p. 1018 (14 mai 1963) ;

rend hommage au baron de **DORLODOT**, à l'occasion de ses trente-cinq années de mandat sénatorial ; le baron de **DORLODOT** répond ; pp. 1378 à 1380 (18 juin 1963).

flétrit l'attentat perpétré contre la tombe du Soldat inconnu ; M. **SPINOY**, m.a.éc.é., s'associe, au nom du Gouvernement aux sentiments exprimés par M. le **PRESIDENT** ; p. 1448 (16 juillet 1963) ;

salue le retour de M. **RITTEN** après sa longue absence causée par la maladie ; lui souhaite un prompt rétablissement ; p. 1756 (31 juillet 1963).

Chambres législatives — Sénat (suite).

INCIDENTS.

Ann. — M. le **PRESIDENT** annonce qu'à la suite de la réunion de la commission des Affaires étrangères qui a eu lieu le matin même et de la déclaration que le Ministre des Affaires étrangères y a faite, MM. **DE BOODT** et **HOUGARDY** ont décidé de retirer leurs interpellations ; Intervention de M. **VAN BUGGENHOUT** (par motion d'ordre) ; p. 244 (18 décembre 1962).

Fait personnel du baron **NOTHOMB** qui fait une mise au point au sujet de la nomination de son fils au Ministère des Affaires économiques ; p. 718 ; réponse du comte d'**ASPREMONT LYNDEN** ; p. 752 (28 février 1963).

M. le **PRESIDENT** estime qu'après le vote nominatif qui a fait apparaître que le Sénat n'était pas en nombre, le Sénat peut aborder la discussion du point suivant de l'ordre du jour ; Intervention de MM. **ROLIN** et **GILLON** ; pp. 1326, 1327 (11 juin 1963). — Déclaration de M. le **PRESIDENT** concernant cet incident ; p. 1330. — Déclaration de M. **GILLON** concernant cet incident ; observation de M. le **PRESIDENT** ; pp. 1331, 1332 (12 juin 1963).

LISTES.

Doc. — N° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.

N° 2 : Liste des Sénateurs.

N° 3 : Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.

N° 4 : Liste des commissions permanentes.

ORDRE DES TRAVAUX.

Ann. — Interpellations de MM. **HOUGARDY** et **DE BOODT** concernant la politique du Ministre des Affaires étrangères dans l'affaire katangaise. — Intervention de MM. le **PRESIDENT**, **DE BOODT**, **GILLON**, **VANAUDENHOVE**, **STUBBE** et **LEBURTON**, m.p.s. ; pp. 228, 229 (12 décembre 1962).

M. le **PRESIDENT** demande au Ministre de l'Education nationale et de la Culture que le budget de son département soit déposé le plus tôt possible ; M. **LAROCK**, m.é.n.c., répond ; p. 482 (6 février 1963).

M. le **PRESIDENT** déclare qu'il avait espéré pouvoir inscrire à l'ordre du jour de la séance du 30 avril, le budget de l'Education nationale et de la Culture mais que, les rapports ne pouvant être déposés en temps utile, il faudra fixer le débat sur ce budget au début de mai ; il propose de confier au Bureau la tâche de convoquer le Sénat dès que possible ; intervention de MM. **R. HOUBEN** (qui demande que le projet de loi relatif aux représentants de commerce soit mis à l'ordre du jour du 30 avril), **ROLIN** (qui approuve la proposition de M. **R. HOUBEN**) et **GILLON** (qui propose que le Sénat soit réuni quand il aura un ordre du jour étoffé) ; pp. 1010, 1011 (4 avril 1963).

Intervention de MM. **DE BAECK**, le **PRESIDENT** et **TRO-CLET** (concernant la suite du débat sur le projet de loi fixant le statut des représentants de commerce et la discussion des projets sur le maintien de l'ordre ; p. 1182 (28 mai 1963).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — Le baron de **DORLODOT**, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1962-1963 ; p. 4. — M. **STRUYE**, réélu président, prononce une allocution : il rend hommage au général Temmerman, Commandant militaire du Palais de la Nation, à l'occasion de sa retraite, traite de l'utilité du bicaméralisme, du dépôt tardif des budgets et des rapports entre Flamands et Wallons ; il déclare le Sénat constitué et annonce qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; pp. 5 et 6 (13 novembre 1962).

PETITIONS.

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Doc. — N° 102 : Feuilleton n° 1.

N° 335 : Feuilleton N° 2.

Chambres législatives — Sénat (suite).

QUESTIONS ORALES.

Ann. — M. LAUWEREINS demande au Ministre des Classes moyennes s'il serait d'accord de soumettre à la commission du pacte scolaire le problème de l'octroi de subsides pour la formation professionnelle; M. DE CLERCK, m.c.m., répond; p. 48 (27 novembre 1962).

M. HOUGARDY interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet des conditions dans lesquelles le Gouvernement belge a vendu à une firme étrangère 32 avions Hawker-Hunter; M. SEGERS, m.d.n., répond; pp. 718, 719 (28 février 1963).

M. WIARD interroge les Ministres des Finances et de la Prévoyance sociale au sujet de la possibilité d'accorder termes et délais en matière de fiscalité et de sécurité sociale aux concitoyens qui ont été victimes des intempéries; MM. DEQUAE, m.f., et LEBURTON, m.p.s., répondent; pp. 758, 759 (5 mars 1963).

M. HOUGARDY interroge le Ministre des Finances au sujet de la répartition des souscriptions au dernier emprunt et des conclusions que le Gouvernement en tire; M. DEQUAE, m.f., répond; p. 1008 (4 avril 1963).

M. ROLIN interroge le Ministre de la Défense nationale au sujet de la sévérité dont a fait preuve l'Auditorat Général à l'égard d'un objecteur de conscience; M. SEGERS, m.d.n., répond; pp. 1009, 1010 (4 avril 1963).

M. GILLON, au nom de M. LAHAYE, interroge le Ministre de l'Agriculture au sujet des mesures qu'il se propose de prendre en faveur des agriculteurs de Flandre Occidentale, victimes de dégâts dus à la grêle; M. HEGER, m.a., répond; p. 1472 (23 juillet 1963).

M. STUBBE demande au Ministre de l'Education nationale de prolonger le délai pour la rentrée des formulaires en vue de l'obtention d'une bourse d'étude, vu la situation existant dans les services du Ministère des Finances; M. LAROCK, m.é.n.c., répond; p. 1516 (24 juillet 1963).

M. DEHANDSCHUTTER interroge le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie au sujet des besoins en charbons domestiques et des réserves; M. SPINOY, m.a.éc.é., répond; pp. 1725, 1726 (31 juillet 1963).

REGLEMENT.

Proposition de modification de l'article 26 du Règlement du Sénat.

Doc. — N° 106: Proposition de M. Moreau de Melen.

N° 176: Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Proposition de modification de l'article 26 du Règlement du Sénat.

Doc. — N° 123: Proposition de M. Moreau de Melen.

N° 176: Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Proposition de modification du Règlement du Sénat (art. 9 et Chap. IXbis nouveau).

Doc. — N° 176: Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Modification des articles 2, 32, 33 et 55 du Règlement.

Doc. — N° 176: Rapport de M. de la Vallée Poussin.

N° 247: Amendements proposés par M^{lle} Wibaut.

N° 248: Amendement proposé par M. Rolin.

RELATIONS EXTERIEURES.

Ann. — M. le PRESIDENT:

rend hommage à la mémoire de S.A.R. la Princesse Wilhelmine des Pays-Bas; M. LEFEVRE, p.m. s'associe à cet hommage, au nom du Gouvernement; p. 70 (28 novembre 1962); donne lecture du télégramme reçu de M. Jonkman, Président de la Première Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, en réponse aux condoléances qu'il lui avait adressées; p. 133 (4 décembre 1962);

donne lecture du télégramme de condoléances qu'il a adressé à la Deuxième Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, à l'occasion de la mort de son président ainsi que de la réponse qu'il a reçue de son président ff.; p. 338 (24 janvier 1963);

rend hommage à la mémoire de M. Isaac Ben Zvi, Président de l'Etat d'Israël; annonce qu'il a, au nom du Sénat, adressé un télégramme de condoléances à l'ambassadeur de ce pays; p. 1015 (14 mai 1963);

annonce qu'il a adressé à l'ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles, les condoléances du Sénat, à l'occasion de la perte du sous-marin «Tresher»; ajoute qu'il a reçu les remerciements de l'ambassadeur; p. 1016 (14 mai 1963);

annonce qu'il a adressé à M. Bech, Président de la Chambre des Députés grand-ducale, les félicitations fraternelles du Sénat,

Chambres législatives — Sénat. — RELATIONS EXTERIEURES (suite).

à l'occasion du millénaire de la ville de Luxembourg; ajoute qu'il a reçu les remerciements de M. Bech; p. 1016 (14 mai 1963);

fait l'éloge funèbre de Sa Sainteté le Pape Jean XXIII; annonce qu'il a, au nom du Sénat exprimé à Son Excellence le Nonce apostolique et à Son Eminence le Cardinal camerlingue la part profondément sentie que le Sénat prend au grand deuil de la chrétienté; M. HEGER, m.a., au nom du Gouvernement, s'associe à cet éloge; p. 1237 (4 juin 1963); donne lecture du télégramme qu'il a reçu, en réponse, de Son Excellence le Cardinal Masella; p. 1310 (11 juin 1963);

exprime l'émotion du Sénat devant le tremblement de terre qui a sévi à Skoplje en Macédoine; M. LAROCK m.é.n.c., au nom du Gouvernement, s'associe aux sentiments exprimés; p. 1624 (26 juillet 1963).

VALIDATION DE POUVOIRS.

Ann. — Validation des pouvoirs de M. F. DELMOTTE, appelé à remplacer M. Vinet, décédé. — M. USELDING donne lecture de son rapport; les conclusions de ce rapport sont adoptées; M. F. DELMOTTE prête serment; p. 43 (27 novembre 1962).

Validation des pouvoirs de M. FLAMME, appelé à remplacer M. Moulin, décédé. — Dans les circonstances actuelles il n'y a pas lieu de procéder à une vérification complémentaire des pouvoirs de M. FLAMME; M. FLAMME prête serment; p. 239 (18 décembre 1962).

Validation des pouvoirs de M. RENQUIN, appelé à remplacer M. Ledoux décédé et de M. DULAC, appelé à remplacer M. Flamme. — MM. REMSON et OBLIN donnent lecture de leur rapport concernant respectivement M. Renquin et M. Dulac; les conclusions de ces rapports sont adoptées; MM. RENQUIN et DULAC prêtent serment; pp. 300, 301 (22 janvier 1963).

Validation des pouvoirs de M. TOUSSAINT, appelé à remplacer M. Materne, démissionnaire; M. NIHOUL donne lecture de son rapport; les conclusions de ce rapport sont adoptées; M. TOUSSAINT prête serment; p. 590 (19 février 1963).

Validation des pouvoirs de MM. FONCKE et PAPY, appelés à remplacer M. Verhaest et M^{me} Beekman-Vve Vandervelde, décédés; MM. DE BRUYNE et USELDING donnent lecture de leur rapport concernant respectivement M. FONCKE et M. PAPY; les conclusions de ces rapports sont adoptées; MM. FONCKE et PAPY prêtent serment; p. 1016 (14 mai 1963).

Chasse.

Projet de loi modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Doc. — N° 145: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 207: Rapport de M. Steps.

Ann. — *Discussion générale* (21 mai 1963).

Discours de MM. LAHAYE (concernant les rentrées que la chasse procure au Trésor, la destruction des pigeons ramiers); pp. 1101, 1102;

HEGER, m.a. (répond à M. LAHAYE); p. 1102;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mai 1963).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations; pp. 1102, 1103.

Vote (21 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 104 voix et 13 abstentions; pp. 1105, 1106.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Chemins de fer. — V. Communications.

Chèque. — V. Droit commercial.

Cinéma. — V. Commerce et Industrie.

V. Enfance et jeunesse.

Code pénal. — V. Armée.

Combats de boxe. — V. Droit pénal.

Commerce et industrie.**BREVETS D'INVENTION.**

Projet de loi modifiant l'article 23 de la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention.

Doc. — N° 284 : Amendements présentés par le Gouvernement.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes.

Doc. — N° 75 : Proposition de loi de M. Dua.

N° 177 : Rapport de M. Vander Bruggen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 438 (5 février 1963).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (6 juin 1963).

Adopté sans observations ; p. 1303.

Vote (11 juin 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 126 membres présents ; p. 1315.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel.

Doc. — N° 131 : Rapport de M. Wiard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 mars 1963).

Adopté sans observations ; p. 943.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet est adopté par 138 voix contre 7 et 1 abstention ; p. 951.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Ann. — Bilan et compte de profits et pertes de la Caisse arrêtés au 31 décembre 1962. — Transmis par le directeur général de cette caisse ; p. 1367 (18 juin 1963).

CHARBON.**DIRECTOIRE DE L'INDUSTRIE CHARBONNIERE.**

Ann. — Rapport sur l'application de la loi du 16 novembre 1961. — Transmis par le Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie ; pp. 1471, 1472 (23 juillet 1963).

CINEMA.

Projet de loi relatif à la location des films destinés à la projection commerciale.

Doc. — N° 255 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 290 : Rapport de M. L. Desmet.

Ann. — *Discussion générale* (16 juillet 1963).

Discours de M. WARNANT (motive le vote d'abstention de son groupe) ; pp. 1450, 1451 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er}

Intervention de MM. BEAUDUIN et SPINOY, m.a.é.é. ;

L'article est adopté ; p. 1451.

Art. 2.

Intervention de MM. BEAUDUIN et SPINOY ;

L'article est adopté ; pp. 1451, 1452.

Art. 3.

Adopté sans observations ; p. 1452.

Art. 4.

Intervention de MM. VAN BUGGENHOUT (qui propose un amendement) et SPINOY ;

L'amendement de M. VAN BUGGENHOUT est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1452.

Art. 5 à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 1452, 1453.

L'article 4, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1453.

Vote (16 juillet 1963)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix contre 2 et 11 abstentions ; p. 1465.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre de Représentants.

Commerce et industrie (suite).**COMMERCE EXTERIEUR.**

Projet de loi portant ratification de deux arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.

Doc. — N° 10 : Rapport de M. Goossens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 128.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de trois arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.

Doc. — N° 11 : Rapport de M. Goossens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1962).

Adopté sans observations ; pp. 128, 129.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EXPANSION ECONOMIQUE.

Ann. — Rapport sur l'application en 1961 des dispositions de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, ainsi que de la législation antérieure relative à l'expansion économique. — Transmis par le Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie ; p. 590 (19 février 1963).

Projet de loi portant approbation du premier programme d'expansion économique.

Doc. — N° 51 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexe + Errata.

N° 238 : Rapport de MM. Janne et Sledsens + Annexes.

Ann. — *Discussion générale* (12 juin 1963).

Discours de MM. SPINOY, m.a.é.é. (concernant les trois moyens fondamentaux sur lesquels repose la première expérience de développement économique orienté, les fonctions de la programmation, la « philosophie de la programmation », la programmation sociale, une politique générale des revenus, les mesures qui doivent permettre la réalisation des objectifs de la programmation, la réorientation structurelle de l'industrie, les investissements, l'adaptation de l'infrastructure, la politique de l'énergie, les prévisions de la programmation économique, le contrôle de l'exécution du programme, la communication d'un rapport annuel au Parlement sur l'exécution du programme, le problème d'ordre statistique posé par la préparation du nouveau programme, la programmation européenne, le rôle du Parlement dans la programmation) ; pp. 1335 à 1338 ;

SLEDSSENS, rapp. (concernant l'objectif central de la programmation : atteindre un taux de croissance de 4 % du revenu national brut ; la collaboration du secteur privé, l'intérêt qui doit être accordé à l'agriculture et à l'horticulture dans l'ensemble de l'économie, le caractère vague du chapitre du programme relatif à l'agriculture, la mission de l'Institut économique agricole, la nécessité d'un programme d'investissements pour l'agriculture) ; pp. 1338, 1339 ;

JANNE, rapp. (concernant les aspects de la soumission de la politique économique du pays aux méthodes de la programmation ; rappelle les premiers pas qui furent faits dans la voie de la programmation ; concernant la conception de la politique économique du présent gouvernement, la coopération du groupe socialiste à cette politique, l'assimilation des techniques économiques nouvelles par la politique, le caractère de cadre du programme, la confrontation des prévisions et objectifs de 1962 avec la réalité, la hausse de la consommation publique en 1962, le manque de main-d'œuvre, l'insuffisance de la politique d'immigration, les investissements en Wallonie et en Flandre) ; pp. 1339 à 1342 ;

Commerce et industrie. — EXPANSION ECONOMIQUE (suite).

Observations de MM. DE WINTER, ADAM et SPINOY ; pp. 1340, 1342 ;

MOTZ (concernant la philosophie de la notion de planification ou de programmation, les différents types de planification, le concept de programme purement indicatif, la compatibilité avec une économie libérale, l'assurance d'une croissance naturelle qui préserve l'équilibre de l'économie et garantit la stabilité des prix, le rôle très réduit du programme) ; pp. 1343, 1344 ;

Observations de M. SPINOY ; p. 1344.

Reprise de la discussion générale (13 juin 1963).

Discours de MM. DE BLOCK (concernant la nécessité de la planification, l'évolution dans le domaine de la coordination de l'économie, la différence entre la planification et la programmation, l'élaboration de la présente programmation, la collaboration des milieux intéressés de l'industrie et de l'agriculture, les conditions de réussite de la programmation, une répartition équitable du revenu national) ; pp. 1346, 1347 ;

WARNANT (concernant l'élaboration du plan en France, le taux d'expansion prévu dans le programme belge, les comparaisons sur le plan international, la situation en cas de fléchissement de la conjoncture, le caractère aléatoire d'un programme basé en ordre principal sur un accroissement rapide des exportations, la nécessité d'une programmation sociale, l'accroissement des investissements ; le problème de l'emploi, une politique active d'immigration, l'optimisme du programme en matière de finances publiques et de travaux publics) ; pp. 1347 à 1351 ;

Observations de M. SPINOY ; p. 1350 ;

VAN HOUTTE (concernant la portée du projet en discussion, les engagements pris par le secteur public, la nécessité d'une politique financière orthodoxe pour la réalisation du programme, l'encouragement de l'épargne, l'efficacité des instruments créés par la réforme fiscale, l'accroissement de la dette publique, la politique du « deficit spending », le problème que pose l'intégration dans la vie économique des diplômés de l'enseignement supérieur) ; pp. 1354 à 1357 ;

L. DESMET (concernant l'évolution du secteur de la distribution, le sort du consommateur dans cette évolution, la défense du consommateur, les exemples de défense des consommateurs dans d'autres pays, la nécessité d'un service public qui coordonne les mesures de défense et d'information du consommateur) ; pp. 1357 à 1359 ;

P. DE SMET (concernant l'utilité de programmes d'expansion économique, l'objectif du premier programme d'expansion économique, la pénurie de main-d'œuvre, l'infrastructure routière, la distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires) ; pp. 1359, 1360 ;

SCOKAERT (concernant le caractère indicatif de la programmation pour le secteur privé, la brochure publiée par la F.I.B. à propos de plein emploi et d'expansion, la diminution de la part des salariés et appointés dans le revenu national, la dégradation de la position salariale de la Belgique, les obstacles qui conditionneront la politique des revenus dans l'avenir) ; pp. 1360 à 1363 ;

Observations de MM. WARNANT et SPINOY ; pp. 1361, 1362.

Reprise de la discussion générale (18 juin 1963).

Discours de MM. BLOCK (concernant la fragilité de ce premier programme, la politique des revenus, la nécessité d'une base financière solide pour la réalisation du programme, les besoins en personnel technique qualifié, le commerce avec la République du Congo, la liaison Escaut-Rhin, les autoroutes, le crédit prévu pour la Sabena, la construction d'habitations) ; pp. 1368, 1369 ;

de la VALLEE POUSSIN (souligne l'importance de l'entreprise gouvernementale ; concernant les conséquences de l'absence de programmation de l'Etat, la nécessité d'un bon équilibre entre l'action du Ministre des Affaires économiques et celle du Ministre des Finances, l'insuffisance des statistiques, la nécessité pour l'Etat de garder des relations continues avec l'économie privée, le réexamen des programmes des partis en présence des problèmes économiques du jour) ; pp. 1369 à 1371 ;

VAN BUGGENHOUT (concernant les lacunes dans les propositions de programmation, les problèmes de l'approvisionnement en eau potable et de l'irrigation des terres arables, l'eau nécessaire au fonctionnement des voies navigables, le stockage d'eau, la création de canaux plus larges, la politique portuaire, le coût des dragages au port d'Anvers) ; pp. 1371, 1372 ;

Commerce et industrie. — EXPANSION ECONOMIQUE (suite).

DE WINTER (concernant les conditions que doit remplir la programmation économique, son caractère indicatif, les lacunes dans la programmation en matière d'agriculture et d'industrie alimentaire et en matière de distribution, le pourcentage d'accroissement du revenu national, l'interdépendance entre l'économique et le social, une comparaison entre l'augmentation moyenne des salaires et celle du revenu national brut de 1948 à 1960, la nécessité d'une programmation sociale et d'une programmation financière) ; pp. 1373 à 1375 ;

MARTENS (concernant le caractère vague du programme pour l'agriculture et l'industrie alimentaire, l'insuffisance du cadre de l'Institut économique agricole, la nécessité de certaines reconversions dans l'agriculture, le problème des excédents agricoles, la perte sur les excédents, les conséquences d'un libre accès au marché mondial des produits agricoles) ; pp. 1375, 1376 ;

VAN DEN STORME (concernant le programme des investissements publics, la justification économique des travaux publics, l'insuffisance du programme en matière d'autoroutes, la route E 3, la liaison entre les rives de l'Escaut à Anvers, les emprunts qui pourront être faits par l'intercommunale de la route E 3) ; pp. 1376, 1377.

Reprise de la discussion générale (20 juin 1963).

Discours de MM. DEMARNEFFE (concernant l'établissement d'un plan en vue de déterminer la manière d'assurer la rentabilité des entreprises agricoles, le développement de l'industrie des conserves de fruits et légumes, les investissements prévus pour la construction et la modernisation d'abattoirs, le remembrement et l'assainissement des terres hydromorphes, le problème du niveau des prix agricoles) ; pp. 1435, 1436 ;

HENSKENS (concernant l'augmentation moindre du revenu des agriculteurs, le problème des fermages et des prix des terres, la nécessité d'une rationalisation dans le secteur laitier, les prix des engrais et des machines agricoles) ; pp. 1436, 1437 ;

SPINOY, m.a.éc.é. (concernant l'accueil fait au premier programme économique par le Sénat, les objectifs ; répond aux orateurs et traite notamment de la programmation financière, des mesures envisagées en cas de récession, de la création d'un conseil économique et social, des problèmes de main-d'œuvre, de l'immigration, de la politique des revenus, de la formation de plus de techniciens, des problèmes qui concernent la route E 3, de la situation de l'agriculture, de l'importance des exportations, des besoins en main-d'œuvre de l'économie wallonne, de la programmation sociale) ; pp. 1437 à 1443 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1443.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 97 voix contre 7 et 2 abstentions ; p. 1443.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions.

Doc. — N° 268 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 289 : Rapport de M. Adam.

Ann. — *Discussion générale (16 juillet 1963).*

Discours de M. ADAM, rapp. (précise quelles modifications le projet apporte aux lois d'expansion économique des 17 et 18 juillet 1959 et souligne les effets heureux qu'ont produit ces lois) ; pp. 1461, 1462 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 1462 à 1464.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; pp. 1466, 1467.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.

Ann. — Rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1962. — Transmis par le Directeur général de l'Office ; p. 1471 (23 juillet 1963).

Commerce et industrie (suite).

ORGANISATION DE L'ECONOMIE.

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail.

Doc. — N° 67 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 74 : Rapport de M. Simoens.

Ann. — *Discussion générale* (24 janvier 1963).

Discours de MM. SERVAIS, m.e.t. (concernant l'urgence du projet, sa portée) ; p. 339 ;

TROCLET (concernant la non-éligibilité des travailleurs à domicile occupés par l'entreprise, la discrimination faite à l'égard des travailleurs étrangers) ; p. 339 ;

SERVAIS, m.e.t. (répond à M. TROCLET) ; pp. 339, 340 ;

Observations de M. R. HOUBEN ; p. 339 ;

DEBUCQUOY (concernant la participation des jeunes et des travailleurs étrangers aux élections sociales, l'efficacité des conseils d'entreprise) ; p. 340 ;

R. HOUBEN (concernant la non-éligibilité des travailleurs à domicile, le cas des travailleurs étrangers) ; p. 340 ;

FLAMME (concernant le cas des travailleurs à domicile) ; pp. 340, 341 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (24 janvier 1963).

Art. 1^{er} à 12.

Adoptés sans observations ; pp. 341 à 343.

Vote (24 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 343.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à l'élection de mineurs étrangers en qualité de membres des conseils d'entreprise.

Doc. — N° 114 : Rapport de M. De Block.

Ann. — *Rejet* (20 mars 1963).

Intervention de MM. DE BLOCK et TROCLET ;

L'article unique est rejeté ;

Le projet de loi est rejeté ; pp. 940, 941.

ABUS DE LA PUISSANCE ECONOMIQUE.

Ann. — *Deuxième rapport aux Chambres législatives sur l'application de la loi du 27 mai 1960. — Transmis par le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie ; p. 1450 (16 juillet 1963).*

POIDS ET MESURES.

Proposition de loi portant modification de l'article 4 de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les Poids et Mesures, modifiée par la loi du 1^{er} août 1922 et par l'arrêté royal n° 79 du 28 novembre 1939, pris en vertu des pouvoirs attribués au Roi par la loi du 1^{er} mai 1939.

Doc. — N° 257 : Proposition de loi de M. Vandeputte.

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1450 (16 juillet 1963).*

REGLEMENTATION DU COMMERCE.

FERMETURE DES MAGASINS.

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juin 1960 instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.

Doc. — N° 241 : Proposition de loi de M. Vandeputte.
N° 279 : Rapport de M. Franck.

Ann. — *Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1367 (18 juin 1963).*

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; pp. 1464, 1465.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; p. 1466.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Commerce et industrie (suite).

REPRESENTANTS DE COMMERCE.

Projet de loi fixant le statut des représentants de commerce.

Doc. — N° 185 : Rapport de M. Troclet.

N° 213 : Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 218 : Amendements proposés par M. Flamme.

N° 228 : Amendement proposé par M. Troclet.

N° 229 : Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 230 : Amendement proposé par M. Hambye.

N° 239 : Amendements présentés par la commission.

Ann. — *Discussion générale* (21 mai 1963).

Intervention de MM. le PRESIDENT et HOUGARDY (concernant l'opportunité d'aborder immédiatement la discussion) ; pp. 1125, 1126 ;

Discours de M. HOUGARDY (craint que le manque de précision du texte du projet n'entraîne de nombreux conflits ; concernant les contradictions que contient le projet, le délai prévu à l'article 4, la notion du contact direct ; la nécessité de tenir compte des intérêts du successeur du représentant qui quitte une firme, la confusion à propos de l'article 7, l'indemnité d'éviction ; une nouvelle consultation du Conseil d'Etat au sujet du projet, la suppression de la clause d'arbitrage, l'application de la loi nouvelle avec effet rétroactif) ; pp. 1126 à 1128 ;

Observations de MM. TROCLET, FLAMME et SERVAIS, m.e.t. ; pp. 1126 à 1128.

Reprise de la discussion générale (22 mai 1963).

Discours de MM. TROCLET, rapp. (rappelle la description du voyageur de commerce donnée par Balzac dans « *L'illustre Gaudissart* » ; concernant le rôle indispensable du représentant dans le régime économique actuel, la nécessité d'une législation pour les représentants de commerce, le projet Benelux relatif aux agents commerciaux indépendants, le champ d'application de la loi, l'évolution dans la terminologie, la confusion qu'elle a entraînée dans la doctrine et la jurisprudence, la nécessité d'une analyse des rapports juridiques pour déterminer si l'on est en présence d'un contrat de représentant dépendant ou de représentant indépendant, les critères) ; pp. 1138 à 1142 ;

Observations de M. HOUGARDY ; pp. 1141, 1142 ;

WARNANT (concernant la nécessité de protéger les représentants de commerce, l'établissement d'une terminologie, les trois objectifs à réaliser, la procédure qui a été suivie pour aboutir au projet) ; pp. 1142, 1143 ;

HARMEGNIES (félicite le rapporteur) ; p. 1143 ;

FLAMME (souligne le caractère essentiel de la confiance mutuelle dans les rapports entre représentant et employeur ; concernant le champ d'application de la nouvelle loi, les divergences entre celle-ci et la loi française) ; pp. 1151, 1152 ;

Observations de M. TROCLET ; pp. 1151, 1152 ;

MERCHIERS (concernant la nécessité d'établir le statut des représentants, le projet étudié par une commission de Benelux, la terminologie ; les éléments nouveaux introduits dans la loi : indemnité d'éviction, intérêts courant de plein droit pour les commissions et indemnités dues aux représentants) ; pp. 1152, 1153 ;

R. HOUBEN (concernant la nécessité du projet, la complexité du problème, la diversité entre les représentants de commerce, la difficulté de la définition du contrat, les problèmes de terminologie, la présomption inscrite à l'article 2) ; pp. 1153 à 1155 ;

Observations de MM. TROCLET et le PRESIDENT ; p. 1154 ;

SERVAIS, m.e.t. (demande de pouvoir répondre aux interventions des orateurs au cours de la discussion des articles) ; p. 1155 ;

Observations de MM. HOUGARDY et le PRESIDENT ; p. 1155 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 mai 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Adopté sans observations ; p. 1155.

Art. 2.

Intervention de MM. FLAMME, R. HOUBEN, SERVAIS, HOUGARDY, OBLIN, TROCLET et HAMBYE ; observations de MM. le PRESIDENT, MOREAU de MELEN, VAN HOUTTE, MERCHIERS et VAN HEMELRIJCK ; pp. 1155 à 1162.

**Commerce et industrie. — REPRESENTANTS DE
COMMERCE (suite).**

Reprise de la discussion des articles (28 mai 1963).

Art. 2.

Intervention de MM. HAMBYE, TROCLET, MERCHIER, FLAMME, R. HOUBEN et SERVAIS; observations de MM. HOUGARDY, VANDEKERCKHOVE et le PRESIDENT; le premier amendement de M. TROCLET est retiré; le premier amendement de M. FLAMME est retiré; le second amendement de M. FLAMME est rejeté (vote nominatif); l'amendement de MM. MERCHIER et R. HOUBEN est adopté;

Intervention de MM. R. HOUBEN, SERVAIS, FLAMME et TROCLET; observations de MM. ORBAN et le PRESIDENT; une modification matérielle dans le texte de l'alinéa 3 est adoptée; le passage de l'article, dont M. R. HOUBEN a demandé le rejet, est adopté;

L'ensemble de l'article est adopté dans sa nouvelle rédaction; pp. 1167 à 1172.

Art. 3.

Adopté sans observations; p. 1172.

Art. 4.

Intervention de MM. HOUGARDY, R. HOUBEN, FLAMME, HAMBYE, TROCLET, SERVAIS, le PRESIDENT et SMET; l'amendement de M. FLAMME au 1^{er} alinéa est retiré; l'amendement de M. HOUGARDY au 1^{er} alinéa est adopté; l'amendement de M. FLAMME au 2^e alinéa est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1173 à 1175.

Art. 5.

L'amendement du Gouvernement est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 1175.

Art. 6.

Intervention de MM. HOUGARDY, TROCLET, DE BAECK, R. HOUBEN et SERVAIS; l'amendement de M. HOUGARDY est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1175 à 1177.

Art. 7.

Intervention de MM. SERVAIS, FLAMME, TROCLET, R. HOUBEN, ROLIN et HOUGARDY; observations de M. DE BAECK;

L'article est réservé; pp. 1177 à 1180.

Art. 8.

Intervention de M. ROLIN;

L'article est réservé; p. 1180.

Art. 9.

Adopté sans observations; p. 1180.

Art. 10.

Intervention de M. MERCHIER; le second alinéa de l'article est supprimé;

L'article, ainsi modifié, est adopté; p. 1180.

Art. 11.

Adopté sans observations; p. 1180.

Art. 12.

Intervention de MM. FLAMME, HAMBYE et SERVAIS;

L'article est réservé; pp. 1180, 1181.

Art. 13.

Intervention de MM. HOUGARDY, TROCLET, DE BAECK, HAMBYE et le PRESIDENT;

L'article est réservé; pp. 1181, 1182.

Reprise de la discussion des articles (4 juin 1963).

Art. 7.

Intervention de M. TROCLET; observations de M. HOUGARDY; le premier alinéa de l'article, avec la modification acceptée par le Gouvernement, est adopté; le second alinéa de l'article est adopté;

L'article, modifié, est adopté; pp. 1240, 1241.

Art. 8.

Intervention de M. TROCLET;

L'article est adopté dans le texte nouveau présenté par la commission; p. 1241.

Art. 8bis.

Intervention de MM. SERVAIS et le PRESIDENT; L'article est adopté; de ce fait le deuxième alinéa de l'article 6 tombe; p. 1242.

**Commerce et industrie. — REPRESENTANTS DE
COMMERCE (suite).**

Art. 9.

Intervention de MM. FLAMME et TROCLET; p. 1243.

Art. 12.

Intervention de M. FLAMME; observations de M. TROCLET; l'amendement de M. FLAMME est retiré;

L'article est adopté; pp. 1243, 1244.

Art. 13.

Intervention de MM. HOUGARDY et TROCLET;

L'article est adopté; p. 1244.

Art. 14.

Intervention de MM. MERCHIER, HAMBYE, HOUGARDY, TROCLET, R. HOUBEN et ROLIN; l'amendement de MM. HAMBYE et HENCKAERTS est adopté;

Intervention de MM. SERVAIS et ROLIN; le premier amendement de M. ROLIN est adopté; le second amendement de M. ROLIN est rejeté; l'amendement de M. HAMBYE est adopté;

L'article, amendé, est adopté; pp. 1245 à 1250.

Art. 15.

L'amendement de M. HOUGARDY est retiré;

L'article est adopté; p. 1250.

Art. 16.

Intervention de M. ROLIN;

L'article est adopté, avec une modification de forme; p. 1250.

Art. 17.

Intervention de MM. FLAMME, TROCLET, le PRESIDENT, ROLIN et HAMBYE;

L'article est adopté, après suppression d'un mot; pp. 1250, 1251.

Art. 18.

Intervention de M. FLAMME;

L'article est adopté, après suppression de deux mots; p. 1251.

Art. 19.

Intervention de MM. MERCHIER et TROCLET;

L'article est adopté, après suppression d'un mot; p. 1251.

Art. 20.

Intervention de MM. FLAMME, SERVAIS, TROCLET et MERCHIER; les amendements et l'article sont réservés; pp. 1251, 1252.

Art. 21 à 23

Adoptés sans observations; p. 1252.

Art. 24.

Intervention de MM. HOUGARDY, SERVAIS, ROLIN, FLAMME, HAMBYE et TROCLET;

L'amendement et l'article sont réservés; pp. 1252, 1253.

Reprise de la discussion des articles (5 juin 1963).

Art. 20.

Intervention de MM. FLAMME, TROCLET et le PRESIDENT; l'amendement du Gouvernement est retiré; le premier alinéa de l'article est adopté; le second alinéa est rejeté; le troisième alinéa est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 1260.

Art. 24.

L'article est adopté; p. 1260.

L'amendement de M. HOUGARDY tendant à l'insertion d'un article 24bis est rejeté; p. 1260.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; p. 1261.

Vote (5 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix et une abstention; p. 1261.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi tendant à déterminer le statut des voyageurs et représentants de commerce.

Ann. — Retrait (5 juin 1963).

La proposition de loi est retirée; p. 1261.

Proposition de loi fixant le statut des représentants de commerce.

Ann. — Retrait (5 juin 1963).

La proposition de loi est retirée; p. 1261.

Commerce extérieur. — V. Commerce et Industrie.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives — Sénat.

Commissions spéciales. — V. Chambres législatives — Sénat.

Communes.

CREDIT COMMUNAL.

Projet de loi relatif au contrôle du Crédit Communal de Belgique.
Doc. — N° 157 : Rapport de M. De Man.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; p. 977.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Communications.

AVIATION.

REGIE DES VOIES AERIENNES

Ann. — Rapport de gestion de la Régie relatif à l'exercice 1959. — Transmis par le Ministre des Communications ; p. 190 (11 décembre 1962).

Bulletin relatif aux transferts de crédits opérés au budget de 1962 de la Régie. — Transmis par le Ministre des Communications ; p. 1449 (16 juillet 1963).

CHEMINS DE FER.

S.N.C.B.

Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre des emprunts.

Doc. — N° 32 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 48 : Rapport de M. Adam.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1962.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 289.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix et 1 abstention ; p. 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Ann. — Remplacement de trois membres du Collège de surveillance de la Société nationale des Chemins de fer belges, dont le mandat expire le 31 décembre 1962 ; p. 7 (13 novembre 1962) ; aucune autre candidature n'étant parvenue au Sénat le mandat de MM. Legein, Palate et Mariotte, commissaires sortants, est reconduit ; p. 76 (28 novembre 1962).

Bilan et compte de profits et pertes de la société au 31 décembre 1962. — Transmis par le Ministre des Communications ; p. 1450 (16 juillet 1963).

PARKINGS ET GARAGES.

Proposition de loi relative à l'aide financière accordée par l'Etat à la construction de garages accessibles au public.

Doc. — N° 329 : Proposition de loi de M. Debucquoy.

POSTES

Ann. — Rapport sur l'activité de la Poste pendant l'année 1961, comprenant le rapport sur les résultats de la gestion du service des chèques et virements en compte courant. — Transmis par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones ; p. 7 (13 novembre 1962).

Communications. — V. aussi Affaires étrangères.

Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.

Conférence internationale du Travail. — V. Affaires étrangères/Travail.

Congo. — V. Affaires étrangères.

Conseil d'Etat. — V. Droit public.

Conseils provinciaux. — V. Provinces.

Contingent. — V. Armée.

Contrat d'emploi. — V. Travail.

Contribution foncière. — V. Impôts/Impôts directs. — Revenus.

Cour d'assises. — V. Procédure pénale.

Cour des comptes.

Ann. — Transmission au Sénat et renvoi à la commission des Finances, des délibérations du Conseil des Ministres ; p. 7 (13 novembre 1962) ; p. 42 (27 novembre 1962) ; p. 132 (4 décembre 1962) ; p. 190 (11 décembre 1962) ; p. 239 (18 décembre 1962) ; p. 301 (22 janvier 1963) ; p. 378 (29 janvier 1963) ; p. 520 (12 février 1963) ; p. 590 (19 février 1963) ; p. 662 (26 février 1963) ; p. 758 (5 mars 1963) ; p. 826 (12 mars 1963) ; p. 902 (19 mars 1963) ; p. 975 (28 mars 1963) ; p. 1017 (14 mai 1963) ; p. 1166 (28 mai 1963) ; p. 1449 (16 juillet 1963) ; p. 1471 (23 juillet 1963).

Crédit communal. — V. Communes.

Crédits provisoires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

Cultes.

TRAITEMENTS.

Projet de loi fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant-évangélique, anglican et israélite.

Doc. — N° 318 : Rapport de M. Dua.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (26 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 9.

Adoptés sans observations ; pp. 1646, 1647.

Vote (26 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 1 abstention ; pp. 1648, 1649.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

D

Décès. — V. Chambres législatives — Sénat.

Dégâts causés par le gel. — V. Agriculture.

Délais. — V. Procédure pénale.

Démissions. — V. Chambres législatives — Sénat.

Destructions et dégradations. — V. Droit pénal.

Dette publique. — V. Finances.

Divers. — V. Chambres législatives — Sénat.

Divisions du territoire. — V. Droit public.

Dommages. — V. Affaires africaines.

Douanes et accises. — V. Impôts/Impôts indirects. — V. Affaires étrangères.

Droit civil.

BAUX A LOYER.

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1736, 1757, 1758, 1759 et 1762 du Code civil, relatifs aux baux à loyer.

Doc. — N° 144 : Sous-amendement présenté par le Gouvernement.

Projet de loi tendant à protéger les loyers des habitations modestes.

Doc. — N° 183 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 354 : Rapport de M. Van Hoeylandt.

EPARGNE DE LA FEMME MARIEE ET DU MINEUR.

Projet de loi modifiant la loi du 30 avril 1958, étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.

Doc. — N° 142 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 236 : Rapport de M. Nihoul.

Ann. — Ajournement (6 juin 1963).

Intervention de MM. MERCHIERS et le PRESIDENT;

L'ajournement au mardi suivant est décidé; p. 1308.

Discussion générale (12 juin 1963).

Discours de MM. NIHOUL, rapp. (concernant le vote ayant abouti à l'adoption du projet par la commission de la Justice, l'augmentation du pouvoir pour la femme mariée de gérer seule ses livrets d'épargne par la loi de 1958, le danger de fraude, la portée du projet de loi actuel); p. 1332;

VERMEYLEN, m.j. (concernant la portée du projet, le danger de fraude); pp. 1332, 1333;

VREVEN (craint les fraudes et estime qu'il faudrait limiter le montant des dépôts pouvant être faits par la femme mariée); p. 1333;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 juin 1963).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations; pp. 1333, 1334.

Vote (13 juin 1963).

M. ORBAN justifie son vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix et 18 abstentions; p. 1353.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

RESPONSABILITE CIVILE.

NAVIRE NUCLEAIRE.

Projet de loi relatif à la responsabilité de l'exploitant d'un navire nucléaire.

Doc. — N° 309 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 344 : Rapport de M. Lilar.

Ann. — *Discussion générale* (31 juillet 1963).

Discours de MM. LILAR, rapp. (concernant la notion de la responsabilité objective, la nécessité de donner au Gouvernement la faculté d'interdire l'accès des eaux territoriales ou intérieures belges à tout navire à propulsion nucléaire, la nécessité de régler la durée du recours des victimes et de la prescription); pp. 1751, 1752;

Droit civil. — RESPONSABILITE CIVILE (suite).

NAVIRE NUCLEAIRE (suite).

Observations de MM. HOUSIAUX, ROLIN, MOREAU de MELEN et VERMEYLEN, m.j.;

NIHOUL (concernant la compétence exclusive donnée au tribunal civil d'Anvers); p. 1752;

de STEXHE (concernant la portée de la responsabilité objective); p. 1752;

LILAR (concernant le principe de la responsabilité objective); p. 1752;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (31 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; pp. 1752, 1753.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix contre 1 et 3 abstentions; pp. 1773, 1774.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SUCCESSIONS.

Proposition de loi modifiant l'article 776 du Code civil.

Doc. — N° 112 : Proposition de loi de M. Van Laeys.

N° 165 : Rapport de M. Nihoul.

N° 197 : Rapport complémentaire de M. Nihoul.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 663 (26 février 1963).

Discussion générale et renvoi en commission (4 avril 1963).

Discours de MM. VAN LAEYS (demande si la proposition sera également d'application pour la femme mariée sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts); p. 1010;

NIHOUL, rapp. (estime que le pouvoir prévu dans la proposition ne devrait être donné qu'à la femme mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple); p. 1010;

Intervention de M. VERMEYLEN, m.j. (qui demande le renvoi en commission); p. 1010;

Le renvoi en commission est décidé.

Plus de discussion générale.

Discussion des articles (21 mai 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; p. 1124.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents; pp. 1150, 1151.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Droit commercial.

CHEQUE.

Projet de loi portant modification de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.

Doc. — N° 59 : Rapport de M. Coppens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (22 janvier 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; p. 314.

Vote (24 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 343.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

REGISTRE DU COMMERCE.

Projet de loi modifiant la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce et l'article 217 du Code civil.

Doc. — N° 117 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 193 : Rapport de M. Nihoul.

N° 249 : Amendement présenté par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

Ann. — *Discussion générale* (6 juin 1963).

Intervention de MM. VERMEYLEN, m.j. (qui propose la remise de la discussion) et le PRESIDENT; pp. 1303, 1304;

La discussion générale est close.

Droit commercial. — REGISTRE DU COMMERCE (suite).

Discussion des articles (6 juin 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 16.

Adoptés sans observations; pp. 1304 à 1307.

Art. 17.

L'amendement du Gouvernement, proposant un texte nouveau pour cet article, est adopté; p. 1307.

Art. 18 à 21.

Adoptés sans observations; p. 1307.

L'article 17, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1307.

Vote (11 juin 1963).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 126 membres présents; p. 1315.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Droit international privé. — V. Affaires étrangères.**Droit pénal.****ABANDON DE FAMILLE.**

Projet de loi concernant l'abandon de famille.

Doc. — N° 56: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 121: Rapport de M. Van Bogaert.

N° 122: Amendement proposé par M. Van Cauwelaert.

Ann. — Discussion générale (21 mars 1963).

Discours de MM. VAN BOGAERT, rapp. (résumé les caractéristiques principales du projet); pp. 965, 966;

VERMEYLEN, m.j. (concernant la traduction d'un mot); p. 966;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mars 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. VAN CAUWELAERT, VERMEYLEN, VAN BOGAERT et HAMBYE; l'amendement de M. VAN CAUWELAERT et l'article sont réservés; pp. 966 à 970.

Art. 2 à 4.

Adoptés sans observations; pp. 970, 971.

Reprise de la discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er}.

L'amendement de M. VAN CAUWELAERT est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 996 à 998.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

ANORMAUX.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux.

Doc. — N° 256: Rapport complémentaire de Mme Beeckman-Vve Vandervelde et de M. Rolin.

Ann. — Discussion générale (20 juin 1963).

Discours de M. ROLIN, rapp. (rend hommage à Mme Vandervelde qui était rapporteur; commente les principales dispositions du projet); pp. 1427, 1428;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (20 juin 1963).

Intervention de M. ROLIN;

Le Sénat marque son accord concernant les corrections de pure forme qui sont proposées;

L'article est adopté; pp. 1428 à 1434.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; pp. 1434, 1435.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Droit pénal (suite).**COMBATS DE BOXE.**

Proposition de loi interdisant les combats et exhibitions de boxe.

Ann. — Retrait de la proposition de loi; p. 43 (27 novembre 1962).

DESTRUCTIONS ET DEGRADATIONS.

Projet de loi modifiant le Code pénal et la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Doc. — N° 182: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 215: Rapport de M. De Baeck.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du projet de loi modifiant la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les autorités provinciales ou communales.

Discussion des articles (30 mai 1963).

Intervention de M. DE BAECK, rapp.; p. 1220.

Art. 1^{er} à 11.

Adoptés sans observations; pp. 1220 à 1227.

Vote (30 mai 1963).

MM. ROLIN, VERSE, L. DESMET, DEHOUSSE et DUVIEUSART justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 13 et 6 abstentions; pp. 1222 à 1226.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FRAUDE — ESCROQUERIE.

Projet de loi insérant au Code pénal un article 508ter, en vue de réprimer les fraudes commises par approvisionnement des véhicules en carburant et abrogeant l'alinéa 3 de l'article 508bis du même Code.

Doc. — N° 312: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

MAISONS D'HEBERGEMENT.

Projet de loi organisant le contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement.

Doc. — N° 311: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PEINES.

Projet de loi modifiant la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les autorités provinciales ou communales.

Doc. — N° 179: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 201: Rapport de M. de Stexhe + Annexe.

N° 226: Amendement proposé par M. Toussaint.

Ann. — Discussion générale (29 mai 1963).

Discussion générale jointe de trois autres projets relatifs au « maintien de l'ordre ».

Discours de MM. SIMOENS, rapp. (concernant la définition de l'ordre, l'ordre économique, les infractions à l'ordre établi, la suffisance de la législation existante pour le maintien de l'ordre, le droit de grève et le droit au travail); pp. 1186, 1187;

Observations de M. GILLON; p. 1186;

HOUSIAUX, rapp. (concernant le remaniement des projets initiaux, le libre exercice du droit de grève); p. 1187;

VANAUDENHOVE (rappelle le passage de la déclaration gouvernementale consacré au maintien de l'ordre; concernant l'insuffisance de la législation existante pour le maintien de l'ordre, les violences commises lors des grèves de 1960 et 1961, l'augmentation de la taxe de transmission, l'existence d'une législation sur l'état d'urgence dans les démocraties occidentales, la proposition de loi du P.L.P. sur l'état d'urgence, l'absence d'examen de la proposition par la commission de l'Intérieur, le réveil du P.S.C. après le dépôt de cette proposition, l'opposition de la F.G.T.B. aux projets, le projet relatif à la réquisition des services communaux de police par les gouverneurs, son réexamen, l'inefficacité du projet 420 amendé, la protection de la liberté du travail, la fausse sécurité créée par les projets); pp. 1187 à 1193;

Droit pénal. — PEINES (suite).

Observations de MM. LEMAL, VAN CAUWENBERGHE, HARMEGNIES, le PRESIDENT, LAUWEREINS, SLEDSSENS, DE BAECK, GILLON, VAN CAUWELAERT, ROLIN, A. GILSON, m.i.f.p., VERMEYLEN, m.j., et SERVAIS, m.e.t.; pp. 1187 à 1193;

MERCHERS (concernant l'extinction des peines encourues par des grévistes, l'abandon du projet relatif à la réquisition de services communaux, l'opposition socialiste aux projets, le droit de grève, l'inefficacité du projet relatif aux prestations d'intérêt public en temps de paix, la fixation des besoins vitaux par les commissions paritaires, le cas de carence d'une commission paritaire, la suppression de l'article 5 de la loi du 10 août 1948; la protection de la liberté du travail); pp. 1193 à 1195;

HARMEGNIES (concernant la priorité de projets de loi du Gouvernement sur les propositions d'initiative parlementaire en commission, les propositions de lois de M. GILLON); pp. 1195, 1196;

Observations de MM. le PRESIDENT, ROLIN et LEYENEN; pp. 1195, 1196;

VANAUDENHOVE (concernant les propositions de lois du P.L.P., l'absence d'interventions d'orateurs P.S.C.); p. 1196;

Observations de MM. HARMEGNIES, DEHOUSSE et DE BLOCK; p. 1196;

GILLON (concernant la promesse du P.S.C. de rendre impossible le retour de troubles comme ceux de 1960 et 1961, la proposition de loi sur l'état d'urgence, le démantèlement des projets du Gouvernement); pp. 1196, 1197;

ROOSENS (concernant l'impuissance du Gouvernement à résoudre de grands problèmes, l'inutilité des projets, le doublement de peines, le danger de la législation nouvelle pour des manifestations ordinaires, l'effacement des peines encourues pendant les grèves de 1960 et 1961); pp. 1197, 1198;

Observations de MM. GILLON et DE BAECK; p. 1198;

VANAUDENHOVE (demande que le Ministre de l'Intérieur lui réponde); pp. 1198, 1199;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant le retard dans le dépôt des projets, le contenu des projets, les propositions du P.L.P., la notion de violence, le renoncement au principe de la détention préventive, la dissociation du projet n° 421 des autres projets, les objections formulées à l'égard du projet n° 421); pp. 1199 à 1201;

Observations de M. VANAUDENHOVE; pp. 1199 à 1201;

Intervention de MM. MERCHERS et SERVAIS, m.e.t.; p. 1201;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (29 mai 1963).

Intervention de M. TOUSSAINT; observations de MM. A. GILSON, DELMOTTE et HOUSIAUX; p. 1202.

Ajournement (29 mai 1963).

Intervention de MM. GILLON, le PRESIDENT, HOUSIAUX, ROLIN, DE BAECK et de STEXHE;

La proposition de M. ROLIN tendant à lever la séance est adoptée; p. 1203.

Reprise de la discussion de l'article unique (30 mai 1963).

Intervention de MM. le PRESIDENT, DE BAECK, CROMMEN, GILLON, HOUSIAUX, A. GILSON et de STEXHE; l'amendement de M. TOUSSAINT est retiré;

Intervention de MM. le PRESIDENT et TOUSSAINT (qui dépose un nouvel amendement); ce nouvel amendement est rejeté (vote nominatif);

L'article unique est adopté; pp. 1207 à 1214.

Vote (30 mai 1963).

MM. ROLIN, VERSE, L. DESMET, DEHOUSSE et DUVIEUSART justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 12 et 9 abstentions; pp. 1222 à 1224.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PROBATION.

Projet de loi concernant le sursis et la probation.

Doc. — N° 355: Rapport de M. Housiaux + Annexe.

Droit pénal (suite).**REHABILITATION.**

Projet de loi relatif à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale.

Doc. — N° 38: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 186: Rapport de M. Vandekerckhove.

N° 205: Amendement proposé par M. Vandekerckhove.

Ann. — *Discussion générale (21 mai 1963).*

Discours de M. VANDEKERCKHOVE, rapp. (concernant la portée du projet, les mesures transitoires); p. 1120;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mai 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 20.

Adoptés sans observations; pp. 1120 à 1123.

Art. 21.

L'amendement de M. VANDEKERCKHOVE est adopté;

L'article, amendé, est adopté; p. 1124.

Art. 22.

Adopté sans observations; p. 1124.

L'article 21, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1124.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents; pp. 1150, 1151.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés.

Doc. — N° 186: Rapport de M. Vandekerckhove.

La proposition de loi devient sans objet par suite de l'adoption du projet de loi relatif à l'effacement des condamnations et à la réhabilitation en matière pénale (voir: Rapport — Doc. n° 186, p. 10).

ROULAGE.

Projet de loi relatif au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs, et modifiant la loi du 1^{er} août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage, l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Doc. — N° 68: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 209: Rapport de MM. Dekeyzer et Renquin + Annexe.

N° 219: Amendements proposés par M. Merchiers.

N° 220: Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 221: Amendements proposés par M. Hambye.

N° 224: Amendement proposé par M. Henckaerts.

Ann. — *Discussion générale (5 juin 1963).*

Discours de MM. HAMBYE (concernant les mesures prises pour lutter contre la multiplication des accidents de roulage, les modifications du règlement sur le roulage, la signalisation, la répression plus adéquate et plus rapide des infractions, l'importance de la prévention, la perception d'amendes immédiatement après l'infraction; estime que le projet n'apporte pas de solution au problème qu'il veut résoudre; concernant les mesures transitoires, les conditions d'octroi du permis dans le régime définitif, le coût de la mise en œuvre du système, son inefficacité); pp. 1256 à 1258;

COPPENS (concernant l'obtention du permis par des invalides et handicapés, l'obligation de prévoir un deuxième chauffeur pour les transports routiers à longue distance); p. 1258;

DE BLOCK (concernant la nécessité d'une politique routière rationnelle, l'inspection des véhicules, l'importance d'une signalisation routière adéquate, la priorité de droite, la limitation de la vitesse, la formation des conducteurs, l'examen psychotechnique des conducteurs de cars et camions, l'âge minimum pour l'obtention du permis de conduire, l'édition d'une brochure illustrée sur le Code de la route); pp. 1258 à 1260;

Observations de MM. DE WINTER et BERTRAND, m.c., pp. 1259, 1260;

MERCHERS (se déclare satisfait de voir introduire le permis de conduire; concernant les mesures transitoires, le régime définitif, l'absence d'une épreuve pratique de conduite, les modalités de délivrance des licences d'apprentissage); p. 1262;

Droit pénal. — ROULAGE (suite).

GOOSSENS (concernant l'inclusion du Code de la route dans le programme de l'enseignement, les connaissances à exiger des conducteurs, l'intitulé du projet, la limitation de la vitesse) ; p. 1263 ;

BERTRAND, m.c. (concernant l'augmentation du nombre d'accidents, l'incidence du comportement des conducteurs, la place du projet dans l'ensemble de la politique de la circulation, le régime transitoire prévu dans le projet, les statistiques relatives aux accidents de roulage en Belgique et dans les pays voisins, l'exigence d'une épreuve pratique sur la connaissance du Code de la route pour l'obtention du permis après la période transitoire, la licence d'apprentissage, le problème des handicapés, les formalités administratives et les frais de délivrance du permis, le contrôle technique des véhicules, la réglementation de la circulation routière, la signalisation, la répression plus sévère des infractions) ; pp. 1263 à 1266.

Reprise de la discussion générale (6 juin 1963).

Discours de M. TRAPPENIERS (souligne l'effet psychologique de l'instauration du permis et les avantages du projet) ; pp. 1280, 1281 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 juin 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. HAMBYE, BERTRAND et FLAMME ; les trois parties de l'amendement de M. HAMBYE sont successivement rejetées, le dernier alinéa de l'amendement de M. HAMBYE tombe ;

L'article est adopté ; pp. 1281 à 1283.

Art. 2.

Intervention de MM. MERCHIEERS, HAMBYE, GOOSSENS, BERTRAND et DE BLOCK ; observations de M. ORBAN ; l'amendement de M. MERCHIEERS au paragraphe 1^{er} est rejeté ; l'amendement du Gouvernement au paragraphe 1^{er} est adopté ; l'amendement de M. HAMBYE au paragraphe 1^{er} est rejeté ;

La première partie de l'article est adoptée ; pp. 1284 à 1288, 1290 à 1294 ;

L'amendement de MM. HENCKAERTS et HAMBYE au paragraphe 2 est rejeté ; l'amendement de M. MERCHIEERS au paragraphe 2 est retiré ; intervention de MM. HAMBYE, le PRESIDENT et BERTRAND ;

Le paragraphe 2 est adopté ; p. 1294 ;

L'amendement de M. HAMBYE au paragraphe 3 est retiré ; intervention de M. MERCHIEERS (concernant la modification d'un mot dans le texte néerlandais du paragraphe 3) ;

Le paragraphe 3, modifié, est adopté ; pp. 1294, 1295 ;

Le paragraphe 4 est adopté ; p. 1295 ;

Intervention de MM. HAMBYE et BERTRAND ; l'amendement de M. HAMBYE est rejeté ;

Le paragraphe 5 est adopté ; p. 1295 ;

Le paragraphe 6 est adopté ; p. 1295 ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1295.

Art. 3.

Adopté sans observations ; pp. 1295, 1296.

Art. 4.

Intervention de MM. HAMBYE, BERTRAND, MERCHIEERS et DE BLOCK ;

L'article est réservé ; p. 1296.

Art. 5.

Adopté sans observations ; pp. 1296, 1297.

Art. 6.

Intervention de MM. HAMBYE et VERMEYLEN, m.j. ; l'amendement de M. HAMBYE est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 1297, 1298.

Art. 4 (réservé).

Intervention de MM. BERTRAND et HAMBYE ; p. 1299.

Art. 7.

Intervention de MM. le PRESIDENT, VERMEYLEN et HAMBYE ; observations de M. R. HOUBEN ; l'amendement de M. HAMBYE est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 1299 à 1301.

Art. 8 à 10.

Adoptés sans observations ; pp. 1301, 1302.

Intervention de MM. HAMBYE et VERMEYLEN ; l'amendement de M. HAMBYE tendant à l'insertion d'un article 10bis est rejeté ; p. 1302.

Droit pénal. — ROULAGE (suite).

Art. 11 et 12.

Adoptés sans observations ; p. 1303.

L'amendement de M. HAMBYE proposant un article 13, tombe ; p. 1303.

Reprise de la discussion des articles (11 juin 1963).

Art. 4 (réservé).

Intervention de M. VERMEYLEN ;

L'article est adopté ; p. 1314.

Vote (11 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix contre 4 et 12 abstentions ; p. 1315.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Droit public.**CONSEIL D'ETAT.**

Projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

Doc. — N° 128 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 322 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.

Doc. — N° 274 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 278 : Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Discussion générale (16 juillet 1963).

Discours de MM. A. GILSON, m.i.f.p. (concernant la portée du projet : permettre l'aménagement des chambres françaises et flamandes) ; p. 1454 ;

ROLIN (concernant l'abrogation de la loi du 24 juin 1960, le rôle du Conseil d'Etat comme Cour constitutionnelle du Congo) ; p. 1454 ;

A. GILSON, m.i.f.p., (répond que le projet ne tend à abroger que l'article 6 de la loi du 24 juin 1960) ; pp. 1454, 1455 ;

Intervention de MM. le PRESIDENT et SLEDSSENS ; p. 1455 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations ; pp. 1455, 1456.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; pp. 1466, 1467.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PRESENTATION DE CANDIDATS.

Présentation de candidats à une place de Conseiller vacante au Conseil d'Etat par suite de l'admission à l'éméritat de M. le Président Vauthier.

Doc. — N° 233 : Liste des candidats.

Ann. — Le Sénat décide de procéder à la présentation de la liste de ses candidats à une place de conseiller vacante lors d'une prochaine séance ; p. 1072 (16 mai 1963) ; la présentation aura lieu le jeudi 30 mai ; p. 1167 (28 mai 1963) ; M. ROLIN demande d'ajourner cette présentation au mardi suivant ; le Sénat accepte ; p. 1213 (30 mai 1963).

Scrutin sur la présentation de trois candidats (4 juin 1963).

Mme Ciselet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamée premier candidat ; M. Deckmijn, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé deuxième candidat ; Mlle Bourquin, ayant obtenu la majorité des suffrages, est proclamée troisième candidat ; p. 1242.

TRAITEMENTS.

Projet de loi modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Doc. — N° 353 : Exposé des motifs et projet de loi.

DIVISIONS DU TERRITOIRE.

Proposition de loi relative au dédoublement du canton électoral de Hasselt.

Doc. — N° 26 : Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; pp. 150, 151.

Droit public. — DIVISIONS DU TERRITOIRE (suite).

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 165.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant la loi du 8 novembre 1962 modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Doc. — N° 208 : Proposition de loi de M. Baltus.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1367 (18 juin 1963).

Proposition de loi modifiant la loi du 8 novembre 1962, modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative et la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

Doc. — N° 269 : Proposition de loi de M. Baltus.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1450 (16 juillet 1963).

LOIS ELECTORALES.**ELECTIONS LEGISLATIVES ET PROVINCIALES.**

Proposition de loi portant adaptation du nombre des Représentants ainsi que du nombre des Sénateurs, directs et provinciaux, au chiffre de la population tel qu'il résulte du recensement du 31 décembre 1961, compte tenu de la loi du 8 novembre 1962 en ce qu'elle apporte des modifications aux limites de provinces et d'arrondissements.

Doc. — N° 107 : Proposition de loi de M. Leynen + Annexes.

Ann. — Prise en considération. — Intervention de MM. ROLIN, HARMEGNIES et DEHOUSSE. — Renvoi en commission ; p. 758 (5 mars 1963).

NATIONALITE.

Projet de loi relatif à la naturalisation.

Doc. — N° 168 : Exposé des motifs et projet de loi.

REVISION DE LA CONSTITUTION.

Proposition de déclaration de revision des articles 50, 3°, et 56, 4°, de la Constitution.

Doc. — N° 242 : Proposition de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1367 (18 juin 1963).

Proposition de déclaration de revision de l'article 6, alinéa 2 de la Constitution.

Doc. — N° 258 : Proposition de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1450 (16 juillet 1963).

Proposition de déclaration de revision de l'article 20 de la Constitution.

Doc. — N° 346 : Proposition de M. Hougardy.

Droits d'enregistrement. — V. Impôts/Impôts indirects.**Droits d'entrée. — V. Impôts/Impôts indirects. — Douanes et accises.****Droits de timbre. — V. Impôts/Impôts indirects.****Droits et devoirs des époux. — V. Droit civil.****E****Ecole militaire. — V. Armée.****Education physique. — V. Hygiène et santé.****ELDO — V. Affaires étrangères/Engins spatiaux.****Elections législatives et provinciales. — V. Droit public/Lois électorales.****Enfance et jeunesse.**

Proposition de loi accordant des subventions à certains mouvements de jeunesse postsecondaires.

Doc. — N° 253 : Proposition de loi de M. Simoens.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1450 (16 juillet 1963).

CINEMA.

Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Doc. — N° 244 : Proposition de loi de M. Gendebien.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1367 (18 juin 1963).

Engins spatiaux (ELDO) — V. Affaires étrangères.**Enseignement.****ENSEIGNEMENT AGRICOLE.**

Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 15 novembre 1919 réglant l'enseignement agricole.

Doc. — N° 174 : Proposition de loi de M. Sobry.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1018 (14 mai 1963).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Projet de loi modifiant l'article 30 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957.

Doc. — N° 124 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 et modifiées par la loi du 29 mai 1959, et tendant à la création d'établissements d'éducation préscolaire.

Doc. — N° 352 : Proposition de loi de M. Moureaux.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur les universités de l'Etat et la loi du 12 août 1911 sur les universités de Bruxelles et de Louvain et concernant l'essaiage des candidatures.

Doc. — N° 127 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 8 (13 novembre 1962).

Proposition de loi autorisant l'Institut supérieur de Commerce de Bruxelles et le « Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen » d'Ixelles à délivrer les diplômes de candidat et de licencié en sciences administratives.

Doc. — N° 46 : Proposition de loi de M. Moureaux.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 302 (22 janvier 1963).

Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, en vue de modifier le programme des études conduisant au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Doc. — N° 286 : Proposition de M. Lahaye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1668 (30 juillet 1963).

Enseignement. — ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (suite).**MEDECINS SPECIALISTES.**

Proposition de loi concernant l'institution du grade de médecin spécialiste et l'organisation de l'enseignement en médecine spécialisée par les universités.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 8 (13 novembre 1962).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Proposition de loi fixant les conditions d'admission aux écoles spéciales d'ingénieurs techniques, le programme des études à ces écoles et les conditions de collation du grade et de la délivrance du diplôme d'ingénieur technique.

Doc. — N° 39: Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 302 (22 janvier 1963).

FONDS DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES.

Ann. — Rapport sur l'utilisation des crédits de ce Fonds au cours de l'exercice 1962. — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture; p. 975 (28 mars 1963).

FONDS DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Ann. — Rapport sur l'utilisation des crédits de ce Fonds au cours de l'exercice 1962. — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture; p. 1003 (4 avril 1963).

LANGUES.

Projet de loi portant création d'une Commission Nationale pour la promotion de l'enseignement de la seconde langue.

Doc. — N° 141: Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 276: Rapport de M. Lauwereins.

Ann. — Discussion générale (16 juillet 1963).

Discours de M. LAUWEREINS, rapp. (attire l'attention sur l'excellent esprit dans lequel la commission de l'Education nationale a discuté ce projet); p. 1464;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations; p. 1464.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 129 voix contre 8 et 1 abstention; p. 1465.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi concernant le régime linguistique dans l'enseignement.
Doc. — N° 292: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 300: Rapport de M. Lauwereins.

N° 301: Amendements proposés par M. Duvieusart.

N° 302: Amendement proposé par M. Duvieusart.

N° 317: Amendement proposé par M^{lle} Wibaut.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Discussion des articles (25 juillet 1963 — après-midi).

Art 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; p. 1590.

Art. 5.

Intervention de MM. MACHTENS, VAN ELSLANDE, m.c. adj. é.n., DUVIEUSART et LAROCK, m.é.n.c.;

L'article est adopté; pp. 1590, 1592.

Art. 6

Adopté sans observations; p. 1592.

Art. 7.

Intervention de MM. DUVIEUSART, VAN CAUWELAERT, VANDEKERKHOVE, LAROCK, de STEXHE, JANNE, PHILIPS, VAN ELSLANDE, POPY, NIHOUL et TOUSSAINT; l'amendement de M. DUVIEUSART est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. VAN ELSLANDE, le PRESIDENT et LAUWEREINS;

Après rectification d'une erreur matérielle dans le texte néerlandais, l'article est adopté; pp. 1592 à 1599.

Enseignement. — LANGUES (suite).

Art. 8.

Adopté sans observations; p. 1599.

Art. 9

Intervention de MM. LEYNEN, NOEL et LAROCK;
L'article est adopté; pp. 1599, 1600.

Art. 10.

L'amendement de M. DUVIEUSART est rejeté;
L'article est adopté; p. 1600.

Art. 11.

Adopté sans observations; p. 1600.

Art. 12.

Intervention de MM. DUVIEUSART et LAROCK;
L'article est adopté; p. 1601.

Art. 13.

Intervention de MM. NOEL et LAROCK;
L'article est adopté; p. 1601.

Art. 14.

L'amendement de M. DUVIEUSART tombe;
L'article est adopté; p. 1601.

Art. 15 à 19.

Adoptés sans observations; pp. 1601, 1602.

Art. 20.

Interventions de M. DE BLOCK et M^{lle} WIBAUT; observations de M. DUVIEUSART; pp. 1602 à 1604.

Reprise de la discussion des articles (26 juillet 1963 — après-midi).

Art. 20 (suite).

Intervention de MM. JANNE, DE BOODT, NIHOUL et LAROCK; l'amendement de M^{lle} WIBAUT et consorts est retiré;

Intervention de MM. HOUGARDY, SLESENS, LAROCK, LAUWEREINS, GODIN, ROLIN et ADAM;
L'article est adopté; pp. 1624 à 1629.

Art. 21 à 25.

Adoptés sans observations; p. 1629.

Vote (26 juillet 1963 - après-midi).

MM. DE BAECK et ROLIN justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 17 et 7 abstentions; pp. 1632, 1633.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Enseignement. — V. aussi Affaires africaines.**Epargne.****PRETS D'EQUIPEMENT MENAGER.**

Proposition de loi accordant la garantie de l'Etat et mettant à charge de celui-ci tout ou partie des intérêts dus par des particuliers ayant contracté un emprunt d'équipement ménager auprès d'un établissement d'épargne agréé à cette fin par l'Etat.

Doc. — N° 82: Proposition de loi de M. Smet.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 438 (5 février 1963).

Epargne. — V. aussi Droit civil/Epargne de la femme mariée et du mineur.**(ESRO) Organisation européenne de recherches spatiales. — V. Affaires étrangères.****Etrangers.**

Proposition de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.

Doc. — N° 118: Rapport de M. De Baeck.

N° 136: Amendement proposé par M. Rolin au texte présenté par la commission.

N° 154: Amendements proposés par M. Troclet au texte présenté par la commission.

N° 155: Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

N° 158: Texte adopté en 1^{re} lecture.

N° 159: Amendements présentés par la commission de la Justice au texte adopté en 1^{re} lecture.

Etrangers (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 mars 1963).

Intervention de MM. ROLIN et VERMEYLEN, m.j.; p. 960;
Le Sénat prend comme base de la discussion le texte présenté par M. ROLIN; p. 960;

Intervention de MM. TROCLET, DE BAECK, VERMEYLEN, le PRESIDENT et ROLIN; le premier amendement modifié de M. TROCLET à l'article 2 de la loi du 28 mars 1952 est adopté;

Intervention de MM. TROCLET, VERMEYLEN, DE BAECK et ROLIN; le second amendement de M. TROCLET est retiré;

L'article 2 (nouveau) de la loi du 28 mars 1952 est adopté; pp. 960 à 963;

Observations de MM. TROCLET, VERMEYLEN et DE BAECK; l'amendement de M. TROCLET est retiré;

L'article 3 (nouveau) de la loi du 28 mars 1952 est adopté; p. 963;

Intervention de MM. VERMEYLEN, ROLIN, DE BAECK et TROCLET; l'amendement de M. TROCLET est retiré;

Le texte de l'article 4 de la loi du 28 mars 1952, proposé par le Gouvernement est adopté; pp. 963, 964;

Observations de MM. VERMEYLEN, DE BAECK et TROCLET; les paragraphes a, b et c de l'amendement de M. TROCLET sont adoptés;

Intervention de MM. TROCLET, VERMEYLEN, HAMBYE, DE BAECK et ROLIN; le paragraphe d de l'amendement de M. TROCLET est retiré;

Le texte de l'article 5 de la loi du 28 mars 1952, proposé par le Gouvernement, est adopté; pp. 964, 965;

Une modification à l'article 10 de la loi du 28 mars 1952 est adoptée; p. 965;

La proposition est renvoyée en commission pour la toilette du texte; p. 965.

Vote de l'article unique en seconde lecture (28 mars 1963).

Les textes amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés; pp. 998, 999.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents; pp. 999, 1.000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Exemptions. — V. Impôts/Impôts directs. — Revenus.**Exequatur. — V. Affaires étrangères/Droit international privé.****Expansion économique. — V. Commerce et Industrie.****F****Fermeture des magasins. — V. Commerce et Industrie/Réglementation du commerce.****Finances.****COMPTABILITE DE L'ETAT.**

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 92: Rapport de M. L. Desmet.

Ann. — *Rejet* (12 février 1963).

L'article 1^{er} est rejeté;

Le projet de loi est rejeté; pp. 528, 529.

Projet de loi modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 264: Projet amendé par la Chambre des Représentants. N° 270: Rapport de M. Leemans.

Ann. — Projet amendé par la Chambre des Représentants; p. 1366 (18 juin 1963).

Pas de discussion générale.

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 81.

Adoptés sans observations; pp. 1412 à 1422.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CREDITS PROVISOIRES.

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1963.

Doc. — N° 60: Rapport de M. Godin.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 6.

Adoptés sans observations; pp. 290 à 292.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions; pp. 293, 294;

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1963.

Doc. — N° 149: Rapport de M. Godin.

Ann. — *Discussion générale* (28 mars 1963).

Discours de MM. GODIN, rapp. (concernant la portée du projet); p. 976;

HOUGARDY (concernant l'incidence de la revalorisation des traitements des enseignants sur l'équilibre du budget, les mesures prises pour éviter les gaspillages et doubles emplois en matière de frais de fonctionnement et d'équipement); p. 976;

DEQUAE, m.f. (répond à M. HOUGARDY); p. 976;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; pp. 976, 977.

Intervention de M. le PRESIDENT (qui espère qu'à l'avenir tous les budgets seront déposés à temps); p. 977.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 11 et 1 abstention; p. 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1962 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1961 et antérieurs.

Doc. — N° 6: Exposé des motifs et projet de loi.

N° 27: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 36: Amendements présentés par le Gouvernement.

N° 43: Rapport de M. Wiard.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes Extraordinaires pour l'exercice 1963.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Intervention de M. WIARD, rapp. (qui rectifie une erreur matérielle); p. 278.

Discussion des articles du tableau (19 décembre 1962).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 278.

Discussion des articles du projet de loi (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 35.

Adoptés sans observations; pp. 278 à 287.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions; pp. 293, 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant premier ajustement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1962.

Doc. — N° 43: Rapport de M. Wiard.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT (suite).**CREDITS SUPPLEMENTAIRES (suite).***Discussion des articles (19 décembre 1962).**Art. 1^{er} à 5.*

Adoptés sans observations ; pp. 277, 278.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 105 voix contre 7 et 7 abstentions ; pp. 293, 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS.*Projet de loi contenant le règlement définitif du budget 1959 et des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1959 ou pour des années antérieures.*

Doc. — N° 91 : Rapport de M. Scolaert.

Ann. — *Discussion générale* (12 février 1963).

Discours de MM. SCOKAERT, rapp. (concernant les résultats de l'application de la loi du 16 mars 1954 sur le contrôle des parastataux, les lacunes de cette loi, les retards dans la présentation des comptes, le statut du personnel des parastataux) ; pp. 529, 530 ;

DERUELLES, m.adj.f. (répond à M. SCOKAERT) ; p. 530 ; La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (12 février 1963).

Les articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 530.

*Discussion des articles du projet de loi (12 février 1963).**Art. 1^{er} à 19.*

Adoptés sans observations ; pp. 530 à 535.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DETTE PUBLIQUE.

Ann. — Rapport sur les opérations d'amortissement de la dette publique effectuées en 1962. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 1449 (16 juillet 1963).

CAISSE D'AMORTISSEMENT.

Ann. — Compte de gestion de la caisse pour l'année 1961. — Transmis par le Premier Président de la Cour des Comptes ; p. 7 (13 novembre 1962).

Compte de gestion de la caisse pour l'année 1962. — Transmis par le Premier Président de la Cour des Comptes ; p. 1449 (16 juillet 1963).

FONDS DE DOTATION POUR LE FINANCEMENT DES PENSIONS DE GUERRE.*Projet de loi modifiant le montant et la durée des annuités versés au Fonds de dotation qui assure le financement des pensions de guerre.*Doc. — N° 119 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 137 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (20 mars 1963).**Art. 1^{er} à 4.*

Adoptés sans observations ; p. 942.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 7 et 1 abstention ; p. 951.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ORGANISMES ET SERVICES DECLARES NULS.

Ann. — Rapports rédigés par le Comité de liquidation pour le deuxième semestre 1962. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 826 (12 mars 1963).

Finances (suite).**ORGANISMES PUBLICS DE CREDIT.***Projet de loi habilitant certains organismes publics de crédit à consentir des ouvertures de crédit et des prêts à l'aide de fonds mis à leur disposition par l'Etat ou par des tiers.*

Doc. — N° 113 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (20 mars 1963).**Art. 1^{er} et 2.*

Adoptés sans observations ; pp. 942, 943.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 7 et 1 abstention ; p. 951.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Finances. — V. aussi Affaires étrangères.**Finances provinciales et communales. — V. Provinces.****Fonds agricole. — V. Agriculture.****Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre. — V. Finances.****Fonds des Constructions scolaires. — V. Enseignement.****Fonds d'Investissement agricole. — V. Agriculture.****Fonds monétaire international. — V. Affaires étrangères/Finances.****Force de frappe. — V. Affaires étrangères/Pacte Atlantique.****Forces armées. — V. Affaires étrangères.****Fraude — Escroquerie. — V. Droit pénal.****G****Garages. — V. Communications/Parkings et garages.****Greffiers. — V. Organisation judiciaire/Personnel judiciaire.****Grèves.***Projet de loi relatif à l'effacement de certaines condamnations prononcées pour infractions commises au cours des grèves de décembre 1960 à janvier 1961.*Doc. — N° 181 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 195 : Rapport de M. Housiaux.
N° 234 : Amendement proposé par M. Roosens.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du projet de loi modifiant la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les autorités provinciales ou communales.

Grèves (suite).

Discussion des articles (30 mai 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1219.

Intervention de M. ROOSENS ; l'amendement de MM. ROOSENS et DIEPENDAELE (tendant à l'insertion d'un article 3 (nouveau) est rejeté) ; p. 1219.

Vote (30 mai 1963).

MM. ROLIN, VERSE, L. DESMET, DEHOUSSE et DU-VIEUSART justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix contre 12 et 6 abstentions ; pp. 1222 à 1225.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Guerre.**O.N.I.G.**

Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 1951 relative aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre, de l'Œuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des victimes de la Guerre et de l'Œuvre nationale des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers politiques.

Doc. — N° 325 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (26 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1645.

Vote (26 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 1 abstention ; pp. 1648, 1649.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SEQUESTRE.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts japonais.

Doc. — N° 285 : Rapport de M. Godin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 15.

Adoptés sans observations ; pp. 1459 à 1461.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; p. 1466.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

H**Habitations.**

Projet de loi prorogeant les délais fixés par la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes et par la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du Logement.

Doc. — N° 225 : Rapport de M. Stubbe.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (4 juin 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1239.

Vote (4 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix et 1 abstention ; p. 1243.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE.

Ann. — Bilan de la société pour l'exercice 1962 et rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires. — Transmis par le Ministre des Finances ; p. 1450 (16 juillet 1963).

Handicapés. — V. Hygiène et santé.**Hôpitaux. — V. Hygiène et santé.****Huissiers. — V. Organisation judiciaire.****Hygiène et santé.****EDUCATION PHYSIQUE.**

Projet de loi relatif à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.

Doc. — N° 231 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 262 : Rapport de M. Leynen.

Ann. — *Discussion générale (20 juin 1963).*

Discours de MM. MAISSE (concernant l'indifférence pour le projet, la création de l'I.N.E.P.S., son financement par une taxe sur les concours de pronostics, les réalisations de l'I.N.E.P.S., le transfert de l'I.N.E.P.S. du ministère de la Santé publique à celui de l'Éducation nationale et de la Culture, la portée du projet en discussion, la réduction des heures d'éducation physique dans les écoles) ; pp. 1422, 1423 ;

LAROCK, m.é.n.c. (répond à M. MAISSE ; traite notamment du problème de la réduction des horaires dans l'enseignement secondaire) ; p. 1423 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 28.

Adoptés sans observations ; pp. 1423 à 1426.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 117 voix contre 13 ; p. 1435.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

HANDICAPÉS.

Projet de loi relatif au reclassement social des handicapés.

Doc. — N° 100 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 134 : Rapport de M. Bertinchamps.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er} à 45.

Adoptés sans observations ; pp. 989 à 996.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

HOPITAUX.

Projet de loi sur les hôpitaux.

Doc. — N° 323 : Exposé des motifs et projet de loi + Annexes.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE.

Projet de loi relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique.

Doc. — N° 140 : Exposé des motifs et projet de loi.

RADIATIONS IONISANTES.

Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultants des radiations ionisantes.

Doc. — N° 58 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 152 : Rapport de Mme Beeckman-Vve Vandervelde.

Ann. — *Discussion générale (28 mars 1963).*

Intervention de M. CUSTERS, m.s.p.f. (concernant une erreur matérielle dans le texte néerlandais du projet) ; p. 975 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (28 mars 1963).

Adopté sans observations ; p. 975.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

I

Impôts.

IMPOTS DIRECTS.

JEUX ET PARIS.

Projet de loi relatif à la taxe sur les jeux et paris à l'occasion de concours colombophiles.

Nouvel intitulé : *Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961.*

Doc. — N° 210 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 272 : Rapport de M. Franck.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1457.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1457.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; p. 1466.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

REVENUS.

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948, portant coordination des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus.

Doc. — N° 251 : Proposition de loi de M. Gendebien.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1367 (18 juin 1963).

Contribution foncière.

Proposition de loi complétant l'article 6 de la loi du 28 février 1962 modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers.

Doc. — N° 44 : Proposition de loi de M. Van Houtte. N° 61 : Rapport de M. Molter.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 239 (18 décembre 1962).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (19 décembre 1962).

Adopté sans observations ; p. 292.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 105 membres présents ; p. 295.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Exemptions.

Projet de loi supprimant certaines exemptions d'impôts prévues par des dispositions légales particulières en ce qui concerne les revenus de titres qui seront émis à partir du 1^{er} janvier 1963 par des sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques.

Doc. — N° 33 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 49 : Rapport de M. Adam.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 289.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix et 1 abstention ; p. 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Réforme fiscale.

Projet de loi modifiant la loi portant réforme des impôts sur les revenus en ce qui concerne les versements anticipés.

Doc. — N° 35 : Rapport de M. Godin.

Ann. — M. P. DE SMET demande la discussion d'urgence qui est décidée ; p. 161.

Pas de discussion générale.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).

REVENUS (suite).

Réforme fiscale (suite)

Discussion des articles (5 décembre 1962).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; pp. 161, 162.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents ; p. 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi interprétative de l'article 88, § 1^{er}, 3^e, littéra b, de la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus.

Doc. — N° 294 : Proposition de loi de M. Van Houtte.

N° 356 : Rapport de M. Scokaert.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1668 (30 juillet 1963).

TAXE DE CIRCULATION.

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951, et les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961.

Doc. — N° 66 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 88 : Rapport de M. De Man.

Ann. — *Discussion générale* (7 février 1963).

Discours de M. DE MAN, rapp. (rappelle la portée du projet) ; p. 492 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 février 1963).

Art. 1^{er} à 22.

Adoptés sans observations ; pp. 492 à 496.

Vote (7 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 119 voix et 1 abstention ; pp. 500, 501.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.

Doc. — N° 88 : Rapport de M. De Man.

Ann. — *Rejet* (7 février 1963).

L'article 1^{er} est rejeté ;

Le projet de loi est rejeté ; p. 496.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne la fiscalité au profit des communes, les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Doc. — N° 266 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 291 : Rapport de M. De Man.

N° 321 : Amendement proposé par M. de Stexhe.

N° 336 : Amendement proposé par M. Hougardy.

Ann. — *Discussion générale* (26 juillet 1963 - matin).

Discours de MM. VAN LAEYS (concernant l'incidence de la nouvelle taxation pour les petits épargnants, la taxation des biens immeubles) ; pp. 1614, 1615 ;

HOUGARDY (estime que le projet aurait dû être examiné par la commission des Finances du Sénat ; concernant l'élargissement de la base imposable pour les additionnels communaux, le respect de la limitation de l'impôt total à un maximum de 50 p.c. du revenu imposable) ; pp. 1615, 1616 ;

VAN HOUTTE (concernant l'absence d'un examen du projet par la commission des Finances du Sénat, la perception séparée de cette imposition communale complémentaire) ; p. 1616 ;

Observations de MM. MERCHERS, le PRESIDENT, VAN LAEYS (qui propose le renvoi en commission) et HARMEGNIES ; p. 1616 ;

Intervention de MM. A. GILSON, m.i.f.p., le PRESIDENT, P. DE SMET, HARMEGNIES et MERCHERS ; pp. 1616 à 1618 ;

Observations de MM. HOUGARDY et VAN CAUWELAERT ; pp. 1617, 1618 ;

La proposition de renvoi à la commission des Finances est rejetée ; p. 1618 ;

Impôts. — IMPOTS DIRECTS (suite).**TAXE DE CIRCULATION (suite).**

Discours de MM. HARMEGNIES (concernant l'insuffisance de la dotation du Fonds d'assistance publique, le dépôt du projet de loi sur les hôpitaux) ; p. 1618 ;

Observations de M. REMSON ; p. 1618 ;

ADAM (demande que le recouvrement des impôts nouveaux se fasse en vertu d'un billet d'imposition spécial ; concernant l'extension du champ d'application de la fiscalité communale) ; p. 1618 ;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le retard dans le paiement aux communes des taxes sur les véhicules automobiles) ; pp. 1618, 1619 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs ; traite notamment du problème de l'épargne immobilière, des exonérations prévues dans la loi, de la retenue maximum d'impôt de 50 p.c., de la perception de l'impôt en cause) ; pp. 1619, 1620 ;

Observations de MM. VAN LAEYS, ADAM et HARMEGNIES ; pp. 1619, 1620 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juillet 1963 - matin).

Art. 1^{er}.

Intervention de M. VERSE ; observations de MM. TRAPPENIERS, A. GILSON et HARMEGNIES ; l'amendement de M. de STEXHE et l'article sont réservés ; pp. 1620, 1621.

Reprise de la discussion des articles (26 juillet 1963 - après-midi).

Art. 1^{er}.

L'amendement de M. de STEXHE est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1630.

Art. 2 à 5.

Adoptés sans observations ; pp. 1630 à 1632.

L'amendement de MM. HOUARDY et MAISSE tendant à l'insertion d'un article 6 (nouveau) est rejeté (vote nominal) ; p. 1632.

Vote (26 juillet 1963 - après-midi).

M. NIHOUL justifie son vote ; p. 1634.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 107 voix contre 18 et 11 abstentions ; p. 1634.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

IMPOTS INDIRECTS.**DOUANES ET ACCISES.****Droits d'entrée.**

Projet de loi portant approbation de quatre protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de quatre arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1961.

Doc. — N° 62 : Rapport de M. Godin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (22 janvier 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 313.

Vote (24 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 343.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif de droits d'entrée et confirmation de huit arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1962.

Doc. — N° 273 : Rapport de M. Godin.

Ann. — *Discussion générale* (16 juillet 1963).

Intervention de M. GODIN, rapp. (concernant la portée du projet) ; pp. 1456, 1457 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1457.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; pp. 1466, 1467.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS (suite).**DOUANES ET ACCISES (suite).****Tabac.**

Projet de loi modifiant le régime d'accise du tabac.

Doc. — N° 12 : Rapport de M. Godin.

Ann. — *Discussion générale* (28 novembre 1962).

Intervention de M. GODIN, rapp. (rappelle la portée du projet) ; p. 88 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 novembre 1962).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; p. 88.

Vote (29 novembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 130 membres présents ; p. 109.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant le régime d'accise du tabac.

Doc. — N° 150 : Rapport de M. Godin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations ; p. 979.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DROITS D'ENREGISTREMENT.

Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les transformations de sociétés.

Doc. — N° 89 : Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — *Discussion générale* (12 février 1963).

Discours de MM. VAN LAEYS, rapp. (concernant la suppression du droit d'enregistrement proportionnel qui était perçu lors de la transformation de sociétés, les conditions fixées pour bénéficiaire de la loi) ; pp. 535, 536 ;

DEQUAE, m.f. (concernant la nécessité d'une mobilité quant à la forme juridique des sociétés) ; p. 536 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 février 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 536.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DROITS DE TIMBRE.

Projet de loi modifiant le Code des droits de timbre en ce qui concerne les chèques.

Doc. — N° 37 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — *Discussion générale* jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations ; pp. 289, 290.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix et 1 abstention ; p. 294.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

Projet de loi relatif aux taxes assimilées au timbre.

Doc. — N° 50 : Rapport de M. Adam.

Ann. — *Discussion générale* jointe à celle du Budget des Voies et Moyens et du Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1963.

Discussion des articles (19 décembre 1962).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 289.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS (suite).**TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE (suite).**

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 99 voix contre 7 et 3 abstentions; pp. 294, 295.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TAXES DE SEJOUR.

Proposition de loi prorogeant la loi du 6 juillet 1953 relative aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ».

Doc. — N° 22 : Proposition de loi de M. Harmegnies.
N° 76 : Rapport de M. De Man.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 132 (4 décembre 1962).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (7 février 1963).
(Texte présenté par la commission)

Adopté sans observations; p. 518.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Doc. — N° 347 : Exposé des motifs et projet de loi.

Exonération.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 23 octobre 1957 exonérant de la taxe de séjour les stagiaires allemands et italiens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1962).

Adopté sans observations; p. 127.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents; p. 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Incidents. — V. Chambres législatives — Sénat.**Indépendants. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré. — V. Sécurité sociale/Allocations familiales.****Institut national de crédit agricole. — V. Agriculture/Prêts agricoles.****Intérêts belges à l'étranger. — V. Affaires étrangères.****Interpellations.****d'ASPREMONT LYNDEN.**

Ann. — Interpellation au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur les mesures prises par le Gouvernement pour faire face aux dégâts subis au cours de l'hiver par le réseau routier aussi bien de l'Etat que des communes ». — Demande; p. 1016 (14 mai 1963).

Discussion (30 mai 1963).

Discours du comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le montant des dégâts subis par le réseau routier belge, la remise en état des routes, l'état de la route n° 4, la hausse des prix des travaux, les charges supplémentaires qui en découlent pour les communes, les enseignements à tirer de l'expérience de l'hiver passé, le problème de la réglementation des barrières de dégel, les inscriptions sur les routes et travaux d'art); pp. 1229 1230;

Interpellations. — d'ASPREMONT LYNDEN (suite).

BOHY, m.t.p. (répond à l'interpellateur; concernant l'évaluation des dégâts au réseau routier, les mesures qui ont déjà été prises pour remédier à la situation, la procédure qui a été suivie pour accélérer les réparations, le placement des barrières de dégel, la hausse des prix des travaux, l'état de la route nationale 4, les crédits prévus pour réparer les méfaits de l'hiver, l'aspect de nos routes); pp. 1230 à 1232;

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 1231;

ADAM (concernant un inventaire des routes à encaissement insuffisamment profond); p. 1232;

BOHY, m.t.p. (répond à M. ADAM); p. 1232;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant l'évaluation des travaux de restauration des routes des communes, le fonds spécial d'aide aux communes, le report du mali résultant des travaux de voirie sur le budget de 1964, l'augmentation du Fonds des communes, une éventuelle intervention au profit des communes qui auraient à supporter des dépenses particulièrement lourdes); pp. 1232, 1233;

JANSSEN (demande quel sera l'ensemble des dégâts routiers); p. 1233;

BOHY, m.t.p. (répond à M. JANSSEN); p. 1233;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant la hausse des prix des travaux, la révision du programme routier de l'Etat, l'ampleur de l'ensemble des dégâts subis par le réseau routier, la situation financière difficile de certaines communes devant encore faire face à d'importantes dépenses pour la réparation des dégâts routiers); pp. 1233, 1234;

Intervention de MM. BOHY et A. GILSON; pp. 1233, 1234;

L'incident est clos.

DE BOODT.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les déclarations qu'il a faites le 11 décembre 1962, à l'Université de Bruxelles, au sujet des événements du Congo ». — Demande; p. 228 (12 décembre 1962).

M. le PRESIDENT annonce que, à la suite de la réunion de la commission des Affaires étrangères qui a eu lieu le matin même et de la déclaration que le Ministre des Affaires étrangères y a faite, l'interpellateur a décidé de retirer son interpellation; Intervention de M. VAN BUGGENHOUT (par motion d'ordre); p. 244 (18 décembre 1962).

DEHANDSCHUTTER.

Ann. — Interpellation au Ministre des Affaires économiques et de l'Energie « sur les difficultés d'approvisionnement de la population en charbon domestique ». — Demande; p. 1497 (24 juillet 1963).

DESCAMPS.

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la situation catastrophique dans laquelle l'agriculture belge se trouve pour l'instant et sur les moyens qu'il compte mettre en œuvre en vue de remédier à cette situation ».

Discussion jointe à la discussion générale du Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1963.

GILLON.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre « sur les conditions dans lesquelles s'est opéré le récent remaniement ministériel ». — Demande; p. 8 (13 novembre 1962).

Discussion (28 novembre 1962).

Discours de MM. GILLON (concernant la démission de M. MERLOT, la déclaration de M. LEBURTON, les déclarations de M. BOHY avant son entrée au Gouvernement à propos des projets sur le maintien de l'ordre; rappelle comment M. P.E. Janson s'en était pris en 1926 au gouvernement Pouillet et demande au Premier Ministre de passer la main); pp. 70 à 72;

Observations de MM. HARMEGNIES, MOULIN et le PRESIDENT; pp. 71, 72;

LEFEVRE, p.m. (déclare que le départ de M. Merlot ne signifie pas que le Gouvernement ait décidé de changer de politique; concernant la position de M. BOHY à l'égard des projets sur le maintien de l'ordre, l'absence de déclarations justificatives du Gouvernement devant le Parlement lors de précédentes démissions isolées de ministres); pp. 72, 73;

L'incident est clos.

Interpellations. — GILLON (suite).

Ann. — Interpellation au Premier Ministre, chargé de la Coordination économique et de la Coordination de la Politique scientifique « sur la large responsabilité encourue par le Gouvernement dans la dégradation des institutions parlementaires ». — Demande; p. 824 (7 mars 1963).

Discussion (21 mars 1963).

Discours de MM. GILLON (déclare vouloir défendre le parlementarisme contre les attaques dont il est actuellement l'objet, rappelle les avertissements de MM. STRUIYE, Van Acker et Van den Boeynants concernant l'altération du régime parlementaire et l'avis de M. Ganshof van der Meersch; concernant l'existence de groupes de pression, la pression des partis, leur nécessité, la méconnaissance de la volonté des citoyens belges, la désaffection de l'opinion publique vis-à-vis des problèmes posés, la dégradation des institutions); pp. 946 à 950;

Observations de M. HARMEGNIES; pp. 948 à 950;

LEFEVRE, p.m. (concernant l'évolution dans nos institutions, le problème créé par le rôle que jouent les pouvoirs de fait, l'organisation des partis, leur rôle; la formation de l'actuel gouvernement, la réalisation du programme gouvernemental, les commissions de contact, le rôle des groupements professionnels, l'organisation de la collaboration entre les grandes institutions consultatives et les pouvoirs exécutif et législatif); pp. 952 à 954;

Observations de M. GILLON; p. 953;

ROLIN (concernant les modifications intervenues dans les attributions du Parlement et du Gouvernement, les délégations de pouvoirs spéciaux avant 1940, la participation des ministres aux travaux des commissions, l'usage de l'initiative parlementaire et l'aboutissement de propositions de loi, le contact entre le Parlement et le monde extérieur, l'intérêt des questions examinées par les Chambres); pp. 954 à 956;

Observations de M. ORBAN; p. 955;

GILLON (rappelle que déjà en 1945, il avait regretté des erreurs commises et l'absentéisme; concernant la procédure suivie pour le vote des projets sur le maintien de l'ordre, l'absentéisme); pp. 956, 957;

LEFEVRE, p.m. (concernant l'évolution des institutions, la campagne contre la loi Collard, l'absentéisme); p. 957;

L'incident est clos.

HOUGARDY.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur le danger auquel la politique suivie par le Ministre des Affaires étrangères expose nos compatriotes au Katanga et la raison pour laquelle il s'est associé à une politique de sanctions ». — Demande; p. 228 (12 décembre 1962).

M. le PRESIDENT annonce que, à la suite de la réunion de la commission des Affaires étrangères qui a eu lieu le matin même et de la déclaration que le Ministre des Affaires étrangères y a faite, l'interpellateur a décidé de retirer son interpellation; Intervention de M. VAN BUGGENHOUT (par motion d'ordre); p. 244 (18 décembre 1962).

Ann. — Interpellation au Ministre des Finances: « 1° au sujet des incidences de la réforme fiscale sur l'émission des emprunts en Belgique et à l'étranger; 2° sur l'augmentation de la dette publique à long et à moyen terme; 3° sur les raisons pour lesquelles les arrêtés royaux ou ministériels pour l'application de la réforme fiscale ne sont pas soumis au Conseil d'Etat; 4° sur le retard existant dans le travail de l'Administration des Contributions; 5° sur les perspectives de recouvrement des impôts directs en 1964 ». — Demande; p. 1029 (14 mai 1963).

Discussion (5 juin 1963).

Discours de MM. HOUGARDY (concernant la situation de la dette publique au 31 décembre 1961, au 31 décembre 1962, et au 30 avril 1963, les recettes fiscales, l'emprunt belge en Grande-Bretagne, l'attitude des banquiers londoniens, l'absence de succès des derniers emprunts en Belgique, le relèvement des taux d'intérêt de la Caisse d'Epargne et de la S.N.C.I., l'application de la réforme fiscale, l'adaptation de la fiscalité communale, le mécontentement du personnel du Ministère des Finances); pp. 1266 à 1270;

DEQUAE, m.f. (concernant les arrêtés d'exécution de la réforme fiscale, l'absence de consultation du Conseil d'Etat, l'urgence de certains de ces arrêtés, la perception de l'impôt, les enrôlements, l'évolution de la dette publique, la diminution de la dette flottante; l'augmentation de la dette publique au cours des premiers mois de l'année, le remboursement d'un emprunt échu, les recettes fiscales pendant les premiers mois

Interpellations. — HOUGARDY (suite).

de l'année, l'évolution du taux de l'intérêt, les derniers emprunts conclus dans le pays et à l'étranger, le montant des précomptes, les problèmes du personnel du ministère des Finances); pp. 1270 à 1275;

Observations de MM. HOUGARDY et VANAUDENHOVE; pp. 1270 à 1274;

GODIN (concernant la nécessité d'une politique financière saine, le programme de l'opposition); p. 1275;

HOUGARDY (concernant les amortissements de 1963, le Crédit communal, le taux de l'intérêt); pp. 1275 à 1277;

Observations de MM. DEQUAE, le PRESIDENT et VANAUDENHOVE; pp. 1275 à 1277;

Un ordre du jour est déposé par MM. VREVEN, MOUREAUX et HOUGARDY; p. 1277;

Un ordre du jour pur et simple est proposé par M. DE BLOCK; p. 1277;

L'incident est clos.

Vote (6 juin 1963).

Intervention de MM. le PRESIDENT, DE BLOCK, VAN CAUWELAERT et GILLON;

L'ordre du jour pur et simple est adopté par 104 voix contre 11; pp. 1289, 1290.

HOUSIAUX.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les circonstances qui ont amené la suspension des négociations des six Etats du Marché commun avec le Royaume-Uni et sur l'inquiétude que provoque en Belgique et en Europe occidentale l'orientation nouvelle de la politique étrangère de la France ». — Demande; p. 306 (22 janvier 1962).

Discussion (24 janvier 1962).

A cette discussion sont jointes celles des interpellations faites au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères par M. MOTZ « sur les conséquences que pourrait avoir au point de vue national l'ajournement des négociations entre les Ministres délégués des six pays de la Communauté Economique Européenne et des membres du gouvernement du Royaume-Uni en vue de l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne au Traité de Rome » et par M. LEYNEN « sur la suspension des négociations entre le Royaume-Uni et le Marché commun ».

Discours de MM. HOUSIAUX (concernant le retournement complet de la position de la France à l'égard de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, l'absence d'information préalable des pays partenaires de la France, le refus de l'Angleterre d'entrer dans le Marché commun au moment de sa constitution, l'acceptation des obligations du Traité de Rome par l'Angleterre, ses obligations à l'égard de l'A.E.L.E. et du Commonwealth; l'incidence des accords de Nassau relatifs à l'établissement d'une force de frappe atomique multilatérale, l'accord de coopération franco-allemand, les réactions qu'il a suscitées); pp. 357 à 359;

MOTZ (concernant les crises qu'a connues l'édification de l'Europe, les erreurs commises par les Anglais, les répercussions psychologiques de la politique nouvelle de la France, l'impossibilité pour la Belgique d'appuyer une politique européenne autarcique); pp. 359, 360;

LEYNEN (souligne l'évolution de l'attitude anglaise à l'égard de l'Europe; concernant la demande de mesures transitoires par la Grande-Bretagne, l'adaptation de l'agriculture anglaise avant 1970, les difficultés avec le Commonwealth, la dissolution de l'A.E.L.E., l'opposition du chancelier Adenauer à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, la collaboration franco-allemande, la reprise des négociations Angleterre-Marché commun; pp. 360 à 362);

SPAACK, v.p.m.a.é. (concernant l'opposition unanime de l'ensemble des partis politiques belges à la politique française, la présentation de la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun dans un discours de M. Heath au quai d'Orsay, les négociations, le changement radical de la position française, les conséquences d'une suspension des négociations avec la Grande-Bretagne; le problème de la personnalité du Président de la République française; l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Europe, le discours prononcé trois jours plus tôt par M. Macmillan à Liverpool, l'état des négociations, l'échec de la C.E.D., les conséquences d'un échec des négociations avec la Grande-Bretagne); pp. 362 à 365;

Un ordre du jour est déposé par MM. ROLIN, GILLON et VAN HEMELRIJCK; p. 365;

Interpellations. — HOUSIAUX (suite).

Discours de M. de la VALLEE POUSSIN (suggère que le Sénat s'associe dans son ordre du jour à la recommandation n° 347 adoptée par le Conseil de l'Europe et relative à l'intégration politique); pp. 365, 366;

Intervention de MM. ROLIN et le PRESIDENT; p. 366;

L'ordre du jour, complété comme l'a suggéré M. de la VALLEE POUSSIN, est adopté; p. 366;

Intervention de M. le PRESIDENT (qui constate avec plaisir l'unanimité du Sénat); p. 366.

LAHAYE.

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Agriculture « sur la carence du département de l'Agriculture dans le secteur animal et l'urgence de réserver une solution satisfaisante aux justes et légitimes revendications des agriculteurs belges ».

Discussion jointe à la discussion générale du Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1963.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les raisons invoquées par le Gouvernement belge pour refuser un visa au Président Moïse Tshombé et sur la nécessité pour le Ministre des Affaires étrangères de préciser ce qu'il en est des recettes fiscales du Katanga ».

Discussion (4 décembre 1962).

Discours de MM. LAHAYE (concernant le refus d'un visa d'entrée en Belgique à M. Tshombé, la menace de rupture des relations diplomatiques par la République du Congo (Léopoldville), le plan Thant, la situation financière au Congo, les impôts et taxes payés par l'Union minière, les sanctions économiques contre le Katanga, l'impuissance du Gouvernement congolais, l'aide au Congo); pp. 138 à 141;

Observations de M. DEHOUSSE; p. 138;

SPAACK, v.p.m.m.a.é. (concernant le refus d'un visa d'entrée en Belgique à M. Tshombé, les problèmes financiers pendant entre le Katanga et le Congo, la sécession du Katanga en contravention avec la loi fondamentale, la légalité du gouvernement de Léopoldville, la position prise par l'O.N.U., la politique de réconciliation entre Léopoldville et Elisabethville, le plan Thant, l'exécution de ce plan); pp. 141 à 145;

Observations de MM. LAHAYE, VAN BUGGENHOUT et DEHOUSSE; pp. 142 à 144;

LAHAYE (concernant le déficit de la balance des paiements du Congo en 1959, la conciliation ou l'arbitrage dans la question congolaise, la bonne foi de M. Tshombé); p. 145;

Observations de MM. SPAACK et ROLIN; p. 145;

VAN BUGGENHOUT (concernant l'attitude de M. Adoula, les mesures que l'O.N.U. compte prendre à l'égard du Katanga); p. 146;

ROLIN (concernant les conclusions unanimes de la Table ronde; la nécessité d'une réintégration du Katanga pour éviter l'effondrement du Congo); pp. 146, 147;

DUVIEUSART (concernant l'erreur de la proclamation de l'indépendance du Katanga, ses inspirateurs, les possibilités d'association entre le Katanga et certains pays); p. 147;

MOREAU de MELEN (concernant l'application de sanctions contre le Katanga, la réconciliation des partenaires par la voie de la négociation); pp. 147, 148;

SPAACK, v.p.m.m.a.é. (répond aux orateurs et traite notamment de la répercussion de la sécession katangaise sur la situation économique et financière du Congo, du plan Thant, de la publication de la Constitution congolaise et de la promulgation d'une loi d'amnistie, des sanctions); pp. 148 à 150;

Observations de MM. LAHAYE et ROLIN; p. 149;

Deux ordres du jour sont déposés, l'un par MM. GILLON et LAHAYE, l'autre par MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN; intervention de M. GILLON (concernant l'ordre du jour qu'il a déposé); p. 150.

Vote (5 décembre 1962).

Intervention de M. le PRESIDENT (concernant la priorité à accorder à l'un des ordres du jour);

La priorité est accordée à l'ordre du jour de MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN;

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK, GILLON et ROLIN (qui justifient les votes de leurs groupes), ORBAN et VAN BUGGENHOUT (qui justifient leur vote);

L'ordre du jour de MM. VAN HEMELRIJCK et ROLIN est adopté (vote nominatif); pp. 165 à 167.

Interpellations. — LAHAYE (suite).

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur 1° l'évolution de la situation dans les territoires anciennement administrés par la Belgique, dans la mesure où nous devons faire connaître notre position, notamment: a) après les exécutions de Kitega; b) après l'annonce de la fin de la sécession katangaise et, étant donné les intérêts belges en République du Congo, l'aide de reconstruction que nous pouvons proposer et apporter; 2° quant aux interventions de l'O.N.U. et des gouvernements étrangers dans les affaires intérieures d'un Etat souverain au mépris du droit international défini par la Charte des Nations Unies.

Discussion (22 janvier 1963).

Discours de MM. LAHAYE (concernant les répercussions de l'exécution des complices du meurtre du prince Rwagasore au Burundi; la fin de la sécession katangaise, l'octroi d'une aide au Congo pour la relance de son économie, l'intervention de l'O.N.U. au Katanga); pp. 306, 307;

HOUGARDY (concernant l'obligation de veiller à l'application du plan Thant, les points principaux du plan, l'élaboration d'un plan d'assistance valable au Congo, la relance de l'économie congolaise); pp. 307, 308;

SPAACK, v.p.m.m.a.é. (concernant le rôle joué par la diplomatie belge en vue de la réintégration pacifique du Katanga dans l'ensemble congolais, l'accès à l'indépendance du Rwanda et du Burundi, les tentatives de conciliation au Congo, l'aide au Congo; le premier procès des assassins du prince Rwagasore, l'impossibilité d'extrader les condamnés noirs, les démarches faites auprès des autorités du Burundi en vue d'obtenir la clémence lors du deuxième procès, l'inopportunité d'une rupture de relations diplomatiques et d'une suppression de l'assistance technique); pp. 308 à 312;

Observations de M. MOUREAUX; pp. 309 à 312;

LAHAYE (concernant les possibilités de transfert des condamnés d'Usumbura à Kigali avant l'indépendance du Burundi, les interventions militaires de l'O.N.U. au Congo); pp. 312, 313;

Observations de M. SPAACK; p. 312;

L'incident est clos.

LEYNEN.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur la suspension des négociations entre le Royaume-Uni et le Marché commun ». — Demande; p. 306 (22 janvier 1962).

Discussion jointe à celle de l'interpellation de M. HOUSIAUX au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les circonstances qui ont amené la suspension des négociations des six Etats du Marché commun avec le Royaume-Uni et sur l'inquiétude que provoque en Belgique et en Europe occidentale l'orientation nouvelle de la politique étrangère de la France ».

MOTZ.

Ann. — Interpellation au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les conséquences que pourrait avoir au point de vue national l'ajournement des négociations entre les Ministres délégués des six pays de la Communauté Economique Européenne et des membres du gouvernement du Royaume-Uni en vue de l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne au Traité de Rome ». — Demande; p. 306 (22 janvier 1963).

Discussion jointe à l'interpellation de M. HOUSIAUX au Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères « sur les circonstances qui ont amené la suspension des négociations des six Etats du Marché commun avec le Royaume-Uni et sur l'inquiétude que provoque en Belgique et en Europe occidentale l'orientation nouvelle de la politique étrangère de la France ».

MOUREAUX.

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique « sur la circulaire relative aux budgets communaux parue au Moniteur belge du 13 octobre 1962, pages 9082 et suivantes ». — Demande; p. 8 (13 novembre 1962).

Discussion (4 décembre 1962).

Discours de MM. MOUREAUX (souligne l'émotion suscitée par la circulaire du ministre; concernant les charges qui résultent pour les commissions d'assistance publique de leurs services hospitaliers, la notion de réelle indigence, les causes des

Interpellations. — MOUREAUX (suite).

déficits permanents des services hospitaliers dépendant de l'assistance publique, le prix réel de la journée d'entretien dans un hôpital, le régime français); pp. 133 à 135;

A. GILSON, m.i.f.p. (concernant la limitation de l'interpellation à une seule des questions dont traite la circulaire du 1^{er} octobre 1962, le déficit provenant du secteur de l'assistance publique, sa compétence en la matière, la notion d'indigence, le déséquilibre financier de l'assistance publique, la réforme de l'assistance publique); pp. 135 à 137;

MOUREAUX (concernant l'interprétation lénifiante de la circulaire que le ministre a donnée); p. 137;

Observation de M. GILSON; p. 137;

Mme BEECKMAN-Vve VANDERVELDE (concernant l'égalisation des charges résultant de l'assistance); pp. 137, 138; L'incident est clos.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre, chargé de la coordination économique et de la coordination de la politique scientifique « sur les déclarations intempestives et déplacées faites par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, déclarant parler en nom personnel, au cours d'une conférence donnée dans un pays étranger ». — Demande; p. 67 (27 novembre 1962).

Discussion (28 novembre 1962).

Discours de MM. MOUREAUX (concernant l'émotion soulevée dans le pays par la conférence faite à Aix-la-Chapelle par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, la présence de M. CUSTERS aux funérailles du chef du V.N.V. pendant la guerre; demande si le Premier Ministre avait été averti du départ du ministre, M. CUSTERS, à l'étranger; concernant le compte rendu du discours de M. CUSTERS paru dans un journal allemand et la mise au point faite par M. CUSTERS; regrette que M. CUSTERS soit allé en Allemagne parler des difficultés internes du pays); pp. 74 à 76;

Observations de MM. le PRESIDENT, DE BOODT et GILLON; pp. 73 à 75;

LEFEVRE, p.m. (concernant les circonstances dans lesquelles M. CUSTERS a pris la parole à Aix-la-Chapelle; compare la version donnée par la « Gazette de Liège » du compte rendu publié dans le journal aixois et la traduction littérale des paroles prononcées par M. CUSTERS); pp. 76 à 78;

CUSTERS, m.s.p.f. (concernant les circonstances dans lesquelles il a parlé à Aix-la-Chapelle, le thème de sa conférence); pp. 78, 79;

MOUREAUX (regrette qu'un ministre aille parler à l'étranger des difficultés internes); p. 79;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK, STUBBE, SLEDSSENS, CUSTERS et LEFEVRE; p. 79;

DIEPENDAELE (concernant le reproche d'inopportunité formulé à l'égard du discours de M. CUSTERS); pp. 79, 80;

Observations de MM. SLEDSSENS et le PRESIDENT; p. 79; L'incident est clos.

NOEL.

Ann. — Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur les déclarations qu'il a faites récemment à la presse à propos des avions F.104 G et du plan Nadge ». — Demande; p. 1016 (14 mai 1963).

VANAUDENHOVE.

Ann. — Interpellation au Ministre des Communications « sur l'avis n° 70 P qui menace de sanctions disciplinaires les agents de la S.N.C.B. qui s'adresseraient, pour la défense de leurs intérêts, à d'autres organisations syndicales que celles de la C.C.S.P. et de la C.G.S.P. ». — Demande; p. 67 (27 novembre 1962).

Discussion (11 décembre 1962).

Discours de MM. VANAUDENHOVE (concernant la situation qui existe à la S.N.C.B. dans le domaine syndical, la limitation de l'action syndicale à la S.N.C.B. imposée en 1939, les conditions nouvelles imposées pour la répartition des sièges au sein de la commission paritaire de la S.N.C.B., le monopole assuré aux syndicats socialiste et chrétien, la portée de la note de service n° 70 P, l'absence de respect de la convention n° 87 de l'O.I.T. relative à la liberté syndicale et à la protection des droits syndicaux; demande la suppression de la note de service); pp. 191 à 193;

Observations de M. BERTRAND, m.c.; pp. 192, 193;

BERTRAND, m.c. (répond à l'interpellateur; traite notamment du statut syndical à la S.N.C.B., estime que l'avis 70 P ne constitue pas une innovation); pp. 193 à 195;

Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).

Observations de M. VANAUDENHOVE; p. 194;

VANAUDENHOVE (concernant la menace qui pèse sur les syndiqués autres que ceux affiliés aux syndicats chrétien ou socialiste, la suppression de la liberté d'association à la S.N.C.B.); p. 195;

L'incident est clos.

Un ordre du jour est déposé par M. VANAUDENHOVE; M. DE BLOCK motive le vote de son groupe; l'ordre du jour est rejeté (vote nominatif); p. 196.

Ann. — Interpellation au Premier Ministre, chargé de la Coordination économique et de la Coordination de la Politique scientifique « sur le fait que les engagements du Premier Ministre et du Gouvernement en ce qui concerne le problème du maintien de l'ordre ne sont pas respectés ainsi que sur les actes du Gouvernement qui mettent des entraves au fonctionnement des institutions ». — Demande; p. 426 (31 janvier 1963).

Ann. — Interpellation au Ministre de l'Education nationale et de la Culture « sur la nécessité de traduire immédiatement dans les faits les accords intervenus au sein de la commission permanente du Pacte scolaire sur la charte de la neutralité, le recrutement, les désignations, les nominations et les promotions dans l'enseignement de l'Etat ainsi que sur la rationalisation du réseau scolaire ». — Demande; p. 658 (21 février 1963).

Discussion (7 mars 1963).

Discours de MM. VANAUDENHOVE (rappelle l'approbation par la commission permanente du Pacte scolaire de textes relatifs à la neutralité dans l'enseignement de l'Etat et aux nominations et promotions dans l'enseignement de l'Etat; concernant l'avis des partis politiques au sujet de ces textes, un malaise au sein de la majorité au sujet des problèmes scolaires, la défense de l'enseignement officiel, les quatre propositions de la commission permanente du Pacte scolaire, la rationalisation du réseau scolaire, le problème des constructions scolaires de l'Etat); pp. 802 à 805;

Observations de M. LAROCK, m.é.n.c.; p. 804;

VAN HEMELRIJCK (concernant la position du P.L.P. en matière scolaire, l'exécution des accords conclus au sein de la commission du Pacte scolaire, le problème de l'I.N.E.P.S., la rationalisation de l'enseignement); pp. 805, 806;

LAROCK, m.é.n.c. (répond à l'interpellateur; traite notamment de la conception de la neutralité, des désignations et promotions dans l'enseignement de l'Etat, des constructions scolaires); pp. 807 à 809;

Observations de M. VANAUDENHOVE; pp. 807, 808;

Un ordre du jour est déposé par MM. VANAUDENHOVE et GILLON; p. 809;

Discours de MM. JENNARD (souligne que les partis doivent se prononcer sur les résolutions de la commission permanente du Pacte scolaire; concernant la rationalisation du réseau scolaire, le recrutement, les nominations et promotions); pp. 809, 810;

VANAUDENHOVE (concernant l'envoi de la circulaire sur la neutralité aux membres du corps enseignant de l'Etat, le recrutement, les nominations et promotions, la mise en pratique des résolutions de la commission permanente du Pacte scolaire); pp. 810, 811;

Observations de MM. VAN HEMELRIJCK et LAROCK; p. 810;

LEFEVRE, p.m. (concernant l'établissement de contacts entre partis avant la discussion de certains projets au Parlement); pp. 811, 812;

ROLIN (concernant la nécessité d'un minimum de confiance pour le fonctionnement du Pacte scolaire, la définition de la neutralité, les nominations, la rationalisation de l'enseignement, la réalisation des propositions faites par la commission du Pacte scolaire; donne lecture d'un projet d'ordre du jour et demande que le vote sur les ordres du jour soit remis à la semaine suivante); pp. 812, 813;

Intervention de MM. le PRESIDENT, VAN HEMELRIJCK, ORBAN, et GILLON; pp. 813, 814.

Vote (12 mars 1963).

L'ordre du jour de M. ROLIN est retiré; un nouvel ordre du jour de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK est déposé; p. 833;

Intervention de MM. VANAUDENHOVE, le PRESIDENT, ROLIN, GILLON, NOEL et VAN HEMELRIJCK; pp. 833, 834;

La première partie de l'ordre du jour de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK est adoptée (vote nominatif);

L'amendement de M. VANAUDENHOVE est rejeté (vote nominatif);

Interpellations. — VANAUDENHOVE (suite).

Le dernier alinéa de l'ordre du jour de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK est adopté; M. ORBAN justifie son vote sur l'ensemble de l'ordre du jour de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK;

L'ordre du jour de MM. ROLIN et VAN HEMELRIJCK est adopté par 125 voix contre 20 et 3 abstentions; pp. 834 à 836.

Ann. — Interpellation au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Emploi et du Travail « sur les conséquences d'une saison d'hiver, d'une rigueur et d'une durée exceptionnelles sur l'exécution des programmes d'investissements publics et privés et les mesures que le Gouvernement devrait prendre pour atténuer les effets de la paralysie d'un secteur important de l'économie et les pertes de ressources des entreprises, des artisans et de leur personnel ». — Demande; p. 755 (28 février 1963).

Discussion (13 mars 1963).

Discours de MM. VANAUDENHOVE (concernant les conséquences d'un hiver rude pour l'économie et, en particulier, pour l'industrie de la construction, les pertes de salaires pour les travailleurs, les difficultés financières qui vont résulter de la longue période de gel, la nécessité de revoir les délais d'exécution des travaux, le report des échéances sociales, fiscales et commerciales, la résorption d'une partie du retard subi par les travaux, la taxation des salaires payés pour des prestations supplémentaires, la mise au travail de pensionnés pendant les mois d'été, l'utilisation de main-d'œuvre étrangère); pp. 863 à 866;

Observations de MM. ROLIN et REMSON; p. 865;

SERVAIS, m.e.t. (concernant les possibilités légales de prolongation de la durée du travail dans l'industrie de la construction, les dispositions conventionnelles qui peuvent être prises en matière de travail du samedi, la remise au travail de travailleurs pensionnés, l'immigration de main-d'œuvre étrangère); pp. 866, 867;

BOHY, m.t.p. (concernant l'accélération du paiement des travaux exécutés, le problème d'une prolongation des délais, la réduction des impôts sur les salaires pour prestations supplémentaires); pp. 867, 868;

VANAUDENHOVE (concernant la prise de mesures spéciales pour tous les travaux publics, la mise au travail de pensionnés, l'utilisation d'une main-d'œuvre étrangère); pp. 868, 869;

DIEPENDAELE (concernant l'assimilation des journées chômées en vue de permettre aux travailleurs de bénéficier des indemnités de gel pendant l'hiver 1963/1964, la mise au travail de pensionnés pour des constructions dans les régions rurales); p. 869;

L'incident est clos.

J**Jeu et pari.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.

Nouvel intitulé: *Proposition de loi tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu.*

Doc. — N° 73: Rapport de M. Dua.

Ann. — *Discussion générale* (7 février 1963).

Intervention de M. WIARD (qui souligne l'accord de son groupe concernant la proposition); p. 517;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (7 février 1963).
(Texte présenté par la commission)

Adopté sans observations; p. 517.

Le nouvel intitulé est adopté; p. 517.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents; pp. 552, 553.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Jeunesse. — V. Enfance et jeunesse.

Jeux et paris. — V. Impôts/Impôts directs.

Journalistes. — V. Professions.

Juridictions militaires. — V. Armée.

L

Langues. — V. Administrations publiques. — V. Armée. — V. Enseignement. — V. Organisation judiciaire.

Lois électorales. — V. Droit public.

M

Maintien de l'ordre. — V. Droit pénal/Destructions et dégradations. — V. Droit pénal/Peines. — V. Grèves. — V. Travail/Prestations d'intérêt public.

Maisons de logement. — V. Impôts/Impôts indirects. — Taxes de séjour.

Maisons d'hébergement. — V. Droit pénal.

Maladies professionnelles. — V. Sécurité sociale.

Marchés administratifs.

Projet de loi relative aux marchés passés au nom de l'Etat.

Doc. — N° 80: Rapport de M. Leemans.

Ann. — *Discussion générale* (31 janvier 1963).

Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (concernant les nouvelles procédures d'adjudication prévues dans le projet, le choix de la procédure par l'administration, la protection du soumissionnaire irrégulièrement évincé, l'adhésion du secteur privé au projet); p. 418;

LEEMANS, rapp. (concernant l'application de l'obligation d'attribuer un marché à l'offre la plus basse, l'adaptation du cahier général des charges, les marchés passés au nom de l'Etat considérés comme moyen d'orienter une politique structure industrielle, le choix plus étendu dans la conclusion de marchés pour compte de l'Etat); pp. 418, 419;

P. DE SMET (concernant l'importance du projet pour l'intégration des méthodes d'adjudication de la Belgique dans celles des autres pays de la C.E.E., le choix entre les diverses procédures, l'élaboration d'un statut spécial en faveur des fonctionnaires techniques supérieurs, l'emploi de normes belges dans le cahier général des charges); pp. 419, 420;

FRANCK (concernant l'alignement sur les autres pays de la C.E.E., l'accueil favorable du projet par les milieux intéressés, les innovations du projet, la passation des marchés des administrations subordonnées); pp. 420, 421;

Observations de M. HARMEGNIES; p. 421;

HOUGARDY (concernant la pénurie d'ingénieurs au ministère des Travaux publics, la concurrence sans préférence pour les entreprises dans lesquelles l'Etat serait intéressé, les possibilités pour les entreprises belges de soumissionner à l'étranger, l'article 10 du projet); p. 421;

FLAMME (concernant les marchés passés de gré à gré par le ministère de la Défense nationale pour l'acquisition de gros matériel); pp. 421, 422;

DE BLOCK (concernant la nécessité d'un contrôle sévère pour l'application de la loi); p. 422;

LEFEVRE, p.m. (répond aux orateurs); p. 422;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (31 janvier 1963).

Art. 1^{er} à 16.

Adoptés sans observations; pp. 423 à 425;

Observations de MM. LEEMANS et le PRESIDENT (concernant de petites modifications de texte); p. 425.

Vote (31 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 138 membres présents; p. 425.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Margarine. — V. Agriculture/ Fonds agricole.

Marine. — V. Affaires étrangères/Communications.

Médecine. — V. Art de guérir.

Médecins spécialistes. — V. Enseignement/Enseignement supérieur.

Médicaments. — V. Art de guérir/Produits pharmaceutiques et thérapeutiques.

Milice. — V. Armée.

Motions d'ordre.

MAISSE.

Ann. — M. MAISSE demande que des réunions de commissions n'aient pas lieu en même temps que les réunions du Sénat; M. le **PRESIDENT** répond; pp. 1003, 1004 (4 avril 1963)

VAN BUGGENHOUT.

Ann. — M. VAN BUGGENHOUT déclare, à propos du retrait de l'interpellation de M. DE BOODT, que trois membres peuvent être cosignataires d'une interpellation et demande de quelle façon les membres du Sénat pourraient être mis au courant des événements au Katanga et porter leurs préoccupations à la connaissance du ministre; M. le **PRESIDENT** répond qu'il a toujours été de jurisprudence qu'un seul membre pouvait interpellier et estime que la commission des Affaires étrangères ne verra aucun inconvénient à l'assistance de M. VAN BUGGENHOUT à sa réunion du lendemain où il sera encore question de l'affaire katangaise; Intervention de M. DEHOUSSE; p. 244 (18 décembre 1962).

N

Nationalité. — V. Droit public.

Naturalisations.

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 94 : Feuilletons n° 1 à 18.

N° 95 : Rapport de MM. Allard, Buts, De Bruyne, Delor, Gheysen, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et M^{lle} Wibaut.

Ann. — Scrutin sur la prise en considération; pp. 690, 691, 705 à 715 (27 février 1963).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (28 février 1963).

Adoptés sans observations; pp. 724 à 734.

Vote (28 février 1963).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 125 membres présents; p. 734.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 188 : Feuilletons n° 1 à 11.

N° 189 : Rapport de MM. Allard, Buts, De Bruyne, Delor, Gheysen, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et M^{lle} Wibaut.

Ann. — Scrutin sur la prise en considération; pp. 1105, 1129 à 1136 (21 mai 1963).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (22 mai 1963).

Adoptés sans observations; pp. 1143 à 1150.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents; pp. 1150, 1151;

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Naturalisations (suite).

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 297 : Feuilletons n° 1 à 13.

N° 298 : Rapport de MM. Buts, De Bruyne, Delor, Gheysen, Knops, Neybergh, Oblin, Wiard et M^{lle} Wibaut.

Ann. — Scrutin sur la prise en considération; pp. 1649, 1656 à 1666; (26 juillet 1963).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (31 juillet 1963).

Adoptés sans observations; pp. 1764 à 1772.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 141 membres présents; p. 1772.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Navire nucléaire. — V. Affaires étrangères/Communications — Marine.

V. Droit civil/Responsabilité civile.

Notariat.

Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant l'organisation du notariat.

Doc. — N° 254 : Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (20 juin 1963).

Adopté sans observations; p. 1427.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

O

Objecteurs de conscience. — V. Armée/Milice.

Office national du Ducroire. — V. Commerce et Industrie.

Officiers. — V. Armée.

O.N.I.G. — V. Guerre.

Ordre des travaux. — V. Chambres législatives — Sénat.

Organisation de l'économie. — V. Commerce et Industrie.

Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO). — V. Affaires étrangères.

Organisation judiciaire.

Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire.

Doc. — N° 133 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 187 : Rapport de M. Hambye.

Ann. — *Discussion générale* (21 mai 1963).

Discours de M. de STEXHE (concernant le recrutement des magistrats des parquets généraux en respectant un juste équilibre entre les diverses provinces constituant leur ressort); pp. 1124, 1125;

Intervention de MM. DUVIEUSART et VERMEYLEN, m.j.; p. 1125;

La discussion générale est close.

Organisation judiciaire (suite).

Discussion des articles (21 mai 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1125.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1125.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; pp. 1150, 1151 ;

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

HUISSIERS.

Projet de loi relatif aux fonctions d'huissier de justice.

Projet de loi modifiant le Décret impérial du 14 juin 1813 portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers.

Doc. — N° 194 : Rapport de M. Dua.

N° 217 : Amendement proposé par M. Merchiers.

N° 223 : Amendements présentés par le Gouvernement.

Ann. — *Discussion générale* (21 mai 1963).

Discours de M. DUA, rapp. (souligne deux modifications importantes en ce qui concerne la suppression du monopole des huissiers cantonaux et en matière de suppléance ; concernant l'exercice des fonctions d'huissier) ; pp. 1107, 1108 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mai 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 1108.

Art. 4.

Intervention de MM. le PRÉSIDENT, DUA et VERMEYLEN, m.j. ; l'amendement du Gouvernement, complété, est adopté ; L'article, amendé, est adopté ; pp. 1108, 1109.

Art. 3.

Une modification de forme à l'article est adoptée ; p. 1109.

Art. 5 à 7.

Adoptés sans observations ; p. 1109.

Art. 8.

Intervention de MM. le PRÉSIDENT, MOREAU de MELEN, VERMEYLEN, MAISSE, DE BAECK, HOUSIAUX, MERCHIERIS et HENCKAERTS ;

L'article est adopté avec une modification de forme ; pp. 1109, 1110.

Intervention de MM. MERCHIERIS et DUA ; l'amendement de M. MERCHIERIS tendant à l'insertion d'un article 8bis est rejeté ; pp. 1110, 1111.

Art. 9 à 25.

Adoptés sans observations ; pp. 1111 à 1113.

Art. 26.

Intervention de MM. MERCHIERIS et DUA ;

L'article est adopté ; pp. 1113, 1114.

Art. 27 à 41.

Adoptés sans observations ; pp. 1114, 1115.

Art. 42.

Intervention de MM. VERMEYLEN, DUA et DE BAECK ; L'amendement du Gouvernement est retiré ;

L'article est adopté ; pp. 1115, 1116.

Art. 43 à 49.

Adoptés sans observations ; pp. 1116 à 1118.

Art. 50.

Intervention de MM. HENCKAERTS, DUA, DE BAECK et VERMEYLEN ; observations de M. CHOT ; l'amendement de M. HENCKAERTS est retiré ; l'amendement oral de M. DE BAECK est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1118, 1119.

Art. 51 et 52.

Adoptés sans observations ; p. 1119.

Intervention de MM. HOUSIAUX, DUA et VERMEYLEN ; Le nouvel intitulé proposé par M. DUA est adopté ; pp. 1119, 1120.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés ; p. 1120.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; pp. 1150, 1151.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Organisation judiciaire (suite).

LANGUES.

Projet de loi établissant à nouveau le ressort territorial de certaines juridictions et modifiant la loi du 21 ventôse, an VII, relative à l'organisation de la conservation des hypothèques, la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Nouvel intitulé : *Projet de loi modifiant le ressort territorial de certaines juridictions et modifiant la loi du 21 ventôse, an VII, relative à l'organisation de la conservation des hypothèques, la loi du 25 ventôse, an XI, contenant l'organisation du notariat et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.*

Doc. — N° 307 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 338 : Rapport de M. Van Hoeylandt. N° 342 : Amendements proposés par M. Hambye.

Ann. — *Discussion générale* (31 juillet 1963).

Intervention de M. le PRÉSIDENT (concernant une modification de forme de l'intitulé) ; observations de MM. VERMEYLEN, m.j., DE BAECK et ORLAN ; la modification de l'intitulé est adoptée ; p. 1733.

Discours de MM. DE BAECK (concernant la demande du Gouvernement d'adopter le texte du projet sans modification) ; p. 1733 ;

Observations de M. le PRÉSIDENT ; p. 1733 ;

HAMBYE (concernant les facilités linguistiques en matière judiciaire, la création d'une espèce de privilège personnel pour les habitants de Comines et Mouscron et des Fourons, la nécessité de revoir certains textes) ; pp. 1733 à 1735 ;

NIHOUL (concernant les critiques à l'égard du régime parlementaire belge) ; p. 1735 ;

GODIN (concernant le transfert de la commune de La Calamine du canton d'Aubel au canton d'Eupen) ; p. 1735 ;

GILLON (propose le renvoi du projet en commission) ; p. 1735 ;

VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs ; traite notamment du cas de La Calamine, de l'amendement de M. HAMBYE ; s'oppose, au nom du Gouvernement, à la demande de renvoi en commission) ; pp. 1735, 1736 ;

Observations de M. le PRÉSIDENT ; p. 1735 ;

Intervention de M. VAN CAUWELAERT ; p. 1736 ;

La proposition de renvoi est rejetée ; p. 1736 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (31 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 1736, 1737.

Art. 8.

Intervention de M. ROLIN ;

L'article est adopté ; pp. 1737 à 1743.

Art. 9.

Intervention de M. HOUSIAUX ; l'amendement de M. HAMBYE est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 1743, 1744.

Art. 10.

L'amendement de M. HAMBYE est retiré ;

L'article est adopté ; p. 1745.

Art. 11 à 17.

Adoptés sans observations ; pp. 1745, 1746.

Art. 18.

Intervention de MM. NIHOUL et VERMEYLEN ;

L'article est adopté ; p. 1747.

Art. 19.

Adopté sans observations ; p. 1747.

Art. 20.

Intervention de MM. ROLIN, VERMEYLEN, DE BAECK, HOUSIAUX et HAMBYE ;

L'article est adopté ; pp. 1747 à 1749.

Art. 21 et 22.

Adoptés sans observations ; p. 1749.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix contre 21 et 20 abstentions ; p. 1773.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Organisation judiciaire (suite).**PERSONNEL JUDICIAIRE.**

Projet de loi complétant les articles 64 et 152 de la loi du 15 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 313 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 320 : Rapport de M. Chot.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (26 juillet 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1646.

Vote (26 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 1 abstention ; pp. 1648, 1649.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

GREFFIERS.

Projet de loi complétant l'article 16 de la loi du 20 décembre 1957 portant revision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

Doc. — N° 178 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 202 : Rapport de M. Camby.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 mai 1963).

Adopté sans observations ; p. 1125.

Vote (22 mai 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 128 membres présents ; pp. 1150, 1151.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGIE DU TRAVAIL PENITENTIAIRE.

Ann. — 1° Rapport sur l'activité de l'institution ; 2° bilan général et compte général de profits et pertes de la Régie ; 3° bilans et comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la Régie, disposant de 25.000 fr. et plus de capital immobilisé en machines et outils. — Documents relatifs à l'exercice 1961. — Transmis par le Ministre de la Justice ; p. 1138 (22 mai 1963).

TRAITEMENTS.

Projets de loi modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement et les cumuls des membres de l'ordre judiciaire.

Doc. — N° 308 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 337 : Rapport de M. Chot + Annexes.

Ann. — *Discussion générale (31 juillet 1963).*

Discours de MM. CHOT, rapp. (concernant les cumuls, leur limitation et leur rémunération, la question des cumuls des fonctionnaires, l'accession des fonctionnaires dans l'ordre judiciaire, l'article 227bis, les traitements des greffiers) ; pp. 1722, 1723 ;

Observations de MM. VERMEYLEN, m.j., et R. HOUBEN ; pp. 1722, 1723 ;

DE BAECK (concernant un passage de l'exposé des motifs relatif à la revalorisation de la fonction, la réglementation des cumuls des magistrats, le cas des cumuls des fonctionnaires, le droit d'amendement, l'adaptation des traitements des magistrats et greffiers) ; pp. 1723 à 1725 ;

Observations de MM. DEVUYST, R. HOUBEN, le PRÉSIDENT et CHOT ; pp. 1724, 1725 ;

LILAR (s'associe aux remarques formulées par M. DE BAECK) ; p. 1725 ;

VERMEYLEN, m.j. (répond aux orateurs ; traite des cumuls, de la revalorisation des traitements des magistrats et greffiers, de la situation des secrétaires généraux) ; pp. 1726, 1727 ;

Observations de MM. CHOT et DE BAECK ; pp. 1726, 1727 ; ROLIN (concernant le traitement des secrétaires généraux, professeurs d'université et lieutenants-généraux, les cumuls) ; pp. 1727, 1728 ;

Observations de M. VERMEYLEN ; pp. 1727, 1728 ;

La discussion générale est close.

Organisation judiciaire. — TRAITEMENTS (suite).

Discussion des articles (31 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations ; pp. 1728 à 1730.

Art. 6.

Intervention de MM. HAMBYE et VERMEYLEN ; L'article est adopté ; pp. 1730, 1731.

Art. 7 à 14

Adoptés sans observations ; pp. 1731 à 1733.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix et 4 abstentions ; p. 1772.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Organismes d'intérêt public. — V. Administrations publiques.**Organismes et Services déclarés nuls. — V. Finances.****Organismes publics de crédit. — V. Finances.****O.T.A.N. — V. Affaires étrangères/Pacte Atlantique.****Ouverture de la session. — V. Chambres législatives — Sénat.****Ouvriers. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.****Ouvriers mineurs. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.****P****Pacte Atlantique. — V. Affaires étrangères.****Parkings et garages. — V. Communications.****Pêcheurs. — V. Affaires étrangères/Travail.****Peines. — V. Droit pénal.****Pensions.****PENSIONS CIVILES ET ECCLESIASTIQUES.**

Proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 8 (13 novembre 1962).

Projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Doc. — N° 267 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 287 : Rapport de M. Franck.

Pensions. — PENSIONS CIVILES ET ECCLESIASTIQUES (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1963).

Adopté sans observations ; p. 1457.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; p. 1466.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à la pension des membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, qui reçoivent une subvention-traitement de l'Etat.

Doc. — N° 265 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 288 : Rapport de M. Jennard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 juillet 1963).

Art. 1^{er} à 8.

Adoptés sans observations ; pp. 1458, 1459.

Vote (16 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 12 ; p. 1466.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PENSIONS DE REPARATION.

Projet de loi :

1° majorant le taux des pensions des veuves, des orphelins et des ascendants de guerre ainsi que des personnes qui leur sont assimilées ;

2° modifiant la composition du taux unique des pensions visées à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 ;

3° instituant, en faveur des bénéficiaires des lois organisant le statut des prisonniers politiques, une rente viagère en réparation des séquelles tardives de l'internement et de la déportation ;

4° élargissant le délai dans lequel le mariage avec la victime de guerre doit avoir été contracté pour donner droit à la pension de veuve prévue par la loi du 24 avril 1958 ;

5° interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.

Nouvel intitulé : *Projet de loi :*

1° majorant le taux des pensions des veuves, des orphelins et des ascendants de guerre, ainsi que des personnes qui leur sont assimilées ;

2° modifiant la composition du taux unique des pensions visées à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 ;

3° instituant en faveur des bénéficiaires des lois organisant le statut des prisonniers politiques, une rente viagère en réparation des séquelles tardives de l'internement et de la déportation ;

4° élargissant le délai dans lequel le mariage avec la victime de guerre doit avoir été contracté pour donner droit à la pension de veuve prévue par la loi du 24 avril 1958 ;

5° complétant l'article 49 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Doc. — N° 263 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 299 : Rapport de M. Van Cauwenberghe.

N° 303 : Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 316 : Amendement proposé par M. Simoens.

N° 326 : Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 333 : Amendement proposé par M. Hougardy.

Ann. — *Discussion générale* (26 juillet 1963).

Discours de MM. VAN CAUWENBERGHE, rapp. (concernant les difficultés d'ordre budgétaire qui empêchent de donner satisfaction à toutes les revendications des associations patriotiques, l'incidence financière globale de ces revendications, le doublement des rentes de chevrons de front pour les veuves) ; pp. 1634 à 1636 ;

SIMOENS (concernant la situation des veuves de guerre) ; p. 1636 ;

GODIN (concernant la charge résultant des revendications des associations patriotiques) ; p. 1636 ;

HOUGARDY (concernant le coût des revendications, le cas des anciens militaires invalides ayant participé aux deux guerres mondiales) ; p. 1636 ;

Pensions. — PENSIONS DE REPARATION (suite).

VERSE (concernant les associations membres du comité de contact, la situation des veuves de guerre) ; pp. 1636, 1637 ;

VAN HOEYLANDT (concernant le cas des réfractaires au travail de 1914-1918) ; p. 1637 ;

HAMBYE (concernant la revendication des associations de prisonniers de guerre, la remise en cause d'une décision de l'autorité judiciaire) ; p. 1637 ;

ROLIN (concernant un complément à l'intitulé du projet) ; p. 1637 ;

LEMAL (estime qu'il faut chercher le moyen de donner satisfaction à ceux qui ont fait leur devoir pour le pays) ; p. 1637 ;

GILLON (annonce que son groupe votera le projet) ; p. 1638 ;

DERUELLES, m.adj.f. (répond aux orateurs ; traite notamment des revendications des associations patriotiques, du cas de la pathologie concentrationnaire, du refus du doublement de la rente de chevrons de front aux veuves des combattants) ; pp. 1638, 1639 ;

Observations de M. HARMEGNIES ; p. 1639 ;

GENDEBIEN (souligne que la proposition de loi qu'il a déposée reprenait une proposition antérieure de M^{me} Lehouck) ; pp. 1639, 1640 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juillet 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Intervention de M. DERUELLES ; l'amendement de M. SIMOENS est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1640.

Art. 2 à 4.

Adoptés sans observations ; p. 1640.

Art. 5.

Intervention de MM. NOEL et DERUELLES ; l'amendement de MM. HOUGARDY et NOEL est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1641.

Art. 6.

Adopté sans observations ; pp. 1641, 1642.

Art. 7.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 1642.

Art. 8.

Intervention de MM. NOEL, DE BOODT, DERUELLES, MACHTENS, HOUGARDY, ROLIN (qui propose le renvoi en commission) et le PRESIDENT ;

L'article est disjoint et renvoyé à la commission ; pp. 1642 à 1644.

Art. 9 (nouveau).

Adopté sans observations ; p. 1644.

L'article 7 est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1644.

Une modification à l'intitulé est adoptée ; p. 1644.

Vote (26 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix et 3 abstentions ; pp. 1647, 1648.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PENSIONS MILITAIRES.

Proposition de loi accordant une pension de retraite pour ancienneté de service à certaines catégories d'anciens militaires ainsi que des pensions de veuve et d'orphelins à certaines catégories d'ayants droit d'anciens militaires.

Doc. — N° 156 : Proposition de loi de M. Hougardy.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1003 (4 avril 1963).

PENSIONS SPECIALES.

Projet de loi accordant une pension annuelle viagère à la dame Smits Josée, veuve de M. Tielemans Frans, Ministre, Adjoint aux Finances, et portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor public.

Doc. — N° 310 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 324 : Rapport de M. De Man.

Ann. — Pas de discussion générale.

Pensions. — PENSIONS SPECIALES (suite).*Discussion des articles (26 juillet 1963).**Art. 1^{er} à 5.*

Adoptés sans observations ; p. 1645.

Vote (26 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix et 1 abstention ; pp. 1648, 1649.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.**ASSURES LIBRES.***Projet de loi relatif à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres.**Doc. — N° 41 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 70 : Rapport de M. Smet.**Ann. — Discussion générale (24 janvier 1963).*

Discours de MM. SMET, rapp. (rappelle les principales dispositions du projet et constate qu'il constitue un pas vers l'égalité en matière de pensions ; concernant le retard dans l'examen des dossiers de pension, en particulier pour les carrières mixtes) ; pp. 366, 367 ;

LEBURTON, m.p.s. (concernant les retards dans l'examen des dossiers de pension) ; p. 367 ;

DEMARNEFFE (concernant l'introduction par les pensionnés d'une demande d'adaptation de la pension) ; p. 367 ;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. DEMARNEFFE) ; p. 367 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (24 janvier 1963).**Art. 1^{er} à 44.*

Adoptés sans observations ; pp. 367 à 375.

Vote (31 janvier 1963).

M. HOUGARDY justifie son vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 133 voix et 8 abstentions ; p. 425.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CAISSE NATIONALE DES PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE.*Ann. — Compte des résultats du secteur « pensions des ouvriers » pour l'exercice 1962. — Transmis par le Ministre de la Prévoyance sociale ; p. 1383 (20 juin 1963).***INDEPENDANTS.***Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.**Doc. — N° 315 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 330 : Rapport de M. Vandeputte + Annexes.**Ann. — Discussion générale (31 juillet 1963).*

Intervention de M. MERCHERS (concernant le vote de son groupe) ; p. 1840 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (31 juillet 1963).**Art. 1^{er} à 76.*

Adoptés sans observations ; pp. 1841 à 1857.

Vote (31 juillet 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 137 voix et 3 abstentions ; p. 1861.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OUVRIERS.*Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.**Ann. — Retrait de la proposition de loi ; p. 190 (11 décembre 1962).**Projet de loi portant création d'un Office national des Pensions pour Ouvriers.**Doc. — N° 135 : Rapport de M. Bonjean.**Ann. — Discussion générale (28 mars 1963).*

Discours de MM. BONJEAN, rapp. (concernant la portée du projet et de certains amendements y apportés par la commission) ; p. 979 ;

DEBUCQUOY (estime qu'il faudrait prévoir l'assistance de l'administrateur-général adjoint aux réunions du comité de gestion) ; pp. 979, 980 ;

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE (suite).**OUVRIERS (suite).**

VANDEPUTTE (concernant la représentation des petites et moyennes entreprises dans les organismes à gestion paritaire) ; p. 980 ;

LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs) ; p. 980 ;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (28 mars 1963).**(Texte présenté par la commission)**Art. 1^{er} à 9.*

Adoptés sans observations ; pp. 980, 981.

Art. 10.

Intervention de MM. DEBUCQUOY et LEBURTON ;

L'article est adopté avec une modification de pure forme ; pp. 981, 982.

Art. 11.

L'amendement de M. DEBUCQUOY est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 982.

Art. 12 à 32.

Adoptés sans observations ; pp. 982 à 985

L'article 11, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 985.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

OUVRIERS MINEURS.*Proposition de loi tendant à modifier l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.**Doc. — N° 184 : Proposition de loi de M. Rolin.**Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1101 (21 mai 1963).***PERSONNEL ENSEIGNANT.***Proposition de loi relative au régime des pensions du personnel enseignant, scientifique et assimilés des établissements d'enseignement technique à horaire réduit.**Doc. — N° 351 : Proposition de loi de M. Moureaux.***Personnel enseignant. — V. Pensions/Vieillesse et décès prématuré.****Personnel judiciaire. — V. Organisation judiciaire.****Pétitions. — V. Chambres législatives — Sénat.****Poids et mesures. — V. Commerce et Industrie.****Police judiciaire. — V. Procédure pénale.****Pollution atmosphérique. — V. Hygiène et santé.****Postes. — V. Communications.****Prestations d'intérêt public. — V. Travail.****Prêts agricoles. — V. Agriculture.****Prêts d'équipement ménager. — V. Épargne.****Probation. — V. Droit pénal.****Procédure pénale.***Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.**Doc. — N° 125 : Projet transmis par la Chambre des Représentants. N° 235 : Rapport de M. Rolin + Annexes.**Ann. — Pas de discussion générale.*

Procédure pénale (suite).

Discussion des articles (6 juin 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 1308.

Vote (11 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 126 membres présents ; p. 1315.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

COUR D'ASSISES.

Projet de loi abrogeant l'article 311 du Code d'Instruction criminelle.
Doc. — N° 34 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 53 : Rapport de M. Housiaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (19 décembre 1962).

Adopté sans observations ; pp. 292, 293.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 113 voix et 1 abstention ; p. 294 ;

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DELAIS.

Proposition de loi prorogeant les délais de signification des actes en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un autre jour férié légal.

Nouvel intitulé : Proposition de loi prorogeant les délais des actes de procédure en matière répressive lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un autre jour férié légal.
Doc. — N° 148 : Rapport de M. Oblin.

Ann. — Discussion générale (28 mars 1963).

Intervention de M. OBLIN, rapp. (concernant la portée de la proposition) ; p. 996 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (28 mars 1963).

(Texte présenté par la commission)

Adopté sans observations ; p. 996.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 996.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

POLICE JUDICIAIRE.

Projet de loi modifiant l'article 9 de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les Parquets.

Doc. — N° 126 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Produits pharmaceutiques et thérapeutiques. — V. Art de guérir.**Professions.****ARCHITECTES.**

Projet de loi créant un Ordre des architectes.

Doc. — N° 19 : Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par la commission.

N° 20 : Amendements proposés par M. Hambye.

N° 23 : Amendement proposé par M. Diependaele.

N° 25 : Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 55 : Rapport complémentaire de M. Dua.

N° 77 : Amendements présentés par le Gouvernement au texte présenté par les commissions réunies des Classes moyennes et de la Justice.

N° 78 : Amendements présentés par M. Diependaele.

N° 212 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 252 : Rapport de M. Dua.

Professions. — ARCHITECTES (suite).

Ann. — Discussion générale (27 novembre 1962).

Discours de MM. DE CLERCK, m.c.m. (concernant la protection du titre d'architecte par la loi du 20 février 1939, l'insuffisance de cette protection, le contrôle de l'exercice de la profession par les gens de la profession, la protection du client, la nécessité de l'Ordre devant la réalisation du Marché commun, la compétence de l'Ordre, le cas des ingénieurs, la suppression de toute discrimination entre diplômés en architecture et ingénieurs-architectes, la représentation effective de ces derniers, la présence dans l'Ordre d'architectes indépendants et d'architectes liés par un contrat de louage de services, le problème du stage) ; pp. 43 à 46 ;

DUA, rapp. (souligne qu'il n'a pas été fait appel dans le projet au droit de contrôle de la Cour de Cassation ; concernant le recours au Conseil d'Etat contre les décisions des conseils d'appel de l'Ordre, les amendements du Gouvernement) ; p. 46 ;

DE WINTER (concernant la nécessité de délimiter les professions d'architecte et d'ingénieur, la coopération entre ingénieurs-conseils et architectes au sein de l'Ordre, l'inscription dans la loi de l'obligation d'une représentation des ingénieurs au sein de l'Ordre) ; p. 47 ;

HAMBYE (concernant la nécessité de définir en quoi consiste l'exercice de la profession d'architecte, l'intégration d'architectes fonctionnaires dans l'Ordre, les difficultés qui peuvent en résulter, le droit du Conseil de l'Ordre de fixer le montant des honoraires dans certaines hypothèses, le projet de règlement que la loi charge le conseil supérieur des architectes d'élaborer, le stage) ; pp. 49, 50 ;

MAISSE (concernant la faculté laissée à un membre comparant devant le Conseil de l'Ordre d'être jugé dans la langue qui lui convient) ; p. 50 ;

Observations de M. ROLIN ; p. 50 ;

DE CLERCK, m.c.m. (répond aux orateurs) ; pp. 50, 51 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 novembre 1962).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 51.

Art. 3.

Intervention de MM. ROLIN et DUA ;

L'article est adopté ; p. 51.

Art. 4 à 7.

Adoptés sans observations ; pp. 51, 52.

Art. 8.

Intervention de MM. HAMBYE, DE CLERCK, ROLIN, DUA et OBLIN ; observations de MM. le PRESIDENT et DE WINTER ; l'amendement de M. ROLIN est adopté, l'amendement oral de M. HAMBYE tombe ;

Intervention de MM. DE CLERCK, HAMBYE, ROLIN et le PRESIDENT ; l'alinéa 2 de l'article est réservé, l'alinéa 3 de l'article est adopté ; pp. 52 à 55.

Art. 9 et 10.

Adoptés sans observations ; pp. 55, 56.

Art. 11.

Intervention de M. DE CLERCK ; l'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 56.

Art. 12.

Adopté sans observations ; p. 56.

Art. 13.

L'amendement de M. HAMBYE est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 56.

Art. 14.

Intervention de MM. DUA, HAMBYE et le PRESIDENT ; le premier amendement de M. HAMBYE est retiré, le deuxième amendement de M. HAMBYE est adopté ;

Les alinéas 1 et 3 qui composent l'article sont adoptés ; pp. 56, 57.

Art. 15.

L'amendement de M. HAMBYE est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 57.

Art. 16.

L'amendement de M. HAMBYE est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 57.

Professions. — ARCHITECTES (suite).

Art. 17.

Intervention de MM. ROLIN, HAMBYE, OBLIN, DUA, DE WINTER et DE CLERCK ;

L'article est réservé ; pp. 57, 58.

Art. 18.

Intervention de MM. ROLIN, le PRESIDENT, DE CLERCK, DUA, TRAPPENIERS, VAN CAUWELAERT et OBLIN ;

L'article est réservé ; pp. 58, 59.

Art. 19 à 25.

Adoptés sans observations ; pp. 59, 60.

Art. 26.

L'amendement du Gouvernement est adopté ; l'amendement de M. HAMBYE est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 60, 61.

Art. 27.

Intervention de MM. HAMBYE, OBLIN et ROLIN ; observations de MM. VERSE et le PRESIDENT ;

L'article est réservé ; p. 61.

Art. 28.

Adopté sans observations ; p. 61.

Art. 29.

Intervention de MM. ROLIN et DE CLERCK ; observations de MM. le PRESIDENT et VAN CAUWELAERT ;

L'article est réservé ; pp. 61, 62.

Art. 30 et 31.

Adoptés sans observations ; p. 62.

Art. 32.

Intervention de M. DE CLERCK (qui demande la rectification d'une erreur matérielle) ;

L'article, ainsi modifié, est adopté ; p. 62.

Art. 33.

L'amendement de M. HAMBYE est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 62, 63.

Art. 34.

Intervention de MM. ROLIN, DE CLERCK, le PRESIDENT et DUA ; l'amendement de M. HAMBYE est adopté, l'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 63.

Art. 35.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 63, 64.

Art. 36.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 64.

Art. 37.

Intervention de MM. DE CLERCK et le PRESIDENT ;

L'article et l'amendement de M. DIEPENDAELE à cet article sont renvoyés en commission ; pp. 64, 65.

Art. 38.

Adopté sans observations ; p. 65.

Art. 39.

Intervention de M. ROLIN ;

L'article est renvoyé en commission ; p. 65.

Art. 40 et 41.

Adoptés sans observations ; p. 65.

Art. 42.

Intervention de MM. DE WINTER et DE CLERCK ;

La proposition de M. DE WINTER est renvoyée en commission ; p. 66.

Art. 43 et 44 (nouveau).

Adoptés sans observations ; p. 66.

Art. 45 à 48.

Adoptés sans observations ; pp. 66, 67.

Art. 49.

Intervention de MM. HAMBYE et DE CLERCK ;

L'article est renvoyé en commission ; p. 67.

Professions. — ARCHITECTES (suite).

Renvoi en commission (27 novembre 1962).

Intervention de MM. le PRESIDENT (qui propose le renvoi de tous les articles en commission) et ROLIN ;

Le renvoi du projet en commission est décidé ; p. 67.

Discussion générale (24 janvier 1963).

Discours de MM. DUA, rapp. (concernant la situation des architectes étrangers et des architectes belges établis à l'étranger) ; pp. 343, 344 ;

VAN BOGAERT (concernant l'exercice de la profession d'architecte par des ingénieurs) ; p. 344 ;

DE CLERCK, m.c.m. (répond aux orateurs) ; p. 344 ;

Observations de M. P. DE SMET ; p. 344 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (24 janvier 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 7.

Adoptés sans observations ; p. 345.

Art. 8.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 345, 346.

Art. 9 à 19.

Adoptés sans observations ; pp. 346, 347.

Art. 20.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 348.

Art. 21.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 348.

Art. 22 à 33.

Adoptés sans observations ; pp. 348 à 350.

Art. 34.

Intervention de MM. DIEPENDAELE et DE CLERCK ; l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 350, 351.

Art. 35.

L'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 351.

Art. 36.

Intervention de MM. DIEPENDAELE, DE CLERCK, le PRESIDENT et HAMBYE ; la première partie de l'amendement de MM. DIEPENDAELE et ROOSENS est adoptée ; la seconde partie de cet amendement est rejetée ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 351, 352.

Art. 37 à 51.

Adoptés sans observations ; pp. 352 à 354.

Art. 52.

Intervention de MM. HAMBYE et DE CLERCK ;

L'article est adopté ; pp. 354, 355.

Art. 53 à 60.

Adoptés sans observations ; pp. 355, 356.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés ; p. 356.

Vote (24 janvier 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 112 voix et 2 abstentions ; p. 356.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants. Amendé par la Chambre des Représentants ; p. 1100 (21 mai 1963).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 61.

Adoptés sans observations ; pp. 1403 à 1412.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents ; p. 1434.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Professions (suite).**JOURNALISTES.**

Projet de loi relatif à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel.

Doc. — N° 167 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 283 : Amendements proposés par le Gouvernement.
N° 296 : Rapport de M. Van Cauwelaert.
N° 319 : Amendements proposés par M. De Block.

Ann. — *Discussion générale* (26 juillet 1963 - matin).

Discours de MM. VAN CAUWELAERT, rapp. (concernant les discussions en commission au sujet des conditions d'attribution du titre de journaliste professionnel, les commissions prévues dans le projet) ; p. 1606 ;

HOUARDY (demande si le projet donne satisfaction à la presse périodique) ; pp. 1606, 1607 ;

Observations de MM. ROLIN et DE BLOCK ; p. 1607 ;

VERMEYLEN, m.j. (concernant le caractère administratif des décisions prises par les commissions prévues dans le projet ; l'avis de la presse périodique, le critère de discrimination entre journalistes professionnels et autres) ; pp. 1607, 1608 ;

Observations de MM. HOUARDY, VAN HOEYLANDT, VAN CAUWELAERT et MAISSE ; pp. 1607, 1608 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juillet 1963 - matin).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. DE BLOCK, BEAUDUIN, ROLIN, VERMEYLEN, MOLTER, MAISSE, COPPENS et VAN CAUWELAERT ; l'amendement de M. DE BLOCK est adopté ; l'amendement oral de M. ROLIN est retiré ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 1608 à 1614.

Art. 2.

L'amendement subsidiaire de M. DE BLOCK tombe ;

L'article est adopté ; p. 1614.

Art. 3.

Adopté sans observations ; p. 1614.

L'article 1^{er}, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1614.

Vote (26 juillet 1963 - après-midi).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix et 4 abstentions ; p. 1633.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Promotion sociale. — V. Travail.**Protection civile.**

Projet de loi sur la protection civile.

Doc. — N° 108 : Rapport de M. De Man.
N° 146 : Amendement présenté par le Gouvernement.
N° 147 : Amendements proposés par M. Flamme.

Ann. — *Discussion générale* (20 mars 1963).

Discours de MM. DE MAN, rapp. (concernant l'organisation et la coordination de la protection civile, l'équilibre linguistique dans ses services, l'aspect financier) ; pp. 929, 930 ;

HERCOT (concernant la réparation des dommages subis par ceux qui seraient réquisitionnés pour des opérations de protection civile, l'imposition de dispositions de sécurité lors de la construction d'immeubles, l'atteinte portée à l'autonomie communale par la nouvelle loi) ; pp. 930 à 932 ;

HAMBYE (concernant l'article 2 permettant au Roi de prescrire l'aménagement d'emplacements spéciaux dans les immeubles, les pouvoirs accordés au Ministre de l'Intérieur par le projet de loi, les enquêtes prévues à l'article 9) ; p. 932 ;

Observations de MM. DE MAN et ROLIN ; p. 932 ;

MERCHERS (formule des réserves concernant le projet ; souligne l'absence de textes précisant le statut des services de la protection civile) ; pp. 932, 933 ;

A. GILSON, m.i.f.p. (répond aux orateurs ; traite notamment de l'indemnisation en cas d'invalidité, des prescriptions qui peuvent être imposées aux particuliers, des charges qui incomberont aux communes, de l'inspection du matériel d'incendie prévue à l'article 9, des réquisitions prévues à l'article 5, de la coordination entre les départements de l'Intérieur et de la Défense nationale, du droit de réquisition donné aux bourgmestres) ; pp. 933 à 936 ;

Protection civile (suite).

Observations de MM. FLAMME, ROLIN et TRAPPENIERS ; pp. 935, 936 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (20 mars 1963).
(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 936.

Art. 4.

L'amendement du Gouvernement est adopté ;

Intervention de M. A. GILSON (concernant une modification de forme) ;

L'article, amendé, est adopté ; pp. 936, 937.

Art. 5 à 7.

Adoptés sans observations ; p. 937.

Art. 8.

Intervention de MM. FLAMME et A. GILSON ; l'amendement de M. FLAMME et consorts est rejeté ;

Intervention de M. le PRÉSIDENT (concernant une rectification matérielle) ;

L'article est adopté ; pp. 937, 938.

Art. 4.

Intervention de M. MOREAU de MELEN (concernant une modification de forme) ;

Cette modification est adoptée ; p. 939.

Art. 9.

Adopté sans observations ; p. 939.

Art. 10.

Intervention de MM. FLAMME et A. GILSON (concernant une modification de forme) ;

L'article, ainsi modifié, est adopté ; p. 939.

Art. 11 à 14.

Adoptés sans observations ; p. 940.

L'article 4, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 940.

Vote (21 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 7 et 1 abstention ; pp. 951, 952.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Provinces.**CONSEILS PROVINCIAUX.**

Proposition de loi modifiant les dispositions de la loi provinciale relatives à la convocation des conseils provinciaux.

Doc. — N° 162 : Rapport de M. Trappeniers.

Ann. — *Discussion générale* (4 avril 1963).

Intervention de M. TRAPPENIERS, rapp. (concernant la portée de la proposition) ; p. 1005.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 avril 1963).
(Texte présenté par la commission).

Art. 1^{er} à 3.

Adoptés sans observations ; p. 1006.

Vote (4 avril 1963).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 143 membres présents ; pp. 1011, 1012.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Ann. — Rapports présentés respectivement par le Conseil d'administration du Fonds des Provinces et par le Conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des Communes, pour l'année 1960. — Transmis par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ; p. 1101 (21 mai 1963).

Q**Questions orales. — V. Chambres législatives — Sénat.**

R

Radiations ionisantes. — V. Hygiène et santé.

Radiodiffusion — Télévision.

Ann. — Rapport annuel de l'Institut des Emissions françaises et de l'Institut des Services communs pour l'exercice 1961. — Transmis par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture ; pp. 7, 8 (13 novembre 1962).

REDEVANCES.

Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Doc. — N° 28 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 85 : Rapport de M. De Block.

Ann. — *Discussion générale* (12 février 1963).

Discours de MM. DE BLOCK, rapp. (concernant les objections formulées contre le projet en commission, la nécessité de l'augmentation de la taxe, le dépôt tardif du projet, la prévision du produit de l'augmentation de la taxe dans le budget des voies et moyens, l'objectivité à la B.R.T.) ; pp. 537, 538 ;

Observations de M. COPPENS ; p. 537 ;

GILLON (concernant l'abus de la musique de jazz à la radio) ; p. 538 ;

MERCHERS (concernant l'opposition de son groupe à l'augmentation de la taxe, l'opportunité d'une réorganisation des services de la radio et de la T.V., le montant des taxes radio et T.V. dans les pays voisins) ; p. 538 ;

Observations de M. DE BLOCK ; p. 538 ;

DE BLOCK (concernant le montant des taxes à l'étranger, l'amélioration des émissions) ; p. 539 ;

Intervention de MM. MERCHERS et ANSEELE, m.p.t.t. ; p. 539 ;

Discours de M. DIEPENDAELE (proteste contre la non-admission de la Volksunie à l'émission « Ieder zijn waarheid ») ; p. 539 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 février 1963).

Art. 1^{er} et 2.

Adoptés sans observations ; p. 539.

Art. 3.

Intervention de MM. VERSE, ANSEELE et DE BLOCK ; l'amendement de M. VERSE et l'article sont réservés ; pp. 539, 540.

Vote de l'article 3 réservé (13 février 1963).

L'amendement de M. VERSE est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 550, 551.

Vote (13 février 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 17 et 26 abstentions ; pp. 551, 552.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant la loi relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Doc. — N° 45 : Proposition de loi de M. Vandeputte.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 302 (22 janvier 1963).

Redevances. — V. Radiodiffusion — Télévision.

Réforme fiscale. — V. Impôts/Impôts directs — Revenus.

Régie des Voies aériennes. — V. Communications/Aviation.

Régie du Travail pénitentiaire. — V. Organisation judiciaire.

Registre de commerce. — V. Droit commercial.

Règlement. — V. Chambres législatives — Sénat.

Réglementation du commerce. — V. Commerce et Industrie.

Règlement définitif des budgets. — V. Finances/Comptabilité de l'Etat.

Réhabilitation. — V. Droit pénal.

Relations extérieures. — V. Chambres législatives — Sénat.

Représentants de commerce. — V. Commerce et Industrie.

Réseaux de distributions et canalisations. — V. Travaux publics.

Responsabilité civile. — V. Assurances. — V. Droit civil.

Revenus. — V. Impôts/Impôts directs.

Revision de la Constitution. — V. Droit public.

Roulage. — V. Droit pénal.

Ruanda-Urundi. — V. Affaires africaines.

S

Salaires hebdomadaires garantis. — V. Travail.

Sécurité sociale.

Proposition de loi tendant à la création d'un Institut national de la Sécurité sociale.

Doc. — N° 103 : Proposition de loi de M. De Baeck.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 590 (19 février 1963).

Projet de loi sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale.

Doc. — N° 139 : Rapport de Mlle Driessen + Annexes.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 mars 1963).

Intervention de M. LEBURTON, m.p.s. (demande de rectifier des erreurs matérielles en page 3 du rapport et dans les textes des articles 10 et 15 du projet) ; p. 985 ;

Le Sénat marque son accord concernant cette rectification ; p. 985.

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations ; pp. 985 à 987.

Art. 11.

L'amendement de M. DEBUCQUOY est adopté ; l'article, amendé, est adopté ; p. 987.

Art. 12 à 23.

Adoptés sans observations ; pp. 987 à 989.

L'article 11, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 987.

Vote (28 mars 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 131 membres présents ; pp. 999, 1000.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Sécurité sociale (suite).

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi modifiant la législation sur les accidents du travail.

Doc. — N° 42 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 54 : Rapport de M. Deruelles.

Ann. — *Discussion générale* (18 décembre 1962).

Discours de MM. HAMBYE (concernant la non-intégration d'une disposition législative nouvelle dans les lois coordonnées sur les accidents du travail, le remplacement de mot «taxe» de la loi budgétaire de 1927 par le terme «cotisation», les avances pouvant être consenties à l'Etat par la Caisse de prévoyance et de secours au profit des estropiés et mutilés); pp. 251, 252;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. HAMBYE); pp. 252, 253;

Observations de MM. ROLIN et HAMBYE; p. 252;

de STEXHHE (concernant la situation des victimes d'accidents du travail, la réduction éventuelle du taux de la cotisation spéciale, la destination d'un surcroît de ressources); p. 253;

LEBURTON, m.p.s. (répond à M. de STEXHHE); p. 253;

Observations de M. de STEXHHE; p. 253;

Intervention de MM. le PRESIDENT, MERCHERS et LEBURTON (concernant le texte néerlandais de l'article 3); pp. 253, 254;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 décembre 1962).

Art. 1^{er} à 5.

Adoptés sans observations; p. 254.

Vote (19 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 103 voix et 1 abstention; pp. 295, 296.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Projet de loi portant majoration des cotisations afférentes aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Doc. — N° 198 : Exposé des motifs et projet de loi.
N° 250 : Rapport de M. Smet.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 juin 1963).

Art. 1^{er} à 4.

Adoptés sans observations; p. 1403.

Vote (20 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; p. 1434.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INDEPENDANTS.

Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 10 juin 1937 relative aux allocations familiales pour non-salariés.

Doc. — N° 280 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Projet de loi instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Doc. — N° 281 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
N° 327 : Rapport de MM. Pele et Devuyt.

N° 331 : Amendements proposés par M. Vreven.

N° 332 : Amendements proposés par M. Merchiers.

N° 339 : Amendements proposés par M. De Grauw.

N° 341 : Amendements proposés par M. Hougardy.

N° 343 : Amendements proposés par M. Roosens.

Ann. — *Discussion générale* (26 juillet 1963).

Discours de M. LEBURTON, m.p.s. (concernant un éditorial paru dans la revue de l'Union nationale des professions libérales et intellectuelles; l'assainissement nécessaire, la genèse du projet, l'absence d'intrusion du projet dans les rapports entre médecin et malade, l'octroi d'avantages aux pensionnés, veuves et invalides; l'objectif du projet: l'intérêt du malade; la conciliation des conceptions de la solidarité et de la responsabilité; l'efficacité du système, la distinction entre le secteur des indemnités et celui des soins de santé, les honoraires médicaux, les médicaments, l'hospitalisation, le relèvement des prestations dans le secteur des indemnités; le problème médical, le système des conventions, les négociations avec le

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITE (suite).

corps médical, la nécessité d'avoir une loi l'application étant prévue pour le 1^{er} janvier 1964; le secret médical, le libre choix du médecin, la conclusion d'un article du docteur Mundeeler, l'extension de la loi, le projet sur les hôpitaux); pp. 1649 à 1656;

Observations de MM. DE GRAUW, REMSON, HOUGARDY, TOUSSAINT et HAMBYE; pp. 1651 à 1656.

Reprise de la discussion générale (30 juillet 1963 - matin).

Discours de MM. DEVUYST, rapp. (concernant le but du groupe de travail de rendre l'assurance plus efficiente, l'extension de l'assurance à d'autres couches de la population, la situation financière des fédérations mutualistes, l'adaptation des indemnités pour maladie et invalidité au plafond actuel, les mesures en faveur des invalides, pensionnés et veuves, l'association des médecins à l'œuvre de solidarité, la création du Service national des Médecins, le maintien du libre choix du médecin par l'assuré); pp. 1668 à 1671;

PEDE, rapp. (concernant la discussion approfondie du projet en commission, la déclaration faite par le Premier Ministre à la commission, la garantie du droit à la santé, les principales améliorations contenues dans le projet, les négociations avec les médecins, les preuves de la bonne volonté du Gouvernement); pp. 1671 à 1673;

MERCHERS (concernant l'activité du groupe de travail, le dépôt tardif du projet, la procédure qui a été imposée au Sénat pour l'examen du projet; les mesures opportunes que contient le projet; l'organisation administrative très complexe, le plan financier, la situation des hôpitaux; la méfiance dont le projet fait preuve à l'égard des médecins, la formation des conventions, la reprise des négociations avec le corps médical); pp. 1673 à 1677;

Observations de M. LEBURTON; p. 1676;

VANDEPUTTE (concernant l'extension de l'assurance maladie-invalidité aux indépendants, la situation des assurés libres après le 1^{er} janvier 1964, les négociations avec les médecins, l'application de l'article 151 du projet, la reconnaissance de nouvelles fédérations mutualistes); pp. 1677, 1678;

Observations de M. DEVUYST; p. 1678.

Reprise de la discussion générale (30 juillet 1963 - après-midi).

Discours de MM. LEFEVRE, p.m. (concernant la volonté de progrès social qui marque la nouvelle loi, les négociations avec les médecins); pp. 1679, 1680;

REMSON (concernant les critiques formulées à l'égard du projet, le coût de la réforme, le prix de l'hospitalisation, les relations avec le corps médical, la méthode des conventions prévues dans le projet, le secret médical, le respect des tarifs, l'attitude du corps médical, l'effort fait dans le projet en matière d'indemnités particulièrement pour les malades invalides, la situation qui va être créée pour l'assurance libre); pp. 1680 à 1683;

R. HOUBEN (concernant le climat dans lequel le projet est discuté, les essais de réforme de l'assurance maladie-invalidité, les causes des difficultés de cette assurance, la nécessité d'organiser l'octroi des soins et d'organiser les professions médicales et para-médicales; l'économie générale du projet, la distinction entre soins de santé et perte de salaire, le financement, le système des conventions, les négociations avec les médecins); pp. 1683 à 1686;

Observations de M. REMSON; pp. 1684, 1685;

DERORE (résume les raisons pour lesquelles il estime que le projet doit être adopté; concernant la nécessité d'une coopération du corps médical); pp. 1686, 1687;

VREVEN (concernant les conditions dans lesquelles le projet est discuté au Sénat, la nécessité d'un régime conventionnel librement négocié, l'article 52 de la loi unique, l'absence d'un dialogue avec les médecins avant le débat sur le projet, le projet de réforme de l'Ordre des médecins; les raisons invoquées pour hâter le vote du projet, les nominations au sein des nouveaux organismes, une révision du problème); pp. 1687 à 1690;

Observations de MM. LEBURTON et VANDEPUTTE; pp. 1688, 1689;

DEBUCQUOY (concernant les raisons pour lesquelles le projet sera voté, la longue préparation du projet; les avantages nouveaux, la gratuité des soins aux veuves, pensionnés et invalides, la possibilité de l'extension de l'assurance maladie-invalidité à des catégories de citoyens non encore assujettis actuellement, la gestion paritaire de l'assurance, les négociations avec les médecins); pp. 1690 à 1693;

Observations de M. VREVEN; p. 1691;

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITÉ (suite).

BONJEAN (concernant les responsabilités des organismes assureurs en matière de soins de santé, la fixation des taux des honoraires des médecins, les contrôles que vont subir les médecins, la situation de la victime d'un accident de la circulation obligée de rembourser à sa mutualité des indemnités provisionnelles perçues); pp. 1693, 1694;

Observations de M. LEBURTON; p. 1694;

DE GRAUW (concernant le service national de santé britannique, les prérogatives du conseil de l'Ordre des médecins); pp. 1694, 1695;

Observations de M. LEBURTON; p. 1695;

SIMOENS (concernant une extension de l'assurance maladie-invalidité aux indépendants, le problème des médecins); pp. 1695, 1696;

ROOSENS (concernant les améliorations qu'apporte le projet, la gestion financière, l'intervention en cas d'incapacité de travail totale; la discussion hâtive du projet, le prix de la journée d'entretien dans les institutions de soins, l'absence de dispositions relatives à la médecine préventive, l'extension de l'assurance maladie-invalidité à toute la population, le contrôle, les conventions avec les médecins, les négociations avec le corps médical, l'article 151); pp. 1696 à 1700;

ORBAN (concernant le problème du secret professionnel); pp. 1700, 1701;

HAMBYE (concernant la contradiction entre la loi nouvelle, la loi du 16 mars 1954 et la loi sur la gestion paritaire, l'abrogation d'un certain nombre de dispositions de la loi unique, le statut des établissements hospitaliers, la question des conventions, la gratuité des soins à certaines catégories d'assurés sociaux, l'abandon du ticket modérateur par les pharmaciens, certaines interférences en matière de compétence de divers départements, l'assiette financière du régime, la mise en place de la loi); pp. 1701 à 1706;

Observations de MM. LEBURTON et HOUGARDY; pp. 1703, 1704;

HOUGARDY (concernant l'opposition des groupements de médecins au projet, le danger que le projet constitue pour la qualité de la médecine, les tarifs, le projet d'accord d'octobre 1961 et le Livre blanc, la bonne volonté du Groupe de travail des médecins, les conventions, le problème du secret professionnel médical, les frais administratifs que le projet entraînera); pp. 1706 à 1710;

Observations de MM. DEVUYST, LEBURTON et le PRÉSIDENT; pp. 1706 à 1710;

le comte d'ASPREMONT LYNDEN (concernant le statut des médecins, la sauvegarde du secret médical, le contrôle, la gratuité des soins aux catégories d'infrasalariés, la dépendance des médecins d'une double juridiction du point de vue disciplinaire, le régime des médecins « non conventionnés », l'article 151); pp. 1710, 1711;

Observations de MM. LEBURTON et le PRÉSIDENT; p. 1711;

HENCKAERTS (concernant les rapports entre médecins et malades, le manque de respect du secret médical, l'opposition des médecins au projet); pp. 1711 à 1713;

Observations de M. LEBURTON; p. 1712;

TOUSSAINT (estime que le vote du projet apparaîtra comme étant d'abord un acte politique; concernant l'opposition de la majorité des médecins, la méthode utilisée au cours du débat parlementaire); pp. 1713, 1714;

Observations de M. LEBURTON; p. 1714;

PAPY (concernant l'extension de l'assurance maladie-invalidité aux étudiants, les difficultés avec le corps médical); pp. 1714, 1715;

LEBURTON, m.p.s. (répond aux orateurs; traite notamment de l'accueil réservé au projet par la majorité de la population, de l'opposition des médecins, de l'agrégation de nouvelles unions nationales, du sort de l'assurance libre, d'un ajustement de la loi sur la gestion paritaire, du problème du corps médical et de l'application de l'article 151); pp. 1715 à 1720;

Observations de MM. TOUSSAINT, VANDEPUTTE et HOUGARDY; pp. 1716 à 1718;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (31 juillet 1963).

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. VANAUDENHOVE, LEBURTON, de STEXHE et LACROIX;

L'article est adopté; pp. 1756 à 1758.

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITÉ (suite).

Art. 2.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;
L'article est adopté; p. 1758.

Art. 3.

Intervention de MM. VREVEN, HAMBYE et LEBURTON;
l'amendement de M. VREVEN est rejeté (vote nominatif);
L'article est adopté; pp. 1758 à 1760.

Art. 4.

Intervention de MM. VREVEN et LEBURTON; l'amendement de M. VREVEN est rejeté;

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON; l'amendement de M. MERCHERS est rejeté (vote nominatif);
L'article est adopté; pp. 1760 à 1762.

Art. 5.

Intervention de MM. MERCHERS, LEBURTON et R. HOUBEN; l'amendement de M. MERCHERS et consorts est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 1762, 1763.

Art. 6.

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON; l'amendement de M. MERCHERS et consorts est rejeté;
L'article est adopté; p. 1774.

Art. 7.

Intervention de MM. HAMBYE, LEBURTON, MERCHERS, VREVEN et R. HOUBEN; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif);

L'article est adopté; pp. 1774 à 1777.

Art. 8.

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON;
L'article est adopté; p. 1777.

Art. 9.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;
L'article est adopté; pp. 1777, 1778.

Art. 10.

Adopté sans observations; p. 1778.

Art. 11.

L'amendement de M. VREVEN et consorts tombe;
L'article est adopté; p. 1778.

Art. 12.

Intervention de MM. MERCHERS, HAMBYE, R. HOUBEN et LEBURTON; les amendements de M. MERCHERS sont rejetés (vote nominatif); l'amendement de M. ROOSENS est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1778 à 1781.

Intervention de M. MERCHERS; l'amendement de M. MERCHERS et consorts, tendant à l'insertion d'un article 12bis est rejeté; p. 1781.

Art. 13.

Intervention de MM. HOUGARDY et LEBURTON; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est retiré;
L'article est adopté; pp. 1781, 1782.

Art. 14 à 21.

Adoptés sans observations; pp. 1782, 1783.

Art. 22.

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON; l'amendement de M. MERCHERS et consorts est retiré; l'amendement de M. HOUGARDY et consorts est retiré;
L'article est adopté; pp. 1783 à 1785.

Art. 23.

Intervention de MM. DE GRAUW et LEBURTON; l'amendement de M. DE GRAUW et consorts est rejeté (vote nominatif);

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;
L'article est adopté; pp. 1785, 1786.

Art. 24.

Adopté sans observations; p. 1786.

Art. 25.

Intervention de MM. ROOSENS, LEBURTON et HAMBYE; l'amendement de M. ROOSENS est rejeté;
L'article est adopté; pp. 1786 à 1788.

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITE (suite).

- Art. 26 à 27.*
Adoptés sans observations ; p. 1788.
- Art. 28.*
Intervention de MM. VREVEN, R. HOUBEN et LEBURTON ; observations de M. SERVAIS, m.e.t. ; l'amendement de M. VREVEN est rejeté (vote nominatif) ;
L'article est adopté ; pp. 1788 à 1791.
- Art. 29.*
Intervention de MM. MERCHERS, LEBURTON, HAMBYE, HOUGARDY et DE GRAUW ; l'amendement de M. DE GRAUW et consorts est rejeté ; l'amendement de M. ROOSENS est rejeté ;
L'article est adopté ; pp. 1791 à 1793.
- Art. 30.*
Adopté sans observations ; p. 1793.
- Art. 31.*
La correction d'une erreur matérielle au paragraphe 2 est acceptée ;
Intervention de MM. DE GRAUW, HAMBYE et LEBURTON ; l'amendement de M. DE GRAUW et consorts est rejeté (vote nominatif) ;
L'article est adopté ; pp. 1793, 1794.
- Art. 32 à 36.*
Adoptés sans observations ; pp. 1794, 1795.
- Art. 37.*
Intervention de MM. HOUGARDY et LEBURTON ;
L'article est adopté (vote nominatif) ; pp. 1795 à 1797.
- Art. 38 et 39.*
Adoptés sans observations ; p. 1797.
- Art. 40.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; pp. 1797, 1798.
Intervention de M. MERCHERS ; l'amendement de M. MERCHERS tendant à l'insertion d'un article 40bis est retiré ;
p. 1799.
- Art. 41.*
Adopté sans observations ; p. 1799.
- Art. 42.*
Intervention de M. HAMBYE ;
Après correction d'une erreur matérielle, l'article est adopté ;
p. 1799.
- Art. 43 et 44.*
Adoptés sans observations ; p. 1799.
- Art. 45.*
Intervention de M. LEBURTON ; observations de M. MERCHERS ; l'amendement de MM. VREVEN et MERCHERS est rejeté ;
L'article est adopté ; pp. 1799, 1800.
- Art. 46.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; pp. 1800, 1801.
- Art. 47 à 55.*
Adoptés sans observations ; pp. 1801, 1802.
- Art. 56.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1802.
- Art. 57.*
Intervention de MM. DEBUCQUOY et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1803.
- Art. 58 et 59.*
Adoptés sans observations ; p. 1803.
- Art. 60.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ; observations de M. DELMOTTE ;
L'article est adopté ; pp. 1803, 1804.
- Art. 61.*
Adopté sans observations ; p. 1804.
- Art. 62.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1804.

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITE (suite).

- Art. 63 et 64.*
Adoptés sans observations ; p. 1804.
- Art. 65.*
Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON ; l'amendement de M. MERCHERS est rejeté ;
L'article est adopté ; pp. 1804, 1805.
- Art. 66.*
Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON ; l'amendement de M. MERCHERS est retiré ;
L'article est adopté ; p. 1805.
- Art. 67 à 69.*
Adoptés sans observations ; pp. 1805, 1806.
- Art. 70.*
Intervention de MM. DEBUCQUOY, LEBURTON et VREVEN ; l'amendement de MM. VREVEN et MERCHERS est retiré ;
L'article est adopté ; pp. 1806, 1807.
- Art. 71.*
Adopté sans observations ; p. 1807.
- Art. 72.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1807.
- Art. 73 à 75.*
Adoptés sans observations ; pp. 1807, 1808.
- Art. 76.*
Intervention de MM. MERCHERS, LEBURTON et HAMBYE ; l'amendement de M. MERCHERS est rejeté (vote nominatif) ;
L'article est adopté ; pp. 1808, 1809.
- Art. 77.*
Intervention de MM. DEBUCQUOY et HAMBYE ;
L'article est adopté, après rectification d'une erreur matérielle ; p. 1809.
- Art. 78.*
Adopté sans observations ; p. 1809.
- Art. 79.*
Intervention de MM. VREVEN et LEBURTON ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté (vote nominatif) ;
L'article est adopté ; pp. 1810, 1811.
- Art. 80.*
Intervention de M. VREVEN ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté ;
L'article est adopté ; p. 1812.
- Art. 81 et 82.*
Adoptés sans observations ; p. 1812.
- Art. 83.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1812.
- Art. 84.*
L'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté ;
L'article est adopté ; p. 1812.
- Art. 85 à 87.*
Adoptés sans observations ; pp. 1812, 1813.
- Art. 88.*
Intervention de MM. MERCHERS, HAMBYE et LEBURTON ; les deux amendements de MM. MERCHERS et VREVEN sont rejetés ;
L'article est adopté ; pp. 1813, 1814.
- Art. 89.*
Intervention de MM. VREVEN, LEBURTON et HOUGARDY ; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté ;
- Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON ; l'amendement de M. MERCHERS est retiré ;
L'article est adopté ; pp. 1814 à 1816.
- Art. 90.*
Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON ;
L'article est adopté ; p. 1816.

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITE (suite).*Art. 91 à 95.*

Adoptés sans observations; pp. 1816, 1817.

Art. 96.

Intervention de M. LEBURTON; l'amendement de M. VREVEN et consorts est retiré;

L'article est adopté; pp. 1817, 1818.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON; p. 1818.

Art. 97.

Adopté sans observations; p. 1818.

Art. 98.

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON; l'amendement de MM. MERCHERS et VREVEN est rejeté;

L'article est adopté; pp. 1818, 1819.

Art. 99 à 102.

Adoptés sans observations; p. 1819.

Art. 103.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;

L'article est adopté; p. 1820.

Art. 104.

Intervention de MM. VREVEN, LEBURTON, NIHOUL et VERMEYLEN; l'amendement de M. VREVEN et consorts est rejeté;

L'article est adopté; p. 1820.

Art. 105.

Adopté sans observations; p. 1821.

Art. 106.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;

L'article est adopté; p. 1821.

Art. 107 à 116.

Adoptés sans observations; pp. 1821 à 1823.

Art. 117.

Intervention de MM. DE WINTER, LEBURTON et DEBUCQUOY;

L'article est adopté; pp. 1823, 1824.

Art. 118.

Adopté sans observations; pp. 1824, 1825.

Art. 119.

L'amendement de M. VREVEN est retiré;

Intervention de M. HAMBYE;

L'article est adopté; p. 1825.

Art. 120 à 124.

Adoptés sans observations; pp. 1825 à 1827.

Art. 125.

Intervention de MM. MERCHERS et LEBURTON; l'amendement de M. MERCHERS est retiré;

L'article est adopté; pp. 1827, 1828.

Art. 126.

Intervention de MM. HAMBYE, de STEXHE et LEBURTON;

L'article est adopté; pp. 1828, 1829.

Art. 127 à 137.

Adoptés sans observations; pp. 1829 à 1831.

Art. 138.

Après rectification d'une erreur matérielle, l'article est adopté; p. 1831.

Art. 139 à 150.

Adoptés sans observations; pp. 1831 à 1833.

Art. 151.

Intervention de MM. VREVEN, LEBURTON, R. HOUBEN, NIHOUL et MERCHERS; l'amendement de M. MERCHERS et consorts est rejeté (vote nominatif); l'amendement subsidiaire de M. MERCHERS est retiré; l'amendement de M. ROOSENS est rejeté;

L'article est adopté (vote nominatif); pp. 1833 à 1837.

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE — INVALIDITE (suite).*Art. 152.*

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;

L'article est adopté; pp. 1837, 1838.

Art. 153 à 155.

Adoptés sans observations; p. 1838.

Art. 156.

Intervention de MM. HAMBYE et LEBURTON;

L'article est adopté; pp. 1838 à 1840.

Art. 157.

Adopté sans observations; p. 1840.

Art. 158.

L'amendement de M. DE GRAUW et consorts est retiré;

L'article est adopté; p. 1840.

Art. 159.

Adopté sans observations; p. 1840.

Vote (31 juillet 1963).

Le baron NOTHOMB, le baron de DORLODOT, MM. R. HOUBEN, GILLON, HENCKAETS, GENDEBIEN, ROOSENS, DUA, ADAM, ROLIN, de la VALLEE POUSSIN, ORBAN, GODIN, VAN LAEYS, DE BAECK, SLEGTEN, MOREAU de MELEN, BALTUS, P. DE SMET, de STEXHE, BEAUDUIN, le comte d'ASPROMONT LYNDEN, M. JANSSEN justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix contre 14 et 26 abstentions; pp. 1858 à 1860.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

MALADIES PROFESSIONNELLES.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

Doc. — N° 237 : Exposé des motifs et projet de loi.

Sécurité sociale. — V. aussi Affaires africaines. — V. aussi Affaires étrangères.**Séquestre. — V. Guerre.****S.N.C.B. — V. Communications/Chemins de fer.****Successions. — V. Droit civil.****T****Tabac. — V. Impôts/Impôts indirects — Douanes et accises.****Taxe de circulation. — V. Impôts/Impôts directs.****Taxes de séjour. — V. Impôts/Impôts indirects.****Taxes assimilées au timbre. — V. Impôts/Impôts indirects.****Théâtres. — V. Arts, sciences et lettres.****Traité d'amitié. — V. Affaires étrangères.****Traitements. — V. Cultes. — V. Droit public/Conseil d'Etat — V. Organisation judiciaire.**

Travail.

Projet de loi modifiant les lois du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti, les lois sur le contrat d'emploi coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1955 et la loi du 1^{er} avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure.

Doc. — N° 24 : Amendements proposés par M. Merchiers.

Ann. — Discussion générale (29 novembre 1962).

Discours de MM. MERCHIER (concernant le rapprochement des règles en matière de contrat de travail et de contrat d'emploi, l'extension des règles de la loi sur le salaire hebdomadaire garanti, la portée de ses amendements, la réforme du F.N.A.M.L., la suppression du régime spécial instauré pour les petites entreprises) ; pp. 104 à 106 ;

SERVAIS, m.e.t. (concernant l'instauration à titre définitif du principe du salaire hebdomadaire garanti ; répond à M. MERCHIER) ; pp. 106 à 108 ;

LAUWEREINS (concernant l'établissement du contrat de louage de service dans la langue du travailleur) ; p. 108 ;

REMSON (concernant le contrôle médical effectué par les employeurs, le danger d'arbitraire, l'intitulé de la loi, la limitation du salaire garanti à 80 p.c. du salaire réel) ; pp. 110, 111 ;

SMET (concernant la nécessité d'aboutir à une assimilation de tous les salariés en matière de sécurité d'existence et de délai de préavis) ; p. 110 ;

DEBUCQUOY (concernant la tendance vers une uniformisation des conditions de travail des ouvriers et des employés, certaines autres mesures contenues dans le projet ; répond aux arguments avancés par M. MERCHIER pour justifier son amendement) ; pp. 110 à 112 ;

Observation de M. MERCHIER ; p. 111 ;

Intervention de M. SERVAIS, m.e.t. (remercie les orateurs) ; p. 112 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (29 novembre 1962).

Art. 1^{er} à 16.

Adoptés sans observations ; pp. 111 à 115.

Art. 17.

L'amendement de M. MERCHIER est rejeté ;

L'article est adopté ; pp. 115, 116.

Art. 18.

Intervention de MM. MERCHIER, SERVAIS, DEBUCQUOY et LEMAL ;

L'article est adopté ; pp. 116, 117.

Art. 19 à 49.

Adoptés sans observations ; pp. 117 à 125.

Intervention de MM. MOULIN et le PRESIDENT (qui rend hommage à M. TROCLET, rapporteur du projet) ; p. 125.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 92 voix et 17 abstentions ; pp. 164, 165.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi tendant à la suppression du plafond de 180.000 francs en ce qui concerne les indemnités dues aux commis et aux ouvriers pour rupture irrégulière de contrat.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 8 (13 novembre 1962).

PRESTATIONS D'INTERET PUBLIC.

Projet de loi modifiant la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix.

Doc. — N° 180 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 216 : Rapport de M. Simoens + Annexe.

N° 232 : Amendements proposés par M. Merchiers.

Ann. — Discussion générale jointe à celle du projet de loi modifiant la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les autorités provinciales ou communales.

Discussion des articles (30 mai 1963).

Art. 1^{er}.

Intervention de MM. ORBAN, DE BAECK et SERVAIS, m.e.t. ;

L'article est adopté ; pp. 1210, 1211.

Travail. — PRESTATIONS D'INTERET PUBLIC (suite).

Art. 2 à 4.

Adoptés sans observations ; p. 1211.

Art. 5.

Intervention de MM. MERCHIER et SERVAIS ; observations de M. DELMOTTE ; l'amendement de M. MERCHIER est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 1212 à 1215.

Art. 6.

Adopté sans observations ; p. 1215.

Art. 7.

Intervention de MM. MERCHIER, SERVAIS et HENCKAERTS ; l'amendement en ordre principal de M. MERCHIER est rejeté (vote nominatif) ; l'amendement subsidiaire de M. MERCHIER est rejeté (vote nominatif) ;

L'article est adopté ; pp. 1215 à 1218.

Art. 8 à 12.

Adoptés sans observations ; pp. 1218, 1219.

Vote (30 mai 1963).

MM. ROLIN, VERSE, L. DESMET, DEHOUSSE et DUVIEUSART justifient leur vote ;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 11 et 9 abstentions ; pp. 1222 à 1224.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PROMOTION SOCIALE.

Projet de loi portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale pour les travailleurs.

Nouvel intitulé : Projet de loi portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale.

Doc. — N° 143 : Exposé des motifs et projet de loi.

N° 196 : Rapport de M. Carpels.

N° 214 : Amendement proposé par M. Hougardy.

N° 240 : Amendement proposé par M. Smet.

Ann. — Discussion générale (30 mai 1963).

Discours de MM. CARPELS, rapp. (concernant l'objectif du projet : octroi d'une indemnité de promotion sociale, d'une part aux travailleurs qui suivent des sessions d'étude organisées, d'autre part à ceux qui obtiennent un diplôme après avoir suivi un cycle de cours du soir ou du dimanche) ; pp. 1226, 1227 ;

JENNARD (concernant la limitation de l'âge des bénéficiaires de 18 à 25 ans, le montant de l'indemnité, la proposition de loi de MM. DEBUCQUOY et VAN CAUWELAERT en faveur des jeunes travailleurs qui suivent l'enseignement du soir) ; p. 1227 ;

SMET (concernant le besoin d'une formation culturelle et générale complémentaire pour les jeunes travailleurs, le double objectif du projet, la fixation d'un nombre de jours minimum, l'application du projet au personnel de l'Etat, le montant de l'indemnité) ; pp. 1227, 1228 ;

HOUGARDY (concernant l'octroi aux travailleurs du secteur public des avantages accordés par le projet aux travailleurs du secteur privé) ; p. 1228.

Reprise de la discussion générale (4 juin 1963).

Discours de M. SERVAIS, m.e.t. (concernant la nécessité de développer la promotion sociale, l'organisation de sessions d'études, l'extension des dispositions du projet en faveur des agents des services publics, la contribution de l'industrie à l'effort entrepris pour la promotion sociale) ; pp. 1238, 1239 ;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1963).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er}

L'amendement de M. HOUGARDY est rejeté ;

L'article est adopté ; p. 1238.

Art. 2.

Intervention de MM. SMET et SERVAIS ; l'amendement de M. SMET est retiré ;

L'article est adopté ; p. 1238.

Travail. — PROMOTION SOCIALE (suite).*Art. 3 à 6.*

Adoptés sans observations; pp. 1238, 1239.

Intervention de MM. VANDEPUTTE, SERVAIS, LAUWEREINS et le PRÉSIDENT;

Le nouvel intitulé est adopté; p. 1239.

Vote (4 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 121 voix et 1 abstention; p. 1243.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SALAIRE HEBDOMADAIRE GARANTI.

Projet de loi instituant une commission sociale nationale pour les petites entreprises.

Doc. — N° 8: Exposé des motifs et projet de loi.
N° 30: Rapport de M. Derore.

Ann. — *Discussion générale* (4 décembre 1962).

Discours de MM. MAISSE (concernant la compétence d'avance prévue à l'article 2, paragraphe a du projet); p. 151;

SERVAIS, m.e.t. (répond à M. MAISSE); p. 151;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 décembre 1962).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 23.

Adoptés sans observations; pp. 151 à 154.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents; p. 165;

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VACANCES.

Projet de loi relatif à l'octroi d'une allocation complémentaire de vacances aux travailleurs salariés en 1962 et 1963.

Doc. — N° 17: Rapport de M. Debucquoy + Annexe.

Ann. — *Discussion générale* (29 novembre 1962).

Intervention de M. DEBUCQUOY, rapp. (concernant la portée du projet); p. 125;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (29 novembre 1962).

(Texte présenté par la commission)

Art. 1^{er} à 10.

Adoptés sans observations; pp. 125 à 127.

Vote (5 décembre 1962).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 109 membres présents; p. 165.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi tendant à fixer le pécule de vacances des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Doc. — N° 116: Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 163: Rapport de M. Van Cauwenberghe.

N° 170: Amendements proposés par M. Hougardy.

N° 204: Rapport complémentaire de M. Van Cauwenberghe.

Ann. — *Discussion générale et renvoi en commission* (4 avril 1963).

Discours de M. DEKEYZER (concernant le cas d'agents d'organismes d'intérêt public ayant touché en 1963 un pécule de vacances de 1962, supérieur à 3.000 frs.); p. 1006;

Intervention de MM. HOUARDY, le PRÉSIDENT, FAYAT, m. adj. a. étr. et ROLIN (concernant l'absence du Ministre de l'Intérieur); pp. 1006, 1007;

Discours de MM. HOUARDY (concernant ses amendements; estime que le projet tel qu'il est rédigé entraînerait une régression sociale); p. 1007;

A. GILSON, m.i.f.p. (déclare que le projet harmonise les conditions en matière d'octroi de pécule de vacances dans l'ensemble du secteur public; concernant les amendements de M. HOUARDY); p. 1007;

Travail. — VACANCES (suite).

HOUARDY (demande le renvoi en commission); p. 1007;

A. GILSON, m.i.f.p. (accepte le renvoi en commission); p. 1007;

Le renvoi en commission est décidé.

Discussion générale (12 juin 1963).

Intervention de M. VAN CAUWENBERGHE, rapp. (concernant la portée du projet); p. 1334;

La discussion générale est close.

*Discussion des articles (12 juin 1963).**Art. 1^{er} à 3.*

Adoptés sans observations; p. 1334.

Vote (13 juin 1963).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 133 membres présents; p. 1352.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Travail. — V. aussi Affaires étrangères.**Travaux publics.****RESEAUX DE DISTRIBUTIONS ET CANALISATIONS.**

Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique et la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage des domaines publics pour l'établissement et l'entretien de canalisations.

Doc. — N° 101: Proposition de loi de M. Bogaert.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 663 (26 février 1963).

VOIRIE.**AUTOROUTES.**

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes.

Doc. — N° 227: Proposition de loi de M. Hambye.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1310 (11 juin 1963).

U**Union de l'Europe occidentale. — V. Affaires étrangères/Forces armées.****V****Vacances. — V. Travail.****Validation de pouvoirs. — V. Chambres législatives — Sénat.****Vieillesse et décès prématuré. — V. Pensions.****Voirie. — V. Travaux publics.**